Campagne Mondiale pour
l'EDUCATION
www.campaignforeducation.org

CSEF 2013 – 2015 Rapport d'avancement pour UNESCO pour la période du 01 juillet au 31 décembre 2013

Soumis par la Campagne Mondiale pour l'Éducation le 15 mars 2015

Fonds de la société civile pour l'éducation 2013 - 2015
Coordonné par la Campagne Mondiale pour l'Education
Mis en œuvre en partenariat avec ACEA, ActionAid Americas, ANCEFA, ASPBAE, CLADE, l'Internationale de l'Education & Oxfam GB.
Financé par la Campagne Mondiale pour l'Education
Supervisé par UNESCO

www.campaignforeducation.org

Sommaire

Résumé 3

1. Introduction 7

2. Aperçu des activités nationales 11

3. Activités régionales et mondiales de soutien au programme CSEF 23

4. Le progrès par rapport aux résultats attendus, les objectifs d'apprentissage et les objectifs généraux 28

Objectif 1: Participation politique 28

Objectif 2: Sensibilisation du public et renforcement de la coalition 41

Objectif 3: Initiatives de recherche, de suivi et d'analyse de haute qualité: 54

Objective 4: Apprentissage et collaboration transfrontalier 57

5. Conclusion et prochaines étapes 71

Annexes 72

Résumé

Le fonds de la société civile pour l'éducation (CSEF) est un programme mondial qui soutient l'engagement de la société civile en matière de politique, de planification et de suivi du secteur de l'éducation. La cohésion entre les principaux intervenants est la base de ce programme. Celui-ci met en avant l'importance cruciale de la participation locale de la société civile – au niveau de la planification, des décisions politiques, du suivi de la mise en œuvre et des budgets, de la promotion de la sensibilisation et de l'engagement des citoyens dans les débats de l'éducation nationale – pour atteindre les objectifs d'EPT et autres objectifs de l'éducation nationale.

Le CSEF a été développé et est géré par la CME et les partenaires régionaux (ACEA, ANCEFA, ASPBAE, CLADE, ActionAid Americas, l'Internationale de l'Education et Oxfam GB). Actuellement le CSEF est financé principalement par le Partenariat Mondial pour l'Education (GPE), grâce à une subvention de l'UNESCO. Le CSEF fournit un financement de base, une assistance technique, un soutien et des opportunités d'apprentissage transfrontalier aux sociétés civiles de l'éducation dans des pays en voie de développement à travers l'Afrique, l'Asie-Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est. Ce soutien vise à renforcer et à rendre l'engagement de la société civile dans le secteur de l'éducation plus cohérent et plus efficace. Cela permet ainsi d'atteindre les objectifs du secteur de l'éducation, conformément à la stratégie du GPE et du Cadre d'action de Dakar sur l'Education pour tous.

Globalement, cette phase actuelle du CSEF a pour but de '*contribuer à la réalisation des objectifs éducatifs nationaux et de l'Education pour tous en soutenant la participation effective des organisations de la société civile et des citoyens aux débats sur l'éducation, à la planification sectorielle et aux révisions.*'

Quatre objectifs ont été définis :

1. Participation politique
2. Sensibilisation du public et renforcement des coalitions
3. Initiatives de recherche, de suivi et de l'analyse de haute qualité
4. Apprentissage transfrontalier et création de réseaux pour le changement

La **phase actuelle du programme CSEF** a débuté en avril 2013, avec une période de planification au cours de laquelle les processus et les structures mondiales et régionales ont été finalisés et les plans nationaux ont été élaborés et présentés pour approbation et financement. Les activités au niveau national devaient commencer à partir de juillet 2013 – le début de la mise en œuvre du programme. Cependant, des retards de financement ont eu de lourdes conséquences pour le programme CSEF, particulièrement pour les coalitions nationales qui dépendent du CSEF pour couvrir les salaires et les loyers, mais aussi pour les activités mondiales et régionales. Par conséquent, comme le stipule le présent rapport, plusieurs coalitions n'ont pu démarrer cette mise en œuvre qu'à la fin du semestre précédent. Le rapport précise toutefois que depuis que les fonds sont disponibles, il y a eu beaucoup de progrès et la CME est convaincue que le programme CSEF est sur la bonne voie pour réaliser ses objectifs. La prolongation de la période de mise en œuvre jusqu'à début 2015 ayant été validée, les activités pourront être menées comme prévues. En conséquence, les plans et les budgets sont en cours de réajustement.

À la fin 2013, la société civile de **54 pays** avait accepté cette phase du CSEF. Trois coalitions préparaient encore des structures et des propositions, alors que 51 coalitions nationales avaient déjà soumis leurs propositions. Parmi ces coalitions, 46 avaient eu leurs propositions approuvées (plus de la moitié se trouvant en Afrique) ; 3 avaient récemment soumis leur proposition et attendaient le résultat début 2014 ; 1 coalition recevait un soutien continu pour la gouvernance et la planification ; et 1 coalition a vu sa proposition rejetée en raison de structures et procédures de gestion interne insuffisantes. Au final, 53 coalitions sont encore engagées ou potentiellement engagées dans des activités soutenues par CSEF.

Les 46 coalitions exerçant actuellement des activités soutenues par le CSEF, ont identifié des objectifs politiques et des activités qui répondent au contexte national. La différence des contextes nationaux explique la vaste diversité de stratégies politiques, des approches et des activités choisies. Les plans répondent clairement aux objectifs du CSEF, y compris la participation politique, l'engagement public, la recherche, le suivi, la création de réseau et l'apprentissage. Les principaux thèmes du GPE sont particulièrement présents en terme de portée au niveau de chaque enfant' (27 sur 46 coalitions), de qualité de l'éducation (22 coalitions) ainsi que de financement de l'éducation et de la gouvernance (21 coalitions). La plupart des coalitions se concentrent sur plus d'une question politique.

Dans l'ensemble, et malgré le retard des financements, la quasi-totalité des activités comprises dans les **plans de mise en œuvre** prévus pour cette phase, sont soit terminées, soit en cours.

En termes de **coordination et de gestion mondiale et régionale**, les plans nationaux sont finalisés et approuvés par le biais de réunions du comité régional de financement dans chaque région. Un important soutien permet également de s'assurer que tous les amendements aux propositions sont compris et mis en œuvre par les coalitions. Dans deux régions (Asie-Pacifique/Moyen Orient et L'Europe de l'Est), il y a eu d'importants efforts pour soutenir le renforcement de coalitions et l'élaboration de propositions, dans les pays nouvellement engagés dans le programme du CSEF : l'Afghanistan, la Géorgie, la Moldavie et le Myanmar. La gestion et le versement des subventions ont été traités par le Secrétariat mondial et les agences régionales de gestion financière, alors que les Secrétariats régionaux ont dirigé la coordination dans chaque région et la GCE a conduit la coordination entre les régions avec le Comité mondial de surveillance et l'UNESCO. De plus, un travail considérable a été mené afin de créer un cadre et un système pour l'Apprentissage, le Suivi et l'Évaluation, avec des modèles de rapport. Le sondage de référence (retardé pour être inclus dans le système de l'Apprentissage, le Suivi et l'Évaluation) et le lancement complet du forum de discussion en ligne (bien que des essais soient en cour dans un petit nombre de coalition) étaient les seules activités régionales et mondiales ayant encore du retard fin 2013.

La réalisation des quatre objectifs du programme et les résultats attendus présentent, compte tenu des délais dans les financements, de réels progrès. Ces observations sont établies à partir des rapports nationaux, régionaux et internationaux, présentés par chaque partenaire d'exécution du CSEF.

Les rapports indiquent qu'il y a eu une activité et un progrès considérable par rapport à l'Objectif 1, concernant la **participation des coalitions dans les processus politiques formels**. Au total, 41 coalitions ont signalé l'existence dans leur pays d'une structure de Groupe Local des partenaires de l'Éducation (GLPE), et parmi eux, 70 % (29 au total) ont signalé leur participation active au sein du GLPE. Les autres coalitions n'ont pas eu cette possibilité pour des raisons d'instabilité politique, des structures inaccessibles ou exclusives, ou encore l'absence d'accès pour

les coalitions les plus récentes. Cependant, la participation politique va au-delà du LEG : au total, 44 coalitions ont signalé un engagement dans 141 forums politiques et/ou des forums d'élaboration politique dans le secteur de l'éducation, englobant les groupes de travail technique, les commissions gouvernementales, les comités parlementaires, etc. De plus, de juillet à décembre 2013, les coalitions ont contribué collectivement à 115 communications avec des organismes d'élaboration de politiques pertinentes, avec notamment des commentaires sur des propositions de loi et de politique, des analyses et des propositions pour des questions politiques spécifiques, des résultats de recherche et des exercices de suivi de communauté, des résultats des consultations de citoyen et de la documentation sur les expériences d'enfant. En outre, le travail national est utilisé pour le plaidoyer régional et mondial. Durant cette période, 17 processus de plaidoyer régional ou mondial ont été dirigés. Ces processus ont été inspirés par des contributions de coalition nationale spécifique sur un large éventail de sujets – y compris, par exemple, des communications sur des forums régionaux sur les jeunes et l'alphabétisation des adultes en Asie-Pacifique, la création d'une plate-forme régionale de plaidoyer sur l'éducation gratuite en Amérique latine et l'organisation de séances de sensibilisation sur le financement intérieur, l'enseignement en langue maternelle et le post-2015.

Des progrès considérables ont également été réalisés pour l'objectif 2, en termes **de renforcement de la participation et de la sensibilisation** dans le secteur de l'éducation. Fin 2013, 3162 organisations étaient impliquées dans le travail du CSEF en tant que membres de coalitions financées, ce qui représente une augmentation de 113 membres. Les données sur les membres des coalitions ont révélé que ces dernières, dans les quatre régions, sont essentiellement représentées par des acteurs locaux de la société civile, notamment des enseignants, des syndicats civiques et des organisations travaillant auprès de femmes, d'enfants, de jeunes et de personnes handicapées. La proportion de femmes au sein des conseils de la coalition a légèrement augmenté. Si les membres restent essentiels pour les coalitions, elles doivent surtout être représentées efficacement. Près de trois-quarts des coalitions déclarent qu'elles consultent souvent ou toujours les membres avant de participer à des réunions et des consultations clés. Cependant, un grand nombre de ces coalitions (y compris celles qui ne consultent pas régulièrement) ont souligné des obstacles tels que la distance géographique, la limite de temps et de ressources et le très court délai accordé par les gouvernements et/ou les bailleurs de fonds pour préparer ces réunions. Deux tiers des coalitions ont décrit un processus standard de validation des documents de politique et de position par les membres, avant la finalisation et la diffusion. Il y a également un engagement considérable de la part des coalitions avec des intervenants non-membres. Les coalitions ont identifié 191 autres intervenants avec lesquels ils ont collaboré à cette période, comprenant d'autres ONG, des institutions académiques, des partenaires internationaux, etc. La plupart des coalitions ont été particulièrement efficaces en termes de sensibilisation du public : différentes engagements avec des médias ont eu lieu au cours de cette période (même si dans certains contextes politiques, cela s'avère compliqué). Au total, les coalitions ont développé 19 publications destinées au public, et ont participé à 83 campagnes publiques ou exercices de mobilisation (conférences, réunions communautaires, séminaires ouverts, campagnes de publicité et autres activités similaires).

Au cours de cette période, 46 études concernant l'Objectif 3, **recherche, suivi, surveillance et analyse de qualité** ont été lancées (certaines sont encore en cours), tout particulièrement en Asie-Pacifique. Douze coalitions, dont les études étaient terminées, ont pu décrire comment elles ont été utilisées pour le plaidoyer et les résultats en termes d'impact sur la politique ou la position du gouvernement. Par exemple, après l'étude sur « La pénurie d'enseignant dans les écoles publiques de base au Ghana », le service Ghana Education a pris des mesures pour augmenter le nombre d'enseignants dans les quartiers défavorisés et proposer plus de formations aux enseignants. Suite aux recherches de PEAN (Papouasie-

Nouvelle-Guinée) sur les meilleures pratiques proposées par les prestataires de services d'alphabétisation pour adultes, le gouvernement a suggéré de faire un communiqué sur les stratégies alternatives pour renforcer l'alphabétisation des adultes. Autre exemple, après avoir divulgué les résultats de ses bulletins Education Watch, Foro Socioeducativo en République Dominicaine, a constaté une amélioration de la collecte de données dans les bureaux du gouvernement.

L'objectif 4 de cette phase du programme CSEF concerne l'apprentissage et la collaboration transfrontalière. Il s'agit ici de planifier la capacité et l'apprentissage à l'échelle mondiale (voir annexe 4), ainsi que les initiatives régionales spécifiques. Toutes les régions ont développé des moyens pour partager l'apprentissage et échanger, notamment des documents de bonne pratique en Afrique et en Asie-Pacifique, un système de gestion des connaissances en ligne en Amérique latine, et un nouveau site web pour les coalitions du Moyen-Orient et de l'Europe de l'Est. Les régions ont également facilité les partenariats et le réseautage entre pays. En terme de soutien de capacités, l'assistance technique la plus adaptée a été donnée par un personnel dévoué au niveau régional ; au total 26 pays ont été visités dans la période considérée, certains plus d'une fois (voir annexe 2). De plus, les entités régionales, souvent en collaboration avec la CME, ont organisé dix activités d'apprentissage et de renforcement des capacités, durant ces six mois (voir annexes 3a-e). Les entités régionales ont produit 11 outils de renforcement de capacité. La CLE a quant à elle produit au niveau mondial, quatre séances d'information clé destinées à soutenir le plaidoyer, tout en coordonnant le soutien technique avec les partenaires. Toutes les régions, et la CME, ont soutenu l'engagement direct des coalitions nationales dans les processus régionaux ou mondiaux de plaidoyer, sur un très large éventail de questions. L'impact sera évalué au cours des phases ultérieures.

Dans l'ensemble, et malgré les contraintes à fois internes, comme les délais de financement et externes, comme les contextes politiques restrictifs, des progrès significatifs ont pu être notés. Ce programme unique soutient de larges coalitions dans 46 pays (et bientôt plus) pour faire entendre les voix des citoyens dans le débat de l'éducation et pour sensibiliser le public aux questions essentielles, en ligne avec les priorités nationales. Un défi majeur, particulièrement pour 2014, est de s'assurer que toutes les coalitions auront reçu le soutien technique pour que l'impact soit le plus important possible. Le travail dans les six mois à venir va donc consister à poursuivre la mise en œuvre. Il s'appuiera sur les efforts d'apprentissage pour garantir les meilleures pratiques sur l'ensemble du programme (y compris aux Secrétariats Régionaux) et assurer la durabilité du CSEF.

1. Introduction

" Une authentique participation de la société civile (notamment les ONG internationales, les ONG et associations locales, les syndicats d'enseignants, ainsi que les organisations communautaires et les groupes de parties prenantes locales comme les associations de parents et d'élèves) exigera de ces partenaires qu'ils participent davantage et plus en amont à l'élaboration des plans d'éducation nationaux, aux demandes de dons pour la mise en œuvre des programmes et aux examens sectoriels conjoints. En veillant à une ouverture effective des processus du GPE à la société civile, le Partenariat mondial peut contribuer à promouvoir des stratégies nationales d'éducation alignées sur les besoins des communautés et mettre les acteurs locaux en mesure d'exiger des services éducatifs de qualité et d'en suivre la mise en œuvre.."

GPE Plan Stratégique 2012 - 2015

But et intention

Le fond de la société civile pour l'éducation (CSEF) se base sur la conviction des principaux intervenants qu'une forte et importante participation locale de la société civile – au niveau de la planification, des décisions politiques, du suivi de la mise en œuvre et des budgets, de la sensibilisation et de l'engagement des citoyens dans les débats de l'éducation nationale – est cruciale pour atteindre les objectifs d'EPT et autres objectifs de l'éducation nationale. Plus précisément, ce fond est essentiel pour toucher les enfants les plus marginalisés qui sont à l'heure actuelle exclus des écoles, pour obtenir des commentaires de la population en ce qui concerne la qualité de l'éducation et pour améliorer les systèmes éducatifs, les investissements ainsi que l'utilisation du financement de l'éducation. L'intérêt est de créer une plus grande responsabilisation et démocratisation de la gouvernance dans le secteur de l'éducation. Cette position sur l'engagement de la société civile est mondialement acceptée grâce à des accords tels que le Cadre d'action de Dakar en 2000, Programme d'action d'Accra en 2008, le forum sur l'efficacité de l'aide à Busan en 2011. Elle est également intégrée dans les principes qui guident l'agenda international et les processus des pays du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE).

Objectif

L'objectif global du programme CSEF est de « contribuer à la réalisation des objectifs éducatifs nationaux et à l'éducation pour tous, en favorisant la participation effective des organisations de la société civile et des citoyens aux débats sur l'éducation, à la planification sectorielle et aux évaluations. »

Approche et les principes

Pour le CSEF, les objectifs en matière d'éducation ne peuvent être atteints qu'avec la participation avisée des citoyens. Pour ce faire, les formations de la société civile doivent être efficaces et coordonnées afin de faciliter l'engagement. Le CSEF se concentre donc sur les structures nationales de la société civile, avec des programmes menés à l'échelle nationale. Le CSEF offre son expertise et son soutien (mais pas la gestion) de structures hors-pays, notamment les ONG internationales. Le principe fondamental du modèle CSEF est de travailler avec une coalition

nationale de l'éducation dans chaque pays : l'objectif est donc de soutenir l'engagement d'un vaste groupe représentatif des organisations de la société civile au travers de l'activité coordonnée. L'impact de la participation est ainsi renforcé et la représentation des différentes voix du pays garantie. Le CSEF encourage également fortement les coalitions à développer et à travailler auprès des structures locales pour que celles-ci soient encore plus influentes. Un autre principe est que chaque coalition nationale, par une délibération interne de ses membres, identifie ses propres objectifs politiques et ses activités. Ce dernier principe prend en compte le contexte national, les priorités des citoyens et les forces et opportunités spécifiques au pays.

CSEF aide les coalitions en proposant :

- **Des subventions** pour soutenir les activités de plaidoyer identifiées correspondant aux priorités de la coalition et au contexte national, ainsi qu'en accord avec les objectifs de l'EPT et le CSEF ;
- **L'assistance technique et le renforcement des capacités** de la part de réseaux régionaux et mondiaux, de partenaires OING et de consultants, afin de renforcer la planification, la mise en œuvre et l'impact des coalitions ;
- **L'apprentissage transfrontalier et le réseautage** pour permettre le partage des meilleures pratiques, une collaboration entre les pays et la mise en relation des efforts de plaidoyer et des discussions politiques au niveau régional, national et mondial.

Objectifs

Pour accomplir son but, le programme CSEF 2013-2014 aide les coalitions de l'éducation de la société civile à mener des activités de plaidoyer structurées autour de quatre objectifs:

Objectif 1 – Participation politique: **La participation officielle de la société civile aux processus stratégiques et à la révision du secteur éducatif ainsi que son engagement en matière de dialogue avec les décideurs politiques et les parlementaires sont renforcés et sont davantage reconnus.** Par exemple, les coalitions sont encouragées à s'engager dans des forums de dialogue officiel du secteur (ex Groupe Local des partenaires de l'éducation), à contribuer au développement des Plans du Secteur de l'Education et à participer à des révisions annuelles conjointes de la mise en œuvre.

Objectif 2 – Sensibilisation du public et renforcement de la coalition: **Les coalitions nationales de l'éducation développent activement les capacités des populations pour accéder et participer aux débats du secteur de l'éducation, par la sensibilisation, le renforcement des connaissances et des compétences, et la création d'opportunités de participation**. Le CSEF participe au soutien des coalitions dont les membres représentent les diverses OSC. Le CSEF encourage également les coalitions de créer un espace pour faciliter la participation du public.

Objectif 3 – Initiatives de recherche, de suivi et de l'analyse de haute qualité: **Les recherches et analyses de la société civile contribuent à mettre en place des plans, des politiques, des financements et des pratiques du gouvernement qui permettront de réaliser le droit à une éducation de qualité pour tous et les six objectifs de l'EPT**. Les coalitions nationales peuvent mener des activités telles que la production d'enquêtes de suivi, d'étude, de suivi budgétaire, d'analyses politiques et de propositions, pour contribuer aux débats sur l'éducation et aux exercices de politique et de planification. Ces outils doivent être à la fois bien ciblés, efficaces, pertinents et de bonne qualité.

Objectif 4 – Apprentissage transfrontalier et création de réseaux pour le changement: **Le projet CSEF renforce la qualité et l'impact de l'engagement de la société civile dans le secteur éducatif en encourageant les partenariats et en renforçant la collaboration Sud-Sud et le partage des connaissances, et en facilitant l'influence sur les processus politiques à l'échelle mondiale.** Les activités associées à cet objectif sont les suivantes : l'engagement dans les initiatives de renforcement des capacités mondiales et régionales ; les opportunités d'apprentissage telles que les visites d'échange et les forums de discussion ; et la participation à des activités liées aux processus de plaidoyer régionaux et mondiaux.

Gestion et mise en œuvre

Le programme CSEF, créé en 2009, a été développé et est géré par la Compagne Mondiale pour L'Education CME (hôte du Secrétariat Mondial CSEF) en étroite collaboration avec les partenaires régionaux : La coalition arabe de l'Education pour tous (ACEA), le réseau africain de campagne sur l'Education pour tous (ANCEFA), le bureau Asie-Pacifique Sud de l'éducation des adultes (ASPBAE), la campagne d'Amérique latine pour le droit à l'éducation (CLADE) – tous hôtes du Secrétariat Régional CSEF. La gestion financière régionale est assurée par ActionAid Americas (Amérique latine), l'Internationale de l'Education (Asie-Pacifique), Oxfam GB (Afrique) et CME (Moyen-Orient et Europe de l'Est) – dans leurs rôles d'agences régionales de gestion financière CSEF. Un Comité mondial de surveillance est en place pour assurer la veille générale du programme et son orientation. Un Groupe des Partenaires Internationaux facilite à la fois la collaboration au niveau national et le renforcement des capacités. La phase 2013-2014 est financée par le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) grâce à une subvention de $ US 14.5 m. L'UNESCO agit comme Entité de Supervision du programme et est donc totalement responsable du GPE pour la subvention CSEF. Un financement complémentaire est également fourni par AECID pour les pays en Amérique latine non-partenaire du GPE, géré directement par CLADE.

Plus d'informations sur le contexte, les structures de gestion, le financement et les méthodes de travail peuvent être trouvées dans le programme CSEF (http://www.campaignforeducation.org/en/building-the-movement/csef-2013-2015).

A propos de ce rapport:
Ce rapport couvre la période de juillet à décembre 2013. C'est donc la première période d'activité complète du Programme CSEF. Cependant, compte tenu des retards, à la fois de la signature des conventions pour les subventions et le transfert de fonds, la mise en œuvre des activités (au moins quelques-unes) a commencée en retard pour tous les pays. Par conséquent, ce rapport couvre moins de six mois de mise œuvre concrète. Le rapport est structuré de manière à présenter les activités à chaque niveau (mondial, régional et national), le progrès et les résultats attendus (RA) convenus dans le cadre du programme CSEF. Il est important de noter qu'un rapport basé sur 56 rapports de coalitions nationales, d'entités régionales et du Secrétariat mondial, ne pourra pas inclure tous les détails des activités. Cependant, le rapport est structuré de manière à présenter autant d'informations que possible afin de donner un aperçu clair des activités et de l'évolution:

- **Partie 1** (cette partie) correspond à l'introduction et présente les bases du programme
- **Partie 2** donne un aperçu des activités nationales, y compris une liste de subventions actuellement approuvées pays par pays et l'orientation globale des activités.
- **Partie 3** fournit un compte rendu des activités mondiales et régionales, en précisant de quelle manière elles contribuent à la mise en œuvre des activités et à la réalisation des objectifs nationaux.
- **Partie 4** présente les activités et le progrès en fonction de chacun des objectifs du programme et des résultats attendus. Cette section s'appuie sur l'analyse des données présentée dans les rapports nationaux et régionaux.
- **Partie 5** énonce les conclusions et les prochaines étapes du programme.

2. Aperçu des activités nationales

Le CSEF accorde une grande importance au soutien des coalitions nationales à s'engager dans la planification, la politique et l'évaluation dans leur pays. Comme pour le transfert de financement du GPE aux gouvernements, les plans CSEF sont développés en fonction des contextes nationaux, par des coalitions de la société civile en collaboration avec les membres. Les coalitions transmettent leur proposition soutenue par les Secrétariats régionaux CSEF, aux Comités Régionaux de Financement pour être évaluée, approuvée et accordée la subvention.

A la fin de 2013, la société civile de 54 pays a participé aux activités CSEF de cette période. Un total de 51 coalitions nationales ont rendu leur proposition (deux de plus par rapport au rapport précédent – Moldavie et Géorgie) ; une des coalitions – REPT Haïti – est actuellement en cours de finaliser sa proposition, et un contact initial a été pris avec le Myanmar et l'Afghanistan. Le travail dans ces pays est en cours, le but étant de mettre en place des nouveaux réseaux. Parmi ces 51 coalitions:

- 46 demandes ont été approuvées, et les coalitions avaient commencé à mettre en œuvre les activités - seul un pays était en retard (Sri Lanka) ;
- Une coalition (Angola) a reçu un soutien continu de la part du Secrétariat Régional et des partenaires, pour la gouvernance et la planification, avant que la proposition soit enfin considérée ;
- Trois coalitions (Moldavie, Soudan et Géorgie) attendaient, à la fin de l'année, la décision de la commission régionale de financement ;
- Une proposition (Libéria) a été rejetée en raison d'insuffisantes structures de gestions internes.

La majorité des subventions CSEF est donnée à des coalitions en Afrique, soit 26 des 46 accords de subvention. Le programme comprend également (en décembre 2013) 13 coalitions en Asie, 3 au Moyen-Orient et en Europe de l'Est et 4 en Amérique latine et les caraïbes. Un financement est fourni aux coalitions des pays de l'Amérique-latine, non-éligible au GPE, grâce à l'appui de l'AECID (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Mexique, Pérou et Paraguay). Ce financement a été assuré par la CME, CLADE et Ayuda en Acción en 2009, et a depuis été géré par CLADE. Ce processus a été avantageux pour toutes les coalitions d'Amérique latine en termes de partage de connaissances.

Les tableaux ci-dessous indiquent les pays qui bénéficient du financement CSEF, ainsi que le statut actuel des coalitions par rapport à la planification et à la mise en œuvre. Des exemples d'importantes activités menées par les coalitions sont également fournis.

Pays	Coalition	Exemple d'activités des propositions CSEF 2013 – 2014	Statut fin décembre 2013
Afghanistan	Coalition précédente semblerait ne plus fonctionner	N/A	ASPBAE est en train d'aider à la (re)création d'un réseau de la société civile
Albanie	Albanian Coalition for Child Education (ACE)	• Organiser des consultations avec les enseignants et les parents, et présenter des projets de proposition sur le	Proposition approuvée, les activités sont en cours

		droit de l'éducation au Parlement.	
Angola	Rede Angolana da Sociedade Civil de Educação Para Todos – 2015 (REDEPT)	• Plaidoyer pour un meilleur accès à l'éducation pour les enfants provenant des communautés pastorales. • Promotion de la transparence et la responsabilité dans l'allocation et la gestion du Budget de l'Education Nationale.	En attente d'approbation. Un soutien supplémentaire fourni avant qu'une proposition révisée ne puisse être soumise et validée
Bangladesh	Campaign for Popular Education (CAMPE)	• Développer un document de prise de position de la société civile sur le droit à l'éducation et faire pression sur les partis politiques, le Parlement et autres acteurs politiques. • Le développement et la diffusion d'une version populaire/facile de 'Education Watch' (sur EFTP et les écoles maternelles)	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Bénin	Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous (CBOEPT)	• Mettre en place un observatoire OSC pour surveiller l'état de l'éducation, en particulier l'intégration et la gestion du système éducative. • Sensibiliser sur l'exclusion dans le secteur de l'éducation à travers des documentaires et partager les résultats et les recommandations avec le gouvernement et les autorités locales. • Rencontre avec les parlementaires pour proposer une loi sur l'intégration, suivi par des programmes de radio.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Bolivie	Campagne de Bolivie pour le droit à l'éducation (CBDE)	• Réaliser une étude sur le statut de la mise en œuvre de la Loi sur l'éducation nationale en lien avec le droit à l'éducation, partager des recommandations à l'assemblée plurinationale et au Ministère de l'éducation. • Elaborer une proposition de stratégie pour un nouveau programme national (aucune influence coloniale), non-patriarcale et sensible à la question des genres.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Burkina Faso	Coalition Nationale pour l'Education Pour Tous du Burkina Faso (CN/EPT/BF)	• Mettre en place des groupes de plaidoyer pour identifier les obstacles à l'accès, à la rétention et aux réalisations, en particulier pour les filles. Faire des propositions et des recommandations pour améliorer le taux de scolarisation.	Proposition approuvée, les activités sont en cours

		• Mettre en place et former un groupe de plaidoyer pour la surveillance budgétaire, effectuer un contrôle citoyen annuel, partager les résultats avec les autorités nationales et locales, les présenter à des audiences publiques et plaidoyer pour une augmentation des dépenses. • La sensibilisation par le biais de conférences de presse, programmes de télévision et de radio	
Burundi	Coalition Burundaise pour l'Education Pour Tous (BAFASHEBIGE)	• Mettre en place et former des branches provinciales sur les questions de genre, de l'éducation des enfants ayant des besoins particuliers, de la petite enfance et de la réforme de l'éducation.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Cambodge	NGO Education Partnership (NEP)	• Utiliser la recherche pour influencer la politique sur le recrutement, le développement et le bien-être des enseignants. Mobiliser davantage les ressources des conseils communautaires pour améliorer la qualité de l'enseignement primaire.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Cameroun	Cameroun Education For All Network (CEFAN)	• Mener des exercices de Citizen Watch et faire un rapport sur la construction d'école pour le plan sectoriel de l'éducation. • Développer et présenter un document d'orientation sur l'éducation de base non-formelle au cours de la révision du secteur en 2014, et faire pression pour qu'il soit incorporé dans la politique officielle.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Cap-Vert	Rede Nacional da Campanha de Educação Para Todos (RNCEPT)	• Inciter un cadre juridique pour l'éducation inclusive à travers des propositions pour une nouvelle loi	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Cote D'Ivoire	Réseau Ivoirien pour la Promotion de l'Education Pour Tous (RIP-EPT)	• Effectuer la révision de la mise en œuvre du plan sectoriel l'éducation 2010-2013 • Sensibiliser sur la situation des écoles endommagées et faire pression pour qu'elles soient réhabilitées.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Djibouti	Forum pour Action et le Développement de l'Education (FADE)	• Faire pression pour la législation sur la participation des OSC dans le développement, la mise en œuvre et le suivi de la politique de l'éducation. • Développer un document d'orientation des OSC sur la	Proposition approuvée, les activités sont en cours

		demande de financement du gouvernement auprès du GPE. • Réaliser une étude sur l'éducation pré-primaire.	
République Dominicaine	Foro Socioeducativo (Social and Education Forum)	• Faire pression pour que 4% du PIB soit alloué à l'éducation • Plaidoyer pour des meilleures conditions, formations et la dignité des enseignants.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
RDC	Coordination Nationale De L'Education Pour Tous (CONEPT)	• Analyser le suivi budgétaire et faire un rapport. Faire pression pour l'augmentation des dépenses en matière d'éducation. • Plaidoyer en faveur de la réforme d'égalité des sexes.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Ethiopie	Basic Education Network - Ethiopia (BEN-E)	• Evaluer l'accès à l'éducation pour les enfants ayant des besoins particuliers, suivi de consultations politiques et faire pression pour le budget de l'éducation. • Evaluer l'égalité des sexes dans le budget et faire pression sur le gouvernement pour augmenter les dépenses sur l'éducation des filles. • Encourager l'enseignement participatif dans le programme éducatif par le biais de la révision des programmes et en s'engageant avec le Développement du Cursus et la Direction de la Recherche du Ministère de l'éducation	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Gambie	Education For All Campaign Network, The Gambia (EFANET)	• Equipe spéciale de la Coalition pour examiner le processus de la mise en œuvre de la politique sur les enfants ayant des besoins particuliers. Identifier les lacunes et plaidoyer pour une mise en œuvre efficace de la politique sur les besoins éducatifs spéciaux. • Plaidoyer pour l'amélioration de l'accès à l'enseignement et à la formation technique et professionnelle.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Ghana	Ghana National Education Campaign Coalition (GNECC)	• Recherche et documentation sur les lacunes entre la politique et la pratique sur le recrutement et le déploiement d'enseignants pour les écoles élémentaires publiques. • Influencer les processus de révision régionaux et des	Proposition approuvée, les activités sont en cours

		districts en faveur du déploiement efficace des enseignants, via des propositions de politique spécifique au district, et s'engager avec les GLE • Organiser des discussions à la radio et à la télévision et publier sur internet les nouvelles sur la question des enseignants.	
Géorgie	Georgian Coalition for Education for All	• Etude sur les modèles de développement des enseignants, à intégrer dans le rapport d'orientation politique. • Présenter les résultats sur les développements politiques au Ministère de l'éduction	Proposition soumise, attente de la décision de la commission de financement (NB proposition approuvée en février)
Guinée-Bissau	Réseau de la campagne de l'éducation pour tous Guinée-Bissau (RECEPT-GB)	• Etude sur DPE, à utiliser pour plaidoyer • Réunion de lobbying avec les partis politiques, le gouvernement et le parlement pour une augmentation des dépenses sur l'éducation • Campagne de sensibilisation (porte à porte) pour encourager les parents d'envoyer leurs enfants à l'école et les y maintenir.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Haïti	REPT Haiti	N/A	Développement de la proposition en cours, appui du Secrétariat régional
Honduras	Dakar Forum Honduras	• Plaidoyer en faveur de la nouvelle loi sur l'enseignement général approuvée en 2011, qui nécessite maintenant une réglementation. • Réaliser une étude sur la privatisation de l'éducation	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Inde	National Coalition for Education (NCE) India	• Cibler les circonscriptions électorales pour les prochaines élections afin d'accroitre le financement de l'éducation • Déposer un litige d'intérêt public afin de porter la question du non-respect de la loi sur le droit à l'éducation à la cour, en présentant les recherches et les données convaincantes	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Indonésie	Network Education Watch Indonesia (NEW Indonesia)	• Effectuer la révision de la loi nationale de l'éducation • A travers des groupes thématiques d'experts de la coalition, développer un rapport d'orientation sur la	Proposition approuvée, les activités sont en cours

		qualité l'éducation de base (12 ans) pour la révision annuelle du secteur par le gouvernement. Faire pression pour inclure les principes de l'éducation de base dans le plan national du secteur de l'éducation.	
Kenya	Elimu Yetu Coalition	• Examiner les alternatives de la politique nationale de l'éducation de base et élaborer un rapport d'orientation • Mettre pression sur les décideurs politiques pour légiférer l'application du droit à l'éducation • Inciter les syndicats d'enseignants à participer dans les GLE et à contribuer à l'élaboration du Plan national du secteur de l'éducation. Faire la demande de financement auprès du GPE et accroître les ressources allouées aux enseignants.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Lesotho	Campaign for Education Forum (CEF Lesotho)	• Etude sur les conditions et les salaires des enseignants, et plaidoyer pour une collaboration des quatre syndicats d'enseignants pour une nouvelle politique sur les questions de salaire/prestation • Etude et publication sur la politique de réintégration et de l'éducation non-formelle – à être adoptées et mises en œuvre • Effectuer un suivi du budget et plaidoyer pour accroître la transparence et la responsabilité du gouvernement dans les allocations budgétaires (focalisés sur le handicap et l'éducation non-formelle).	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Libéria	The Liberia Education for All Technical Committee (LETCOM)	• N/A	Proposition rejetée. Renforcement de la coalition est actuellement pris en charge par un programme autre que CSEF, possible intégration dans les phases suivantes
Malawi	Civil Society Education Coalition (CSEC)	• Analyse du budget pour l'égalité des genres (focalisée sur l'infrastructure et le milieu scolaire) • Analyse du budget, mettant l'accent sur les filles et le	Proposition approuvée, les activités sont en cours

		bien-être des enseignants, conduisant à des politiques d'orientation, utilisation des résultats pour engager et mettre pression sur le gouvernement et le parlement • L'engagement des membres dans les Groupes de Travail Thématiques sur les filles et les enseignants ; développement de rapport d'orientation ; renforcement de l'engagement des OSC s à travailler avec les GLE • Plaidoyer avec les parties prenantes pour une amélioration de l'accès à l'éducation pour les filles et pour la réadmission des mères adolescentes	
Mauritanie	Coalition des Organisations Mauritaniennes pour l'Education (COMEDUC)	• Recherche participatives sur les groupes marginalisés • Renforcer le rôle des membres des GLE et les autres espaces, pour formuler une politique nationale de l'éducation	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Moldavie	The Alliance of active NGOs in the field of Social Protection of Family and Child (APSCF)	• Evaluer la mise en œuvre du Programme d'Education Intégratrice (2011-2020)	Proposal submitted, Funding Committee decision pending
Mongolie	All for Education (AFE) Mongolia	• Procéder à une évaluation participative de la gouvernance des écoles et du milieu scolaire grâce à l'outil 'Bonne Ecole'	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Mozambique	Movimento de Educação Para Todos (MEPT)	• Mettre en place un groupe thématique pour les organisations représentant les personnes handicapées et participer avec un groupe de travail officiel de personnes handicapées sur le dialogue politique, utilisant des exercices de surveillance • Collecte de données sur les meilleures pratiques pour le DPE	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Myanmar	Currently no national education coalition	N/A	ASPBAE aide à créer un réseau de la société civile
Népal	National Campaign for Education (NCE Nepal)	• Diffuser 'Watch Book' basé sur l'analyse budgétaire et faire pression sur le Ministère de l'éducation, le Ministère de la finance et les législateurs afin d'augmenter le budget de l'éducation • Organiser des consultations thématiques sur l'évolution	Proposition approuvée, les activités sont en cours

		de l'EPT au Népal et partager des recommandations pour le cadre post-2015 avec les décideurs politiques	
Nicaragua	Foro de Educación y Desarrollo Humano de la Iniciativa por Nicaragua (El FEDH IPN)	• Renforcer les coalitions régionales et les encourager à entreprendre des recherches et d'enquêter sur les violations contre le droit à l'éducation au niveau municipal via un système d'alerte. Utiliser ces informations pour faire pression au Parlement.	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Niger	Coordination Nationale des Associations, Syndicats et ONG de Campagne en Faveur de l'E.P.T au Niger (A.S.O E.P.T Niger)	• Réaliser une étude sur l'impact des crises telles que les pénuries alimentaires et sur les questions de sécurité du système d'éducation • Le dialogue politique et du lobbying pour inciter de nouvelles politiques sur la formation appropriée des enseignants et la fourniture de matériels didactiques • Campagne sur l'éducation inclusive, sensibilisation du problème au niveau des écoles et la formation des enseignants spécialisés	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Nigeria	Civil Society Action Coalition On Education For All (CSACEFA)	• Renforcer les capacités des comités de gestion des établissements d'enseignement et de l'Association des Mères pour promouvoir l'éducation des filles • Faire pression pour augmenter le soutien pour l'éducation des filles et par conséquent améliorer les résultats d'apprentissages des filles • Analyse du budget pour l'égalité sensible au genre, participation communautaire dans le suivi du budget	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Pakistan	Pakistan Coalition of Education (PCE)	• Procéder à un audit social pour la surveillance et le suivi du budget de l'éducation, et partager l'analyse des résultats au niveau des districts, à des tables rondes avec les décideurs politiques	Proposition approuvée, les activités sont en cours
PNG	PNG Education Advocacy Network (PEAN)	• Faire pression en faveur de l'intégration de l'alphabétisation des adultes dans l'allocation budgétaire au niveau provincial - priorité essentielle pour réduire la pauvreté	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Rwanda	Rwanda Education For All Coalition (REFAC)	• Etudes sur les obstacles pour atteindre une éducation de qualité	Proposition approuvée, les activités sont en cours

		• Faire pression sur le gouvernement, les parlementaires et les responsables de district pour augmenter le budget	
Sénégal	Comité des ONG et Syndicats pour la Défense de l'Education Publique (COSYDEP)	• Examiner les méthodes de gouvernance dans le système éducatif • Conférence sur les avantages à intégrer des enfants ayant des besoins particuliers dans les politiques de l'éducation • Surveillance du budget sensible aux citoyens aux besoins spéciaux, et la participation aux audiences publiques • Campagne et mobilisation des communautés sur les besoins éducatifs spéciaux, grâce aux médias – journaux, radio, télévision et en ligne	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Sierra Léone	Education For All Coalition Sierra Leone (EFA-SL)	• Examiner la Constitution de 1991, présenter les résultats de cette révision avec les décideurs politiques y compris les résultats sur les GLE • Synthèses sur le financement de l'éducation • Le suivi participatif du budget • Sensibilisation sur l'étude de l'EPT au niveau national et local	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Iles Salomon	Coalition for Education Solomon Islands (COESI)	• Mobiliser et mettre pression sur les décideurs politiques pour accélérer l'approbation et la mise en œuvre d'une politique d'éducation inclusive, d'une politique nationale d'alphabétisation et d'une politique d'équité entre les sexes	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Somalie	Education For All Somalia (EFASOM)	• S'engager dans le débat politique et dans les discussions autour de l'élaboration des programmes éducatifs liés à l'équité et l'inclusion, en particulier concernant le handicap	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Sri Lanka	Coalition for Education Development (CED)	• Procéder à une analyse sur les fermetures récurrentes de petites écoles et initier le dialogue avec les décideurs politiques pour éviter de nouvelles fermetures	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Soudan	Sudanese Network for Education for All (SNEFA)	• Utiliser l'analyse politique et budgétaire pour mener un débat politique avec les parlementaires pour plaidoyer en faveur d'une augmentation du budget éducatif	Coalition aide pour améliorer la proposition; proposition révisé soumise, en attente de la décision du Comité de

			financement (NB proposition approuvée en Janvier 2014)
Tanzanie	Tanzania Education Network (TEN/MET)	• Participer à l'examen annuel du secteur éducatif (Octobre 2013) et présenter la déclaration de la coalition • Faire pression sur les décideurs politiques et les parlementaires sur les politiques et les budgets liés à l'enseignement inclusif, le milieu scolaire et l'offre de l'enseignement pré-primaire • Campagne de sensibilisation dans les communautés sur l'éducation inclusive et pré-primaire	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Timor Leste	Timor Leste Coalition for Education (TLCE)	• Travailler avec des groupes de personnes handicapées pour faire pression sur le Parlement National et autres organismes gouvernementaux pour améliorer l'accès à l'éducation pour les personnes handicapées, avec 25% d'ici 2015	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Togo	Coalition Nationale Togolaise Pour L'Education Pour Tous (CNT/EPT - Togo)	• Mettre en place des groupes thématiques sur l'EPT • Analyser le Plan du Secteur de l'Education, évaluer la gestion du secteur de l'éducation • Renforcer la participation dans les processus d'examen stratégique et dans les dialogues avec les décideurs politiques et les parlementaires	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Vanuatu	Vanuatu Education Policy Advocacy Coalition (VEPAC)	• Développer un rapport de base sur les enfants non-scolarisés âgés de 6 à 20 ans, et utiliser les résultats pour faire pression sur les gouvernements, les donateurs et les parties prenantes pour améliorer l'accès à une éducation de qualité • Evaluer le projet pilote sur la gestion du conseil local scolaire pour déterminer son efficacité et diffuser les résultats	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Vietnam	Vietnam Coalition for Education for All (VCEFA)	• Réaliser des études et présenter les recommandations politiques pour améliorer la qualité de l'éducation dans les écoles maternelles	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Yémen	Yemeni Education for All	• Plaidoyer pour une augmentation des dépenses	Proposition approuvée, les

	Coalition (CEA)	• Faire pression pour accroître la transparence et l'accès à l'information	activités sont en cours
Zambie	Zambia National Education Coalition (ZANEC)	• Examiner la politique des OSC et évaluer la mise en œuvre du Plan National du Secteur de l'Education, examiner l'Encadrement National Juridique de l'Education et les réformes politiques • Utiliser les résultats de l'examen de l'EPT pour la participation aux GLE, à l'examen sectoriel conjoint et à la réunion du Comité Coordinateur	Proposition approuvée, les activités sont en cours
Zimbabwe	Education Coalition of Zimbabwe (ECOZI)	• Examiner la loi sur l'éducation de 2006 et la proposition de la révision de cette loi sur le droit à l'éducation, le lobbying au Ministère de l'Education et au parlement et les GLE • Surveillance des fonds GPE • Sensibilisation sur la qualité et la gratuité de l'éducation	Proposition approuvée, les activités sont en cours

Les tendances des activités nationales

Toutes les coalitions ont identifié des thèmes prioritaires correspondant à leur contexte national et aux changements de politique nécessaire. Il y a une grande diversité de politique, d'approche et d'activité, ce qui reflète la diversité des contextes nationaux des coalitions. Ceci dit, les plans répondent clairement aux objectifs généraux du CSEF. Toutes les coalitions se concentrent sur le renforcement de leur participation et leur influence dans les processus politiques, grâce à l'engagement des acteurs clés tels que les Ministères de l'éducation et des finances, les Parlements, les assemblées nationales, les partis politiques, les circonscriptions électorales, la Commission constitutionnelle, les avocats plaidant publics, les Groupes de Travail Technique et les GLE. Afin d'influencer ces forums, les coalitions mènent des recherches et des suivis de plan sectoriel de l'éducation, de politique, de budget et d'activité, pour ensuite utiliser ces résultats pour développer de propositions solides. Les activités pour sensibiliser et encourager la participation des citoyens sont menées grâce à l'engagement des membres, des communautés et du grand public. Cela renforce la voix et l'influence de la société civile dans les débats sur l'éducation au niveau national, mais aussi au niveau régional et mondial, en particulier pour les discussions sur le post-2015.

Toutes les coalitions sont focalisées sur au moins un des thèmes clés du GPE (sinon plus). Plus précisément:

- Vingt-sept coalitions se concentrent sur les questions d'accès, d'intégration et atteindre chaque enfant, avec une majorité des coalitions s'efforçant à faire avancer les systèmes d'éducation inclusive ;
- 21 coalitions se concentrent sur les problèmes du système d'éducation (y compris la gouvernance, la réforme juridique, etc.). Les deux tiers de ces coalitions se concentrent explicitement sur le financement ;

- Vingt-deux coalitions se concentrent sur les questions liées à la qualité de l'éducation, avec quinze de ces coalitions travaillant explicitement sur les questions relatives aux enseignants.

Impact du décaissement tardif des fonds

Le programme CSEF 2013-2014 a été approuvé par le Conseil du GPE en décembre 2012. La mise à disposition des fonds était prévue en avril 2013. Cependant, il y a eu un retard avec la finalisation de l'accord de subvention avec l'UNESCO. La signature de l'accord était la dernière étape pour transférer les fonds de l'UNESCO vers le Secrétariat de la CME. Ce retard a par la suite différé les transferts au niveau national et régional et a eu de lourdes conséquences pour le programme CSEF, en particulier pour les coalitions nationales qui dépendent du CSEF pour couvrir les salaires et les loyers. Par conséquent, les employés de certains pays ont été forcés à arrêter leur travail tandis que d'en d'autres pays, les employés ont travaillé pendant des mois sans salaire. Les réunions des comités de financement ont été reportées dans la plupart des régions, ce qui a donc retardé l'approbation des plans nationaux et a forcé les coalitions à annuler ou à reporter certaines activités. Ces retards ont créé des risques : fragilisation de la capacité, perte de la mémoire historique au sein des Secrétariats de la coalition, perte de dynamisme et d'opportunités de plaidoyer et finalement la perte de crédibilité en raison de l'absence de débats politiques.

Par conséquent, plusieurs coalitions n'ont pu commencer à mettre en œuvre entièrement leurs activités qu'à partir de la dernière partie du semestre précédent. Bien que le programme soit maintenant complètement opérationnel, certaines activités sont moins avancées que ce qui était prévu. Cependant, il y a eu un progrès impressionnant et d'importantes réussites. La partie 4 souligne le progrès de l'objectif général et de chaque résultat attendu.

3. Activités régionales et mondiales de soutien au programme CSEF

Cette section du rapport résume les activités CSEF au niveau mondial et régional en termes de coordination, gestion des subventions, soutien à la planification nationale, le renforcement des capacités et l'apprentissage. Certains aspects du travail régional et mondial font partis des résultats attendus et sont donc présentés en détail dans la partie 4. Cela inclus : le travail des entités mondiales et régionales à faciliter les contributions nationales au processus de plaidoyer régional et mondial ; le soutien aux coalitions nationales à s'engager directement dans le plaidoyer régional et mondial ; la coordination de l'apprentissage et de l'échange ; et l'approvisionnement d'appui technique et le renforcement des capacités.

Les activités de coordination et de gestion, décrites ici, font partie du plan de mise en œuvre, et non des résultats attendus. Cette partie est donc un complément au rapport, présentant le statut de chaque activité (annexe 1). Plus de détails sur les activités mondiales et régionales y sont donnés.

Toutes les activités décrites ici contribuent à la réalisation des objectifs du CSEF, et sont toutes financées par la subvention CSEF, sauf indication contraire. Ce rapport devrait donc être revu avec le rapport financier. Certaines des activités ont été présentées en détail dans un rapport de l'UNESCO (décembre 2013), mais sont également abordées dans ce rapport pour le rendre plus exhaustif.

Le progrès dans la mise en œuvre des activités planifiées au niveau mondial et régional

Le retard de financement décrit dans la partie 2, a également eu un impact sur les activités mondiales et régionales. Au niveau régional, des activités d'apprentissage ont été annulées ou retardées. Le manque de financement a aussi diminué le nombre de représentants des coalitions pouvant assister aux ateliers. Cependant, certains organismes régionaux ont pu avancer des fonds d'autres projets afin de diminuer ces conséquences négatives. Il est important de noter que certaines activités maintenant achevées (accords de subvention, réunion de comité de financement, visites de soutien) ont été retardées. Les cas principaux sont indiqués dans l'annexe 1.

Néanmoins, comme le montre l'annexe 1, presque toutes les activités du plan de mise en œuvre, prévues pour la période présenter dans ce rapport, sont soit terminées soit en cours. Les seules activités toujours en retard à la fin de 2013, étaient l'enquête de référence (retardée pour être ajoutée dans le système de l'Apprentissage, du Suivi et de l'Evaluation) et le lancement complet du forum en ligne (bien que des projets pilotes soient en cours avec un petit nombre de coalition).

Soutien à la finalisation et approbation des plans nationaux

Toutes les réunions du Comité de Financement étaient prévues au cours de la planification. Cependant, en raison des retards de financement, des réunions en Afrique et en Asie ont été reportées. En Amérique latine, le comité a délibéré virtuellement à travers une série de téléconférences Skype.

Afrique: Le Comité de Financement s'est réuni à Dakar en août pour examiner les propositions de 28 coalitions. Un processus pour analyser les candidatures, gérées par la CME et ACEA en collaboration avec le GIP, a été développé pour aboutir à une évaluation efficace d'un nombre élevé de proposition. Au total, 26 propositions ont été approuvées, sous condition de révision recommandées pour certaines coalitions comme le Cameroun et la Mauritanie (besoin de mieux aligner leurs budgets avec les plans) et le Burkina Faso et le Sénégal (besoin de clarifier le calendrier des activités). Ces dernières propositions ont été révisées et retransmises. 26 coalitions ont depuis signé un contrat et ont commencé leurs activités. La proposition de LETCOM (Libéria) a été rejetée en raison de graves préoccupations autours de la gestion administrative et financière interne au sein de la coalition. Pour l'Angola, le Comité a recommandé qu'un plan de soutien des capacités soit élaboré et mis en œuvre avant qu'une proposition soit approuvée ; ce plan est en cours.

Asie: Une réunion du Comité de Financement a été organisée à la fin de juillet à Manille. Parmi les 13 propositions analysées, 12 ont été approuvées, sous condition de répondre aux recommandations spécifiques pour certaines coalitions. Le Comité de Financement a demandé à VEPAC VANUATU, par exemple, de soumettre à nouveau une évaluation plus réaliste des besoins de capacité. Le comité a demandé à NEP Cambodge de clarifier certains éléments du budget et à PCE Pakistan de réviser certaines parties de son budget. Pour le Sri Lanka, le Comité de financement a accepté de financer une proposition provisoire pour démontrer que leur structure de gestion est suffisante, avant de passer à une proposition complète. Grâce à l'appui d'ASPBAE, 12 coalitions ont signé un contrat et sont en cours de mettre en œuvre leurs activités. Cependant, il y a encore du retard pour la mise en œuvre de la proposition du Sri Lanka, en raison du besoin de clarifier les processus et créer un personnel pour la phase intérimaire.

Amérique latine: Quatre propositions ont été approuvées au cours de la phase de planification. Durant la période de mise en œuvre, CLADE et le Comité de Financement ont suivi la coalition d'Haïti qui été l'objet d'une restructuration interne à cause des retards dans le processus d'élaboration des propositions. REPT Haïti a présenté une proposition en novembre, mais le Comité de financement a trouvé qu'elle était trop ambitieuse. Le comité a recommandé qu'un atelier soit organisé – soutenu par CLADE et les membres choisi du CF – pour renforcer et finaliser la proposition, ainsi qu'assurer que des systèmes et des capacités suffisantes seraient mis en place pour la restructuration. Cet atelier se déroulera en 2014.

Moyen-Orient et Europe de l'Est: Une réunion du Comité de Financement a eu lieu en juin - 4 propositions ont été examinées. A ce stade, des recommandations ont été faites plutôt que des approbations. Les coalitions ont révisé leur proposition avec le soutien d'ACEA, la CME et le Comité de Financement. Durant la période présentée dans ce rapport, un atelier a eu lieu au Yémen pour aider les coalitions à renforcer leur proposition. Au cours des délibérations sur Skype, trois coalitions ont été approuvées (Somalie, Albanie et Yémen). Le comité a estimé que la proposition soudanaise nécessitait plus de restructuration. Grâce à la CME, un consultant s'est rendu à Khartoum pour travailler avec SNEFA et ses membres afin de mettre en place un plan stratégique solide, reflétant les voix des divers membres de la coalition. L'initiative a été extrêmement précieuse et une proposition révisée de qualité a été soumise début 2014.

Soutien au développement des coalitions dans les 'nouveaux' pays du CSEF:

Au cours de cette période, le CSEF s'est engagé avec des pays où sont établies (ou en voie) de nouvelles coalitions de la société civile. En Asie-Pacifique, des fonds spécifiques ont été réservés pour des projets de démarrage au Myanmar et en Afghanistan. Au cours de cette période,

ASPBAE s'est mis en contact avec des réseaux de la société civile de ces pays. Un travail a été réalisé pour exploiter les possibilités de créer une coalition au Myanmar. Ce travail a été fait grâce à des visites et des réunions face-à-face avec les acteurs de la société civile et par le soutien des organisations internationales opérant dans le pays. Des représentants du Myanmar et de l'Afghanistan ont participé à un forum régional, mené par ASPBAE, ce qui a aidé à établir de relations importantes et faciliter l'apprentissage.

Au Moyen-Orient et en Europe de l'Est, l'ACEA et la CME ont collaboré avec les nouvelles coalitions de la société civile de Moldavie et de Géorgie pour les familiariser au programme CSEF et de soutenir les activités de démarrage (mobilisation de membre, consultations et planification). Des représentants des deux réseaux ont été invités à participer à deux ateliers régionaux sur la gestion financière et la planification du plaidoyer (Co-animés par la CME). Suite à cette formation stratégique, les coalitions ont présenté des propositions au Comité de Financement. Après la révision des propositions, des conversations ont eu lieu par Skype pour discuter, partager des commentaires et poser des questions de suivi. L'ACEA a visité les deux pays. Le personnel a travaillé en étroite collaboration avec les réseaux et les partenaires pour comprendre le contexte et identifier les défis, ainsi qu'explorer les possibilités d'augmenter le travail de plaidoyer pour l'éducation. Les visites ont permis de cibler le soutien nécessaire afin de compléter les propositions. Les versions finales ont été présentées à la fin de l'année, pour délibération en 2014.

Certaines ressources ont également été mises de côté pour le renforcement des coalitions au Somaliland et afin de prendre contact au Sud-Soudan et au Tadjikistan. Ces activités seront développées en 2014

La gestion des subventions:
La finalisation et la signature de l'accord de la subvention entre la CME et l'UNESCO a eu lieu en juillet. Immédiatement après, les accords de subventions régionales, entre la CME, les Secrétariats régionaux et les Agences de Gestion Financière, ont été signés. De même pour les subventions nationales entre les Secrétariats régionaux et les coalitions nationales qui ont eu lieu entre juillet et décembre. La majorité de ces derniers accords ont eu lieu dans la première partie de cette période, mais il y a eu certains retards lorsque les réunions du Comité de Financement ont été reportées ou où les coalitions ont été invitées à faire des ajustements à leur proposition (Voir partie 2).

Le déboursement des subventions a lieu par tranches, de la CME aux entités régionales, et des Agences Régionales de Gestion Financière aux coalitions nationales ; le déboursement est basé sur les dépenses précédentes. Le processus exige donc une communication continue des dépenses et des taux de déboursement. Le déboursement dépend aussi, bien sûr, de la réception des fonds d'UNESCO. Le déboursement de subvention était donc un processus continu au cours de cette période, tant au niveau régional et mondial.

Coordination mondiale et régionale:

Dans chaque région, les équipes de coordination, y compris le Secrétariat Régional, l'Agence de Gestion Financière et la CME, ont maintenu une communication régulière pour assurer la supervision du programme, pour échanger les informations sur la mise en œuvre et le progrès des

coalitions. Les Secrétariats Régionaux ont également maintenu une communication avec les Comités Régionaux de Financement afin de partager les informations sur la finalisation des accords de subvention et les lancements d'activité.

En termes de communication interrégionale, la CME a organisé une réunion interrégionale en juillet, immédiatement après la réunion des partenaires, en liaison avec l'UNESCO. Au début de la période, quelques appels interrégionaux ont eu lieu ainsi qu'une réunion interrégionale avec le Groupe International du Partenariat. Mais, à cause du décalage horaire, la plupart des appels sont effectués dans la même région tandis que l'information interrégionale circule par mail électronique.

Le Secrétariat de la CME a également maintenu une communication avec le Comité Mondial de Surveillance par des mails électroniques, des discussions face-à-face lors des réunions du Conseil de la CME, et par conférences téléphoniques au moins tous les deux mois. La CME a également maintenu une communication avec l'UNESCO, l'entité de supervision.

Amélioration des structures pour le suivi, l'évaluation et l'apprentissage

Conformément à la mise en œuvre du CSEF, beaucoup d'efforts ont été entrepris pour développer un système d'apprentissage, de suivi et d'évaluation. Le suivi et l'évaluation du programme CSEF est extrêmement complexe. Tout d'abord, il contient actuellement 61 entités distinctes à trois niveaux (national, régional et mondial). En plus, l'activité au niveau national (l'objectif principal) est planifiée de façon indépendante, selon les objectifs et activités nationaux. Il y a bien entendu des objectifs communs et des résultats attendus, mais actuellement 46 programmes nationaux uniques existent afin d'atteindre ces objectifs, sans cadre commun.

En octobre, après avoir mis en place une équipe de consultants appropriée en Afrique du Sud (Rights2Change), des termes de référence ont été développés. Le travail a inclus:

- Des discussions régulières entre la CME et l'équipe de consultants afin de clarifier les objectifs, le but et la portée du système d'apprentissage, de suivi et de l'évaluation (ASE). Ce système est supposé aider à surveiller les activités, l'évaluation des progrès et de l'impact, et l'apprentissage sur les approches et les succès.
- Des entretiens approfondis avec les Secrétariats régionaux et le GPE. L'UNESCO n'était pas disponible au cours de cette période, mais a apporté une contribution par mail électronique, ainsi que par des discussions avec la CME à des stades ultérieurs.
- Le développement d'un nouveau cadre pour le suivi et l'évaluation, avec des indicateurs et des objectifs plus précis et plus cohérents qui correspondent aux objectifs et résultats du programme d'origine. Ce sujet fut l'objet de nouvelles consultations avec les régions et l'UNESCO.
- Des modèles de rapports, pour le niveau national, ont été conçus pour enregistrer les données dans une base de données. Cela permettra également d'avoir accès aux données en ligne, à un stade ultérieur. Cet outil est une conception interne et a été envoyé à toutes les coalitions pour être utilisé lors de la première phase de collecte des données : les informations recueillies par ce processus sont présentées dans la partie 4 de ce rapport.

- Des modèles de rapport ont également été conçus pour les agences régionales de gestion financière (ARGF) et les Secrétariats régionaux ; ils ont été finalisés au 1er trimestre 2014 et envoyés aux quatre ARGF et les quatre Secrétariats régionaux. Les données recueillies par ces rapports sont également présentées dans ce rapport.

Une fois conçu, un cadre sera mis en place, accompagné de directives et de conseils pour la collecte des données. Nous étudions également la possibilité d'un processus informatique de la collecte de donnée. Le Secrétariat de la CME est intéressé par cette possibilité d'améliorer la gestion de nos données. Cette amélioration nous aidera à non seulement surveiller le programme, mais aussi à aider nos partenaires à comprendre et évaluer l'activité de la société civile dans le secteur de l'éducation.

4. Le progrès par rapport aux résultats attendus, les objectifs d'apprentissage et les objectifs généraux

Les données de cette partie proviennent des coalitions nationales, ainsi que des quatre Secrétariats régionaux et du Secrétariat mondial. L'analyse des rapports était solide et approfondie par rapport avec le cadre de l'apprentissage, du suivi et de l'évaluation. Il est important de noter que la comparaison des données aux objectifs d'apprentissage est inévitablement limitée à ce premier semestre du programme. Les acteurs du CSEF tireront des leçons de cette première série de données et du rapport, afin de renforcer le programme et les réalisations. De plus, le suivi et la documentation sur l'évolution des résultats attendus indiquent que le programme est en passe d'atteindre les objectifs généraux du programme CSEF.

Objectif 1: Participation politique

RA 1.1: L'augmentation de la participation de la société civile dans les forums et le dialogue politique, tels que les Groupes Locaux d'Education (GLE), les Groupes de Travail Technique et d'autres espaces politiques.
Et[1]: RA 1.2: Augmentation de la participation de la société civile dans le dialogue politique et dans les processus parlementaires sur l'éducation et l'augmentation de la participation des parlementaires sur les questions de l'éducation.

La figure ci-dessous montre que la majorité des CNE considèrent qu'un Groupe Local d'Education (GLE) existe actuellement dans les pays où opère le CSEF[2]. Il est important de noter que l'interprétation d'un « GLE » diffère entre les coalitions (notamment en raison de la grande diversité de structure et de terminologie) malgré le fait qu'une définition a été fournie. Au fur et à mesure que le programme progresse, nous voudrions comparer ces données contre celle du gouvernement et des bailleurs de fonds du GPE.

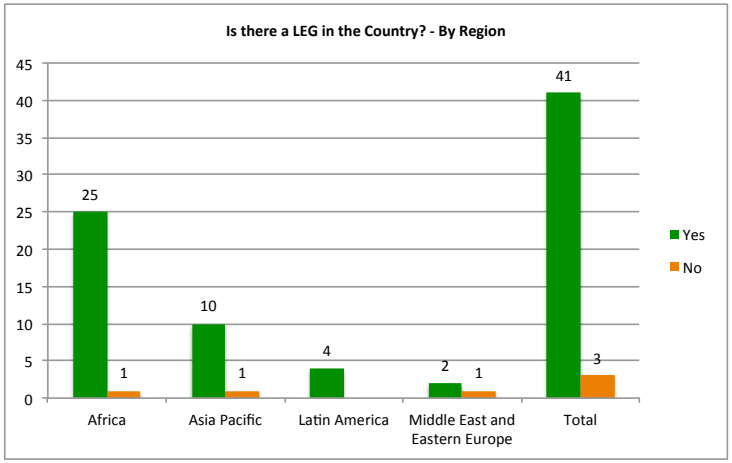
- **En Afrique**, la présence d'un GLE a été signalée par toutes les coalitions, à l'exception du Rwanda. In n'est pas clair si un GLE existe dans le pays ou si la nouvelle coalition (REFAC) n'a pas encore reconnu le statut d'un GLE.

- **En Asie-pacifique**, il n'y a pas de GLE officiel en Mongolie. Le Mécanisme Consultatif des Donateurs dans le secteur de l'Education (EDCM), est le groupe qui a préparé et a mis en œuvre l'initiative d'éducation, une activité financée par le GPE. EDCM est constitué uniquement de bailleurs de fonds. Pendant les premières années de la mise en place de la coalition, AFE Mongolie à plaidoyer pour l'engagement des parties prenantes locales, y compris un GLE. Cependant, c'est à cette période que la coalition a appris qu'EDCM n'a pas fonctionné correctement depuis l'approbation du plan sectoriel de l'éducation (ESP). La coalition a également saisie que le Ministère de l'Education et les donateurs partenaires ne mettaient pas en œuvre les activités approuvées par l'ESP ; par conséquent : i) pas de

[1] Notez que c'est le seul cas où les données sur les RA sont fusionnées – les données sur les GLEs/forums et les processus parlementaires. Cela est dû au manque de clartés dans le modèle du rapport, ne séparant pas assez les deux RA. Ce problème sera rectifié dans la prochaine version du modèle.
[2] Données des 44 coalitions – les données des autres coalitions ne sont pas concluantes.

dialogue politique ni d'harmonisation du soutien de la part des bailleurs de fonds ; ii) aucun suivi du progrès afin d'améliorer l'efficacité de l'aide ; iii) aucune révision sectorielle conjointe en cours. Pour surmonter cet obstacle, AFE Mongolie a organisé des rencontres avec les membres d'EDCM et la coalition a par la suite été invitée à participer à la surveillance d'activité financée par le GPE. La coalition a récemment engagé les membres d'EDCM à établir un GLE à la fois transparent et inclusif. Malgré ces efforts, la réponse du gouvernement n'a pas été imminente en ce qui concerne les activités du GLE, les processus et les priorités du secteur de l'éducation. (Nb : l'information n'était pas claire pour deux coalitions dans cette région).

- **En Europe de l'Est**, la coalition albanaise a identifié le gouvernement, en particulier le Ministère de l'Education et des Sports, comme unique institution finançant l'éducation publique. Cela entraine des décisions unilatérales et le système éducatif est lié directement au budget annuel de l'état..



Sur les 41 pays des coalitions qui signalent la présence d'un GLE, 29 pays (soit 70,7%) indiquent s'engager activement avec le GLE. 19 était en Afrique et 10 en Asie-pacifique.

Pour les autres pays, les raisons pour lesquelles ils n'ont pas pu s'engager formellement avec le GLE dépendent de trois facteurs: i) l'instabilité politique, ii) un régime politique et/ou prise de décision politique, mise en œuvre de structures et processus, iii) les nouvelles coalitions n'ont pas encore accès aux différents espaces politiques. Voici quelques exemples:

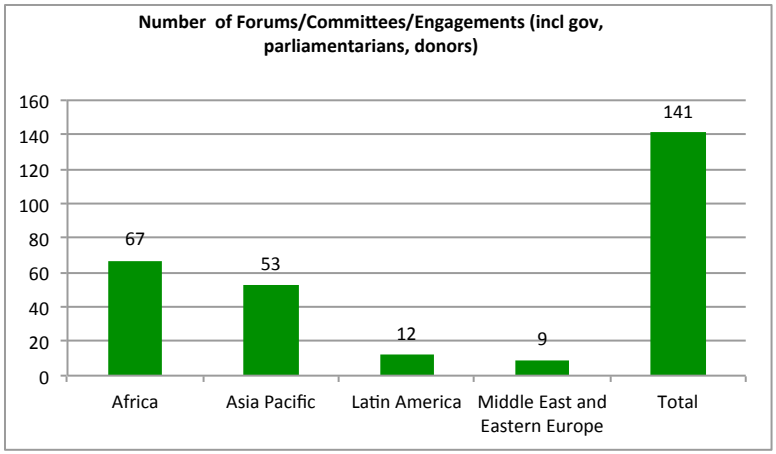
- **Afrique:** Au Cap-Vert, la coalition signale que la Commission Nationale pour l'Education, un organisme du Ministère de l'éducation et du sport (MED), est également le GLE. Seuls les représentants du MED participent à la CNE. Ce processus est incompatible avec les processus du

GPE nécessitant l'engagement des bailleurs de fonds ; une investigation poussée est nécessaire. Au Zimbabwe, le gouvernement est très réticent à accepter l'opinion de la société civile et de la coalition (ECOZI), bien qu'ECOZI s'efforce à surmonter cet obstacle politique.

- **L'Amérique latine:** Les coalitions de Bolivie et d'Honduras ont pris la décision de ne pas s'engager avec le GLE sous les régimes actuels. Les approches centralisée de leur gouvernement exclues les possibilités de consensus local et s'oppose à la participation de la société civile. Au Honduras, il semblerait que les forums appartiennent à l'Etat. Bien que ces forums créent un espace permettant aux parlementaires de proposer des lois ou des changements de législation, la société civile ne peut pas participer– cependant, la société civile peut présenter des plaintes au Ministère ou à l'ombudsman. Au Nicaragua, la coalition éprouve de nombreuses difficultés pour coordonner une réunion entre les représentants parlementaires et les membres de la coalition. Le dialogue avec le parlement a commencé avec la commission de l'assemblée nationale pour les femmes, les jeunes, les enfants et la famille, ainsi que le bureau de la participation civique au Parlement. Il est important de noter que cette commission est reliée au gouvernement et en raison de la situation politique du pays, il n'a pas beaucoup d'influence sur la formulation et la mise en œuvre de la politique éducative. Un exemple qui illustre bien cette situation est la loi générale sur l'éducation. Cette loi est n'est pas un document de référence au sein du Ministère de l'éducation. La coalition a conclu que le gouvernement n'avait pas de volonté à dialoguer avec la société civile. C'est devenu une tendance de ne pas incorporer les organisations de la société civile dans le processus de formulation, de mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques. De nombreuses ONG qui été habituellement impliqués dans ces processus au cours des 25 dernières années, ont été également exclues. C'est un défi pour la coalition de communiquer avec les autorités éducatives du pays, afin qu'ils reconnaissent l'importance de la participation de la société civile. A cet égard, la coalition estime qu'il est important de maintenir une communication, tout en s'engageant avec des intermédiaires pour faciliter le dialogue avec l'état.

- **Au Moyen-Orient et en Europe de l'Est:** L'instabilité politique au Yémen a ralenti les efforts d'engagement de la coalition dans les espaces politiques. La période électorale en Albanie a également ralenti l'engagement des représentants et l'obtention des données statistiques de l'ex-Ministère de l'éducation.

En termes de progrès dans l'engagement, la figure ci-dessous montre qu'à la fin de décembre 2013, la plupart des coalitions **s'engageaient activement dans 141 forums politiques du secteur de l'éducation et forum de révision**, y compris le GLE, mais aussi des sous-groupes tels que les groupes de travail technique, les commissions du secteur d'éducation, etc. Cette donnée indique un progrès significatif de la participation de la société civile dans le dialogue politique.



Quelques exemples notables de participation à des forums:

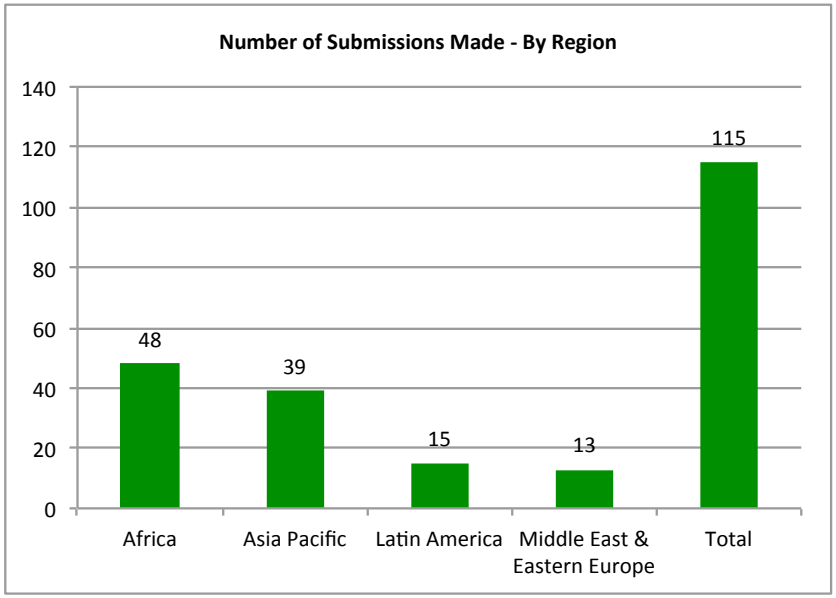
- **Afrique:** Le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, le Ghana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Niger, le Sénégal, la Tanzanie et la Zambie participent à 3-6 forums politiques. On peut également noter l'engagement actif de la part du Burkina Faso, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe avec les comités parlementaires. Des preuves montrent également que la participation politique des coalitions de la RDC, le Kenya et la Sierra Leone est de plus en plus valorisée (par exemple, la société civile de la Sierra Leone est devenue pour la première fois un membre du forum des partenaires au développement de l'éducation – le forum le plus important en terme d'éducation en Sierra Leone)

- **Asie-Pacifique:** Le Timor-leste et le Vanuatu s'engagent avec pas moins de huit espaces politiques et de surveillance (chacun), tandis que La Papouasie-Nouvelle-Guinée participe à sept forums. Le Bangladesh et le Timor-Leste participent non seulement au GLE et à d'autres forums pertinents, mais participent également dans les processus parlementaires (comités/audiences). La coalition en Mongolie, en l'absence d'un GLE, est active dans au moins six GTTs. Des comités experts, la Banque Mondiale, BAD et UNICEF ont récemment exprimé une grande appréciation pour la coalition en Mongolie pour avoir comblé une importante lacune dans le secteur de l'éducation.

- **Amérique-Latine:** La coalition de la République Dominicaine participe au Comité de l'Engagement Social, Politique et Financier pour le Suivi de l'Education, ainsi que l'Initiative Dominicaine pour une Education de Qualité (IDEC). La coalition d'Honduras a mis en avant ses approches dans des forums tels que FONAC et devant le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, et le comité ad hoc.

- **Moyen-Orient et l'Europe de l'Est:** Malgré l'instabilité et les défis en termes de la mobilisation des intervenants de l'éducation dans le plaidoyer, les coalitions de la région participent à des forums et à des espaces politiques. La coalition en Somalie, par exemple, a signé une entente avec le Ministère de l'Education. Tandis que la coalition en Albanie a participé activement à des séances d'audience parlementaires.

De plus, le CSEF est responsable pour au moins **115 contributions orales et/ou écrites** entre avril et décembre 2013, avec des données classées par région, comme ci-dessous:



Quelques exemples de contributions réalisées par des coalitions dans des forums pertinents:

- *Bénin:* Propositions faites à une table ronde pour reformer le processus de recrutement et la répartition des enseignants, y compris le respect du quota réglementaire du nombre d'heures que doivent travailler les enseignants (la moyenne d'heures de travail des enseignants était d'environ 600 heures au lieu des 1008 heures obligatoire). La coalition a réussi à créer du changement – dès lors, pour enseigner dans les écoles primaires, les enseignants sont obligés d'avoir au moins un diplôme professionnel (CEAP ou CAP). Ceci est complètement nouveau, ça n'existait pas avant.

- *Burkina Faso:* Propositions pour le recrutement d'enseignants plus qualifiés grâce à des méthodes plus appropriées (les méthodes actuelles sont basées sur des tests psychométriques, facilement réussies par des candidats non-qualifiés ; des propositions pour le respect des règles de la part des propriétaires d'école. Ces deux propositions ont été acceptées à la réunion du Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation. De plus, la proposition de cesser le recrutement de volontaire dans le secteur de l'éducation a aussi suscité du changement (aucun recrutement de volontaire pendant la période considérée).

- *Ghana:* La coalition (GNECC) a soumis un rapport d'orientation 'Combler les pénuries d'enseignants dans l'éducation de base' avec des demandes exigeantes sur la répartition/distribution des enseignants, la motivation et la performance des enseignants et finalement l'apprentissage, la formation et le perfectionnement des enseignants. Des observations clés ont été faites dans la révision annuelle du secteur de l'éducation national (NESAR) Aide Mémoire. Grâce à GNECC, le Ministère de l'éducation et Ghana Education Service ont pris la décision d'entamer un exercice de redistribution des enseignants pour rationaliser l'affectation des enseignants dans les écoles publiques de base. Le ministre de l'Education et d'autres hauts fonctionnaires on fait des annonces publiques à ce propos.

- *Kenya:* présentation faite au EDPCG afin d'inciter le Ministère d'assurer que la responsabilisation et la solidité des systèmes soient adéquatement abordées dans la proposition nationale pour le GPE. Suite à cette présentation, la Banque Mondiale (qui est l'Agence de coordination pour le Kenya) a indiqué que la Banque allait se réunir avec le Ministère des finances afin de finaliser le Contrôle Fiscal et le présentera à l'EDPCG en Janvier 2014.

- *Sénégal:* Des OSC ont contribué à la réalisation d'un document sur la nouvelle politique de l'éducation et le programme PAQUET (Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence 2013 - 2025) a été accepté.

- *Sierra Leone et le Lesotho:* Ces coalitions ont constaté une augmentation de la coopération entre les OSC et le gouvernement/le Ministère de l'éducation afin de promouvoir l'agenda du 'Big Push' EPT et – dans le cas de Sierra Leone – de placer les OSC à la tête de la surveillance du Plan Sectoriel de l'Education 2014-2016.

- *Togo:* Après une grève violente au début de l'année scolaire 2013-2014, la coalition a poussé le gouvernement à prendre des mesures pour que les classes reprennent– La lettre d'appel de la coalition a atteint l'Assemblée Nationale. Par conséquent, la coalition a été invitée par la commission de l'éducation à une conférence de presse qui a conduit à la mise en œuvre d'un comité de haut niveau. Après la conférence de presse, l'Assemblé Nationale a demandé au Ministère de l'Education de s'exprimer via un interrogatoire oral. Le gouvernement et les syndicats se sont engagés à rouvrir les écoles. La coalition a également partagé des recommandations lors du processus d'évaluation et de validation du Plan Sectoriel de l'Education 2014-2016 et du plan de communication.

- *Zambie:* La participation de ZANEC à des plateformes du secteur de l'éducation, a poussé la coalition à utiliser des preuves d'études précédentes pour défendre l'augmentation du budget de l'éducation, comme moyen d'améliorer l'accès et la qualité de l'éducation. Par conséquent, 20,2% du budget national a été alloué à l'éducation en 2014 – légèrement au-dessus des recommandations de SADC. De plus, ZANEC a rendu avec succès un rapport sur le budget national 2014 au Parlement après la présentation. Influencé, le gouvernement a finalisé rapidement la politique de l'éducation de la petite enfance. L'engagement politique de ZANEC a aussi contribué à l'élaboration de directive telle que les normes et le programme pour le Soin, l'Education et le Développement de la Petite Enfance (ECCDE), prévue pour 2014. Le gouvernement s'engage également de plus en plus avec la société civile pour renforcer les directives concernant la mise en œuvre et la gestion des écoles communautaires. Les efforts de plaidoyer de la part de ZANEC ont également contribué au recrutement et le déploiement de 1000 enseignants de l'EPE - la première fois pour le gouvernement.

- *Bangladesh:* La coalition (CAMPE) a contribué fortement à la formulation et le renforcement de la Loi Générale sur l'Education.

- *Cambodge:* La coalition (NEP) a discuté avec le ministre sur le sujet du budget des écoles. Suite à cette discussion, le ministre a annoncé auprès du Groupe Conjoint du Travail Technique, que ce sujet serait sa priorité. Il a suggéré de débourser le budget en deux versements par virement bancaire et de s'assurer que les fonds arrivent avant le début de l'année scolaire – autrement dit, les recommandations de NEP fournies au ministre.

- *Mongolie:* Lors du dernier Forum National de l'Education, AFE Mongolie a parlé de l'importance d'établir un GLE. Le rapport de la coalition sur un GLE a été rendu au Ministère de l'Education, encourageant ses dirigeants à lancer le processus de la création d'un GLE. La coalition a également contribué aux recommandations faites sur l'éducation inclusive au cours d'une consultation multipartite sur 'L'éducation pour les jeunes et les enfants handicapés', organisé par le Ministère de l'éducation et le ministre du développement de la population et de la protection sociale. La coalition a également fait des recommandations au premier ministre, le président du Comité national, sur l'égalité des sexes et sur « l'éducation des garçons et sa pertinence par rapport la masculinité, l'école et le milieu familial ». La coalition a recommandé quelques mesures pour surmonter ce problème, comme plaidoyer en faveur des stratégies pour l'éducation des garçons.

- *Népal:* NCE-Népal a présenté son rapport d'orientation sur l'EPT, à être inclus dans les OMD, afin d'encourager le chef de l'Etat à mettre l'accent sur l'éducation lors de son discours au Sommet des Nations Unies à New York, ainsi d'assurer la représentation de la coalition au Sommet. Le rapport a été transmis au Chef de l'Etat et distribué aux délégués. Par conséquent, le chef de l'Etat a exprimé son engagement aux problèmes soulignés par NCE-Népal lors de la Réunion Générale de l'ONU à New York. NCE-Népal a également présenté une proposition politique aux principaux partis politiques afin de les inciter à intégrer l'agenda de l'éducation dans leurs programmes électoraux et par la suite dans la prochaine constitution du pays. La proposition a été développée grâce à la participation de 30 000 personnes aux réunions communautaires sur l'éducation post-2015. Les leaders des différents partis politiques ont promis de prendre en compte les recommandations de la proposition.

- *Papouasie-Nouvelle-Guinée:* La coalition a recommandé que l'information budgétaire, y compris le site web du département de l'éducation, soit dans un langage accessible à la fois aux analphabètes ainsi qu'aux membres du public général. Par conséquent, l'information budgétaire sur les sites de la finance et de la trésorerie sera revue.

- *Les îles Salomon:* La coalition a contribué au rapport politique national sur l'alphabétisation (qui en est à sa quatrième ébauche, à ce jour).

- *Timor Leste:* La coalition (TLCE) a présenté l'évaluation menée par OSC sur le progrès et les défis à réaliser les objectifs de l'EPT, au Ministère de l'éducation, les OING, les donateurs et les OSC locales. Le Ministère de l'éducation a par la suite utilisé cette présentation pour son rapport pour l'ONU sur les réalisations du secteur de l'éducation de Timor-Leste. Il a inclus notamment l'utilisation du cadre du droit à l'éducation.

- *Vanuatu:* La coalition (VEPAC) a contribué activement à l'élaboration du rapport parallèle de l'Examen Périodique Universel (EPU). Elle a aussi contribué au rapport d'orientation sur le handicap.

- *Bolivie*: La coalition a contribué à l'élaboration du 'Projet de loi sur le code des garçons, des filles et des adolescents'. Ce projet de loi concerne l'égalité des genres, l'ouverture et la flexibilité de la gestion institutionnelle, et le cursus. Les recommandations ont été acceptées par l'équipe technique en charge de cette réforme du code. La loi est en cours de révision à l'Assemblée législative plurinationale. La coalition a également fait une demande par écrit au sujet de la récupération des données et statistiques officielles sur le 'statut de l'éducation pour les femmes'. Cette demande répond aux observations et aux recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU) du pays et a été discutée lors d'une réunion interinstitutionnelle. La contribution a été acceptée et est en cours d'intégration dans un document plus complet, dont la coalition surveille le progrès.

- *République Dominicaine*: La coalition a fait des propositions pour renforcer la surveillance du budget de l'éducation pour 2014-2016, en particulier soutenir le développement, les diagrammes et l'impression des bulletins ainsi que réaliser une étude sur la 'qualité de l'investissement des 4% dans l'éducation'. Ces propositions font partie du projet sur le suivi de l'engagement social et politique dans le secteur de l'éducation. Des réunions spécifiques ont été organisées avec le comité du suivi de l'engagement social et politique dans le secteur de l'éducation, ainsi que des organisations internationales. Les propositions ont été acceptées par le comité de suivi et examinées par des organisations internationales compétentes. La décision finale est actuellement en attente.

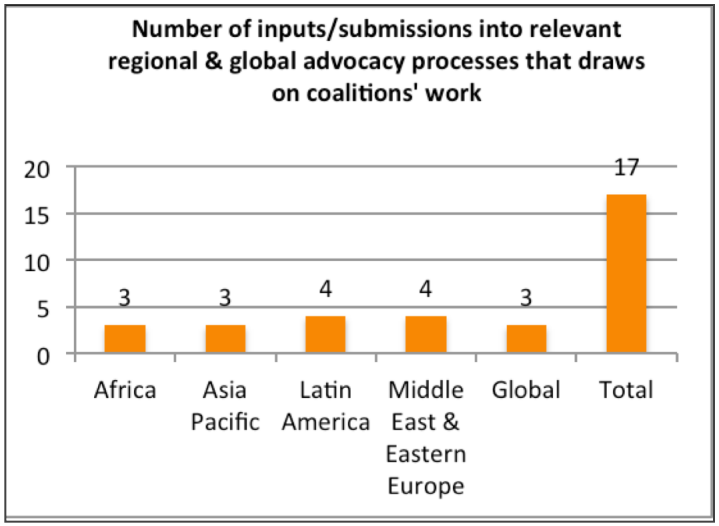
- *Honduras*: La coalition a fait des recommandations à l'oral sur les indicateurs de suivi et d'évaluation pour le Plan National et la Vision du Pays. Ces recommandations ont été très bien reçues par le Forum de convergence nationale (FONAC). Le 15 janvier 2014, FONAC a présenté le dernier rapport sur les indicateurs, comme proposé par la coalition.

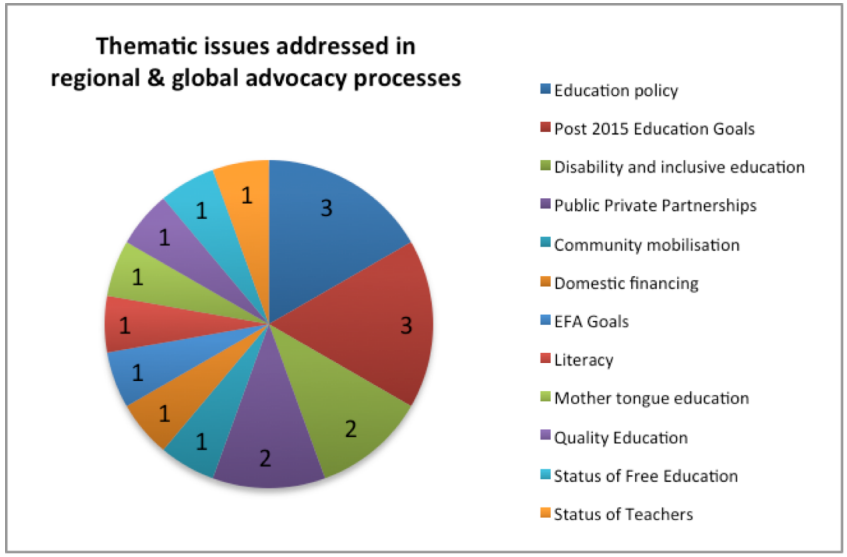
- *Albanie:* La coalition (ACCE) a participé au groupe de travail, organisé par le Médiateur du Peuple, sur les conditions de la minorité ethnolinguistique Rom. La coalition a rendu avec succès une série de propositions concernant le droit universel à l'éducation de chaque enfant. Une des propositions était sur le changement de la loi no.69, en date du 21.06.2012 sur 'l'enseignement secondaire dans la République d'Albanie'. Ce changement législatif assurera l'intégration des enfants Rom dans le système éducatif, du préscolaire jusqu'à l'enseignement supérieur. ACCE a également ajouté 'les droits des femmes et des enfants par rapport au budget 2014' dans l'agenda d'une séance parlementaire.

- *Somalie*: Lors d'un atelier national avec des représentants du gouvernement, la coalition a présenté les disparités entre les expériences scolaires des filles et des garçons et a encouragé le gouvernement national d'accomplir l'objectif de l'égalité filles-garçons à l'école.

RA 1.3: Les structures du CSEF régionales et mondiales utilisent les activités des coalitions nationales pour le plaidoyer régional et mondial (en rapport avec l'Objectif 4)

Les structures du CSEF régionaux et mondiaux continuent d'utiliser les contributions et les observations des coalitions nationales dans leur travail de plaidoyer régional et mondial. Sur cette période, le travail des coalitions nationales a contribué à au moins 17 exemples spécifiques de processus de plaidoyer, régionaux et mondiaux, sur un large éventail de sujets - voir les figures ci-dessous :





Le tableau ci-dessous fournit des informations sur certaines contributions faites par les structures régionales et mondiales du CSEF et basées sur les activités, les priorités et les réalisations des coalitions nationales. Ces contributions ont été faites par rapport aux processus de plaidoyer et lors de discussions régionales et mondiales. NB Les processus de plaidoyer régionaux et mondiaux décrits ci-dessous ne sont pas financés par CSEF, mais s'appuient sur le travail des coalitions nationales qui est lui financé par CSEF pour assurer que l'impact attendu de ce travail soit réalisé.

Afrique	• **Le droit à l'éducation de qualité post-2015:** ANCEFA s'est inspiré des échanges avec les coalitions pour alimenter les débats régionaux et mondiaux sur le droit à l'éducation post-2015. Plus précisément, l'ANCEFA a contribué à une déclaration politique sur l'éducation post-2015, coordonné par la CME et Co-publié avec un certain nombre de partenaires. ANCEFA a mis l'accent sur la création de partenariat authentique et efficace au niveau national et régional, afin d'assurer que l'objectif du droit à l'éducation est atteint d'ici 2015. Pour cela, l'ANCEFA a utilisé les expériences et les recherches des coalitions du Kenya, Sierra Leone et du Burkina Faso. L'ANCEFA a aussi utilisé ces activités pour diverses réunions sur ce sujet, y compris à l'AGNU en septembre 2013. Les coalitions font des suivis au niveau national pour créer de véritable partenariat où les voix de tous, y compris celle de la société civile, sont entendues et prise en compte dans le développement et le suivi du programme d'éducation. • **L'Initiative Big Push:** Développement d'outils, tels que les plans d'accélération et les formations dans les pays qui participent au Big Push. Le Secrétariat a fait appel au pays de la Phase I du Big Push, comme le Ghana, le Kenya, le Sénégal, la Tanzanie, la RDC, la Côte d'Ivoire, le Niger, la Sierra Leone, le Togo, le Malawi, la Zambie et le Cameroun. Le progrès sera probablement très important puisque les gouvernements de ces pays ont volontairement adopté le Big Push et les coalitions des pays cités précédemment mettent pression sur les gouvernements pour agir par rapport au plan Big Push de l'EPT. Certaines des coalitions se sont même engagées avec les médias pour sensibiliser le public sur le processus, faisant pression sur le gouvernement à répondre aux attentes, par rapport à la réalisation des plans d'accélération. • **Le développement de positions politiques régionaux:** Le forum d'ANCEFA tenu au Kenya en décembre 2013 (soutenu par CSEF) était une opportunité pour faire avancer le débat et d'affiner les positions régionales sur les questions clés sur le plaidoyer, pour améliorer le plaidoyer à venir. Le Secrétariat a fait appel à tous les pays CSEF (sauf Djibouti, la Guinée Bissau, le Cap-Vert et l'Angola) pour donner leur position sur le post-2015 et le financement de l'éducation. L'UA et certains représentants de gouvernement ont adopté le Communiqué du Forum et l'ont partagé avec leurs organisations.
Asie-Pacific	• **L'alphabétisation des jeunes et des adultes:** l'ASPBAE a participé à un certain nombre de conférences régionales et internationales et à des forums sur l'agenda post-2015. L'association a pris note des recherches primaires sur les expériences scolaires dans les provinces des jeunes et des adultes âgés de 15-64 ans, menées par les coalitions de PNG, les îles Salomon, le Vanuatu et le Timor Leste. Les gouvernements et les organisations internationales ont accordé une grande attention à ces recherches. L'ASPBAE et la coalition PEAN ont même étaient invités à collaborer avec l'UNESCO Pacifique pour une enquête. De plus, aux îles Salomon, le gouvernement a invité la coalition COESI à participer à l'élaboration d'une politique nationale d'alphabétisation. Ce travail a conduit les gouvernements à inviter les coalitions à des réunions et des comités abordant d'autres questions sur l'éducation. Les quatre coalitions citées sont maintenant aperçues par leurs pays respectifs comme des voix autoritaires et crédibles qui réalisent des études soutenant le plaidoyer sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes. • **Bilan ETP et le post-2015:** l'ASPBAE s'est appuyé sur le travail de 12 coalitions CSEF pour l'agenda de l'éducation post-2015. Le travail de ces coalitions a été utilisé pour les processus régionaux et mondiaux par les moyens suivants : présentations, participation à des discussions et la préparation d'orateur lors de réunions importantes. Après avoir consulté les coalitions nationales de la région, l'ASPBAE a participé aux efforts de plaidoyer pluripartites. Ces efforts ont contribué aux résultats positifs de la Conférence générale de l'UNESCO en 2013. L'UIL s'est également rapproché d'ASPBAE pour un document technique sur l'apprentissage tout au long de la vie. En général, cela à apporter un soutien aux objectifs prioritaires de plaidoyer des coalitions nationales qui sont maintenant pour la plupart, engagées avec le gouvernement à l'égard du bilan EPT. Certaines développent des rapports parallèles sur l'EPT. • **Partenariat public-privé de l'Education et la privatisation de l'éducation:** Les coalitions suivantes ont réalisé des études sur les PPPE (partenariat public-privé de l''éducation) et la PE (privatisation de l'éducation) qui ont ensuite été utilisé pour un forum régional

	asiatique organisé par ASPBAE et E-NET, ainsi qu'un atelier international de la CNE (organisé par ASPBAE) et lors de la participation de l'ASPBAE au Congrès de CMAEC en Argentine. : Inde, Népal, Pakistan, Indonésie, Viêtnam, Mongolie et une coalition non-membre du CSEF appelé E-NET aux Philippines. L'information a été utilisée pour des présentations et des discussions. L'information était également incluse dans huit projets de rapports de coalition (dans les parties 'observations préliminaires' et 'conclusions'). Ce sujet est relativement nouveau pour que les coalitions entreprennent des recherches et développent leurs analyses et stratégie de plaidoyer. Cependant, beaucoup de participants de forums régionaux et internationaux, critiquent et sont sceptiques par rapport au PPPE et EP. Ils n'acceptent plus l'idée que l'éducation 'privée' et 'la privatisation' signifie des meilleurs résultats et de l'efficacité. Cependant, le plaidoyer sur ce sujet gagnera de l'importance dans les années à venir, au fur et à mesure que la recherche et les études de cas dans les pays sont rédigées, analysées et diffusées.
Amérique-latine	• **Le calendrier de l'éducation post-2015:** En juillet 2013, trois documents très importants pour les discussions sur le nouveau calendrier ont été publiés. Ces documents ont été préparés par (1) Le groupe de haut niveau des personnes éminentes sur l'agenda du développement post-2015, (2) Le réseau des Nations Unies sur les solutions pour le développement durable, et (3) le Pacte Mondial des Nations Unies. Cependant, ces documents ne reflètent pas suffisamment les propositions et les préoccupations d la société civile en Amérique latine et les Caraïbes. Par conséquent, toutes les contributions nationales faites par les membres de CLADE ont été recueillies afin que CLADE puisse publier son rapport d'orientation en juillet : Le droit à l'éducation publique dans l'agenda du développement post-2015. Dans ce rapport, CLADE critique les trois documents cités précédemment. Par conséquent, CLADE a été invité à contribuer à l'élaboration du rapport du Secrétaire général de l'ONU intitulé 'Une vie digne pour tous : accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La version finale de ce rapport a été présentée à la 68^{e} session de l'Assemblé générale de l'ONU. A cette occasion et en partenariat avec d'autres organisations, CLADE a lancé son rapport. CLADE a ensuite approfondi ses recherches et a intensifié son engagement lors d'une réunion en Bolivie en novembre. Il a été convenu que les forums nationaux devraient s'efforcer à participer aux discussions sur les processus d'examen nationaux de l'EPT, qui auront lieu jusqu'à juin 2014. Les forums devraient également s'efforcer à contribuer à l'élaboration d'un rapport régional sur l'EPT en Amérique latine et aux Caraïbes, qui sera lancé par CLADE en octobre 2014 en partenariat avec la CME. • **Privatisation de l'éducation:** Tous les membres des coalitions ont participé à un exercice de cartographie pour identifier et comprendre la privatisation de l'éducation dans la région. Cette décision a été prise après avoir observé que l'idée du secteur privé pouvant combler le manque de ressources est devenue plus populaire ces dernières décennies. Cette décision a aussi été prise par rapport à l'introduction de diverses pratiques de privatisation, 'endo' et 'exo', dans l'enseignement public. Ces tendances persistent tandis que les gouvernements élus expriment leur engagement à renforcer l'éducation publique. Le processus est toujours en cours, mais à la fin de mars 2014, un séminaire à Sao Paulo (Brésil) aura lieu sur ce thème. CLADE poursuivra le dialogue avec ces membres afin de valider les résultats de l'exercice de cartographie pour ensuite formuler une stratégie de plaidoyer pour la région. • **Enseignement gratuit:** Un processus de consultation régionale impliquant six coalitions: le Chili, la Colombie, le Guatemala, le Honduras, le Paraguay et la République Dominicaine. Le but de cette consultation est de savoir le statut de la gratuité de l'éducation dans ces six pays grâce à la participation d'individus impliqués dans le secteur de l'éducation, comme les enseignants, les directeurs, les élèves et les parents. Une première consultation a été effectuée dans trois de ces pays (le Paraguay, le Guatemala et la Colombie) et générera des résultats au premier trimestre de 2014. Les trois autres pays (le Chili, le Honduras et la République Dominicaine) rejoindront la deuxième étape, avec l'utilisation d'instrument de recherche dans la première moitié de 2014. Les résultats de l'étude seront utilisés dans les processus régionaux et mondiaux pour ouvrir le débat public sur le statut de l'enseignement gratuit dans les pays où la gratuité de l'éducation est incorporée dans les lois, mais où la mise en œuvre est encore loin d'être efficace. Le sujet a

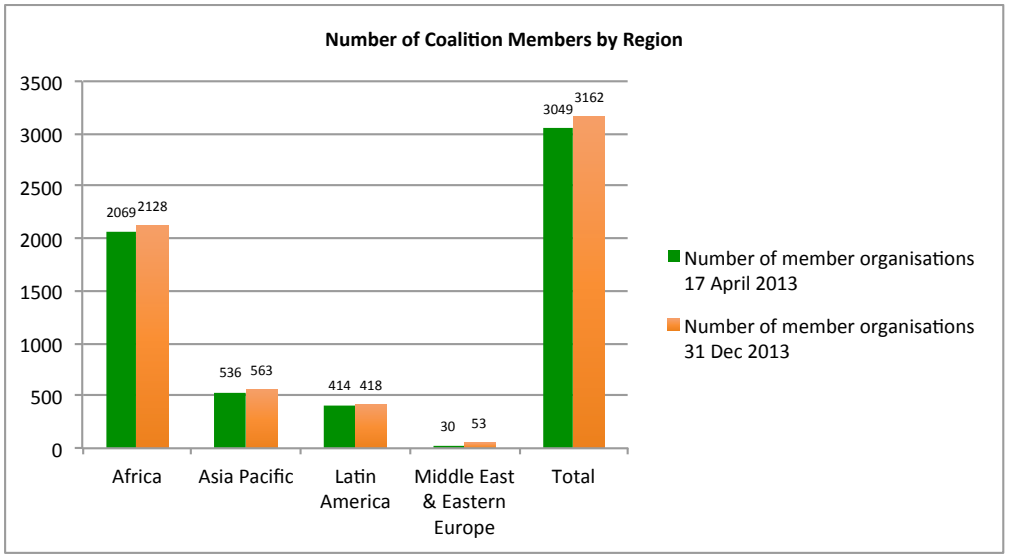
	intéressé certaines coalitions, en particulier celles du Paraguay, du Guatemala et du Honduras. Ces coalitions ont l'intention de mieux comprendre ce sujet et le mettre en priorité dans leur programme de plaidoyer. • **Problèmes des enseignants:** Toutes les coalitions ont travaillé sur cinq éléments clés de la SME 2013 pour qu'ils soient reconnus et intégrés en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ces éléments sont : le rôle de l'enseignant dans la société, les conditions adéquates de travail, la formation initiale et continue, la reconnaissance des principaux agents des politiques et des pratiques éducatives, le droit de manifester et d'exprimer leurs idées librement. L'action dans les pays est accessible grâce au blog rédigé par CLADE. Dans l'année évaluée, CLADE a fait de grands efforts pour entreprendre des actions de visibilités dans le monde au-delà de l'Amérique latine et les Caraïbes. Ces actions ont pour but d'attirer l'attention à ce travail national et d'intégrer les contextes nationaux dans les discussions internationales en ce qui concerne les problèmes des enseignants. CLADE cite les cas de menace et d'attaque et même des cas de kidnappe, meurtre et violation d'enseignant en Amérique Latine. CLADE a intensifié ses relations avec l'Internationale de l'Education. Ils ont uni leurs forces pour amplifier le débat international sur l'amélioration du statut des enseignants dans le calendrier post-2015. Certaines coalitions, comme le Nicaragua et la Bolivie, ont pris e compte ce sujet de statut et de la reconnaissance des enseignants non seulement au cours de la SMA, mais aussi tout au long de l'année, contribuant à ce travail régional et mondial.
Moyen-Orient & l'Europe de l'Est	• **L'EPT et post-2015**: ACEA a fait d'importantes contributions en participant à des comités internationaux et régionaux sur l'éducation, tel que les réunions organisées par l'UNESCO à Beyrouth et en Egypte en juin 2013. Les présentations étaient principalement portées sur les questions de l'EPT et les cadres post-2015. Les participants ACEA se sont largement appuyés sur les expériences et les opinions des coalitions nationales pour ses contributions. • **Mobilisation communautaire**: ACEA a travaillé dans l'investissement de l'héritage social, populaire et culturel au niveau régional. Ce travail avait pour but de mobiliser les communautés et assurer l'acceptation sociale de la campagne EPT, en particulier pour les questions sensibles telles que l'éducation des filles. Le travail s'est beaucoup inspiré du travail et des approches des coalitions nationales. La coalition yéménite est la première coalition à mettre en œuvre cette approche pour obtenir l'adhésion et le soutien de sa campagne 'Chaque enfant a besoin d'un enseignant'. Ce fut un succès grâce à l'utilisation des mosquées et en convaincant les imams, les chefs de tribus et l'armée de soutenir les objectifs de la campagne. Les aspects culturels de la campagne a mobilisé les communautés et a assuré l'acceptation sociale de la campagne. ACEA a développé ceci par des interventions régionales et a encouragé d'autres coalitions à adopter cette même approche : Après une visite de l'ACEA, par exemple, la coalition soudanaise a obtenu le soutien des chefs de tribus et des religieux pour sa campagne EPT. • **Problèmes des enseignants:** ACEA a mené le plaidoyer régional sur les problèmes des enseignants, thème de la SMA 2013, mais aussi un thème important dans les plans nationaux des coalitions. Le slogan du plaidoyer, formulé par le Yémen et d'autres coalitions, se traduit par 'Chaque enseignant mérite'. ACEA a créé un site internet pour la campagne, largement basé sur les contributions nationales, afin de fournir les messages clés et un aperçu du positionnement de la région. • **La participation politique de la société civile après le printemps arabe:** ACEA a fortement plaidoyer au cours de cette période pour une plus grande participation de la société civile dans le dialogue politique national – dans toute la région – ainsi qu'après le printemps arabe. Les contributions des coalitions nationales sur le dialogue politique ont été recueillies lors des visites de terrain du Secrétariat et à partir du site web de la région. La participation politique a été renforcée en insistant que les membres influents des coalitions devraient avoir une place aux comités politiques nationaux. Cette priorité régionale a connu un certain succès au Yémen et au Soudan. Les membres influents des coalitions de ces pays ont de bonnes relations avec le Ministère et font partie des comités nationaux. De plus, ACEA a plaidé pour la représentation de toutes les personnes, les syndicats, les partis politiques, les tribus, les régions (et pas seulement les OSC) dans l'élaboration des politiques, sous le thème 'Représentation de tous les spectres'. Les

	contributions nationales ont été recueillies lors des visites de terrain du Secrétariat, avec une participation régionale dans les discussions, mettant l'accent sur le Yémen et le Soudan.
Secrétariat Mondial	• **Le financement intérieur:** La CME a travaillé avec un certain nombre de coalitions nationales pour leurs expertises et pour comprendre les contextes nationaux. Ces informations ont été utilisées pour développer le rapport de plaidoyer de la CME sur le problème de la finance domestique 'imposer l'équité : financer l'éducation pour tous avec des ressources domestiques'' (A Taxing Business: Education Financing For All Through Domestic Resources'). Ce rapport a été développé à partir de données partagées au fil du temps, y compris les rapports d'activités CSEF des phases précédentes, et de récentes contributions du Ghana, du Kenya, de la Mongolie, de la Tanzanie et de l'Ouganda. Ce rapport est utilisé pour le plaidoyer régional (particulièrement en Afrique) ainsi que dans forums mondiaux (par exemple, l'AGNU en septembre 2013 et la réunion du Conseil GPE en novembre 2013). Le rapport existe dans toutes les langues de la CME et est disponible sur le site web de la CME. • **Le handicap et l'éducation inclusive:** Pour élaborer en détail la position et le plaidoyer de la CME par rapport à l'éducation inclusive et les enfants en situation de handicap, la CME a dû s'appuyer sur les travaux et les contributions du Bangladesh, le Burkina Faso, la Bolivie, l'Ethiopie, la Gambie, l'Inde, la Mongolie, la Mozambique, le Sénégal et le Vietnam. Par exemple, les activités pour l'éducation inclusive en Gambie et au Sénégal ont été très importantes pour l'élaboration des positions du plaidoyer mondial. Un rapport de plaidoyer a été publié le 10 décembre 2013 à un événement à Berlin : 'Egalité des droits, Egalité des chances, L'éducation inclusive pour les enfants en situation de handicap' ('Equal Right, Equal Opportunity: Inclusive Education for Children with Disabilities'). Ce rapport a été, et est actuellement distribué aux gouvernements par les membres de la CME. Il existe dans toutes les langues de la CME et est disponible sur le site web de la CME. • **L'éducation dans la langue maternelle:** le rapport de la CME sur l'éducation dans langue maternelle s'est appuyé sur les activités et l'expertise des coalitions, particulièrement celles de la Bolivie, du Guatemala et de l'Inde (ainsi que d'autres coalitions non-membre du CSEF) : 'L'éducation dans la langue maternelle : leçons politiques sur la qualité et l'intégration' ('Mother-Tongue Education: Policy Lessons for Quality and Inclusion'). Il existe sur le site web de la CME • **Post-2015:** Le plaidoyer de la CME sur le post-2015, toujours en cours, s'appuie sur les activités et les perspectives des coalitions nationales. Cela inclus un briefing sur 'Le droit à l'éducation post-2015' ('The right to education post-2015'), produite en septembre 2013. Ce briefing s'est appuyé sur une enquête sur l'opinion des coalitions nationales (y compris les coalitions soutenues par la CSEF). La CME s'est également appuyée sur cette enquête – qui a indiqué une forte demande pour la continuation du cadre de l'EPT – pour élaborer le plaidoyer sur l'EPT destiné à l'UNESCO en octobre-novembre 2013. Ces efforts intensifs de lobbying ont eu pour conséquence un changement positif dans le langage des déclarations de l'UNESCO, acceptant ainsi la nécessité d'un objectif mondial de l'éducation, à la fois large et inclusif, liée à un cadre de l'EPT remanié pour l'agenda post-2015. • **GPE:** La CME s'est également appuyée sur des études de cas des coalitions pour promouvoir l'importance de l'engagement de la société civile dans le partenariat avec GPE – plus de détails sont fournis dans cette section du rapport sous RA 4.4.

Objectif 2: Sensibilisation du public et renforcement de la coalition

RA 2.1 : Il y a une augmentation du nombre de membres et de participation de la part des acteurs des coalitions de la société civile financées par le CSEF. Il y a également une augmentation du nombre d'organisations représentant des groupes historiquement défavorisés (afin de renforcer la représentation des coalitions.

Les données sur ce sujet ont été mesurées par le nombre et le niveau de représentation des membres (notamment le type d'organisation et la portée géographique), ainsi que le nombre de membres représentant les groupes défavorisés (notamment le personnel, les membres du conseil d'administration, etc.)[3].

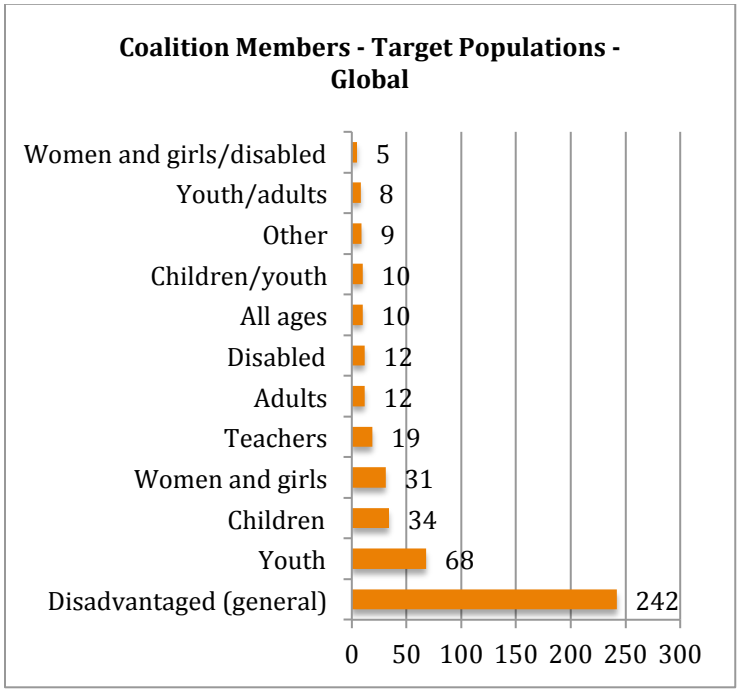


La figure ci-dessus montre que les coalitions du programme sont composées de 3 162 organisations membres de la société civile. Entre avril et décembre 2013, 113 organisations de la société civile sont rajoutées. Les régions de l'Afrique et de l'Asie-Pacifique ont particulièrement contribuées à cette expansion (Afrique : 59 nouveaux membres, l'Asie-Pacifique : 27). Une croissance constante a été enregistrée en Amérique latine (4) et au Moyen-Orient et en Europe de l'Est (3) au cours de cette période[4].

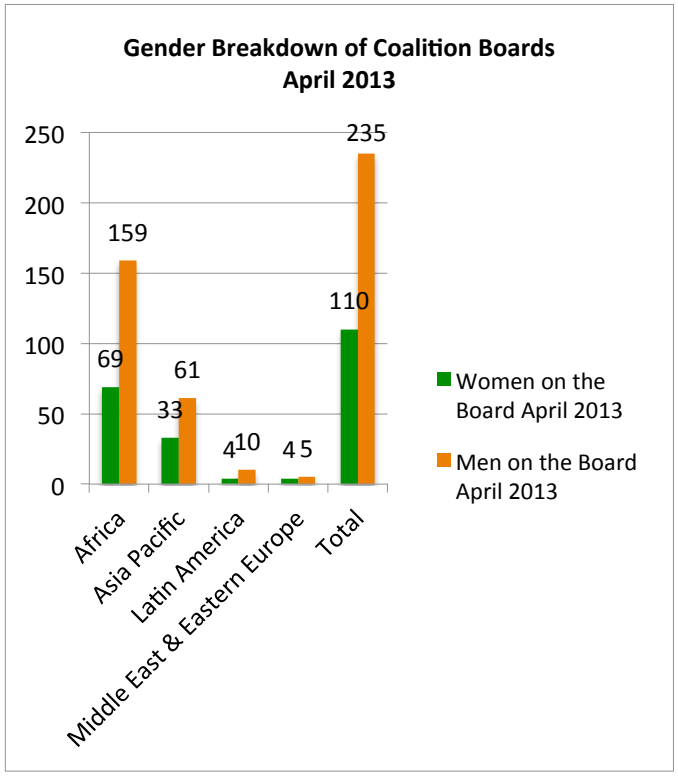
[3] Un troisième indicateur pour ce thème sera déterminé et signalé au cours des évaluations– OSCs considèrent que les coalitions sont représentatives de la voix de la société civile

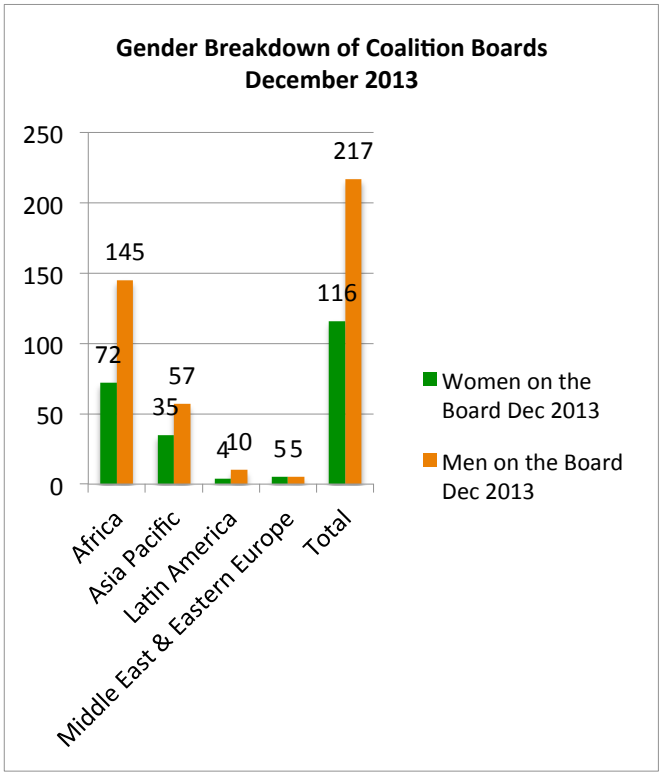
[4] Données sur les membres des coalitions par région, y compris le type, l'étendu et le(s) groupe(s) ciblé(s). Ces données seront surveillées pour observer les variations.

Les données sur les membres des coalitions révèlent que les coalitions, dans les quatre régions, sont principalement représentées par des acteurs locaux de la société civile, comme les enseignants, les syndicats civiques, les femmes, les enfants et les organisations orientées sur le handicap et les jeunes. Les groupes ciblés faisant partie des organisations membres sont indiqués dans la figure ci-dessous.



Les figures suivantes indiquent le nombre de membres participant aux Conseils en avril et décembre 2013. Elles indiquent également la composition des Conseils selon le sexe. Il y aura un suivi pour déterminer si le nombre de femmes augmente avec le temps.

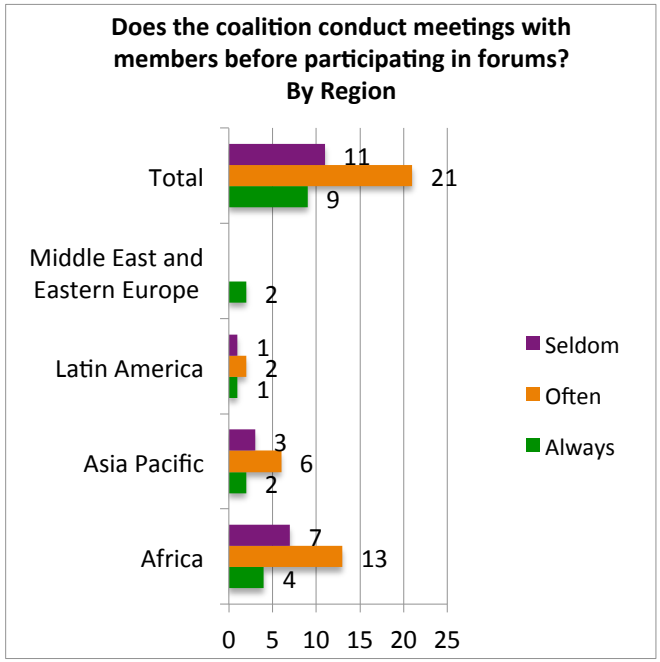




Les coalitions ont indiqué que les membres des Conseils représentent tous les secteurs des membres des coalitions. Les membres des Conseils des quatre régions sont composés d'un total de 333 membres. Parmi ces membres, 116 sont des femmes et 217 sont des hommes, ce qui signifie que les femmes représentent actuellement 34,8 % des membres des Conseils. Cependant, au cours de la période concernée ici, trois des quatre régions (à l'exception de l'Amérique latine) ont progressé en matière de parité entre les sexes au sein des Conseils des coalitions, avec un ratio global femme/homme de 1 : 2,1 en avril à 1 : 1,8 en décembre 2013. En Amérique latine, ce ratio est resté constant à 1 : 2,5.

RA 2.2: Toutes les coalitions élaborent des propositions de politique de la société civile. Pour ce faire, des consultations inclusives et participatives sont menées auprès d'un grand nombre de secteurs. Les documents principaux des coalitions (par exemple, la recherche, rapport de position, notes de plaidoyer) passent par une « vérification de l'inclusion » permettant de s'assurer que toutes les perspectives des membres ont été ajoutées (y compris les points de vue des groupes historiquement marginalisés)

Le degré d'implication des membres par les coalitions a été mesuré en déterminant s'il a été demandé aux membres d'assister à des réunions avant de participer à des forums, et la fréquence de cette demande. Le nombre de réunions auxquelles sont invitées les organisations membres est également considéré.



Les données proviennent de 42 coalitions – les autres données n'étaient pas concluantes.

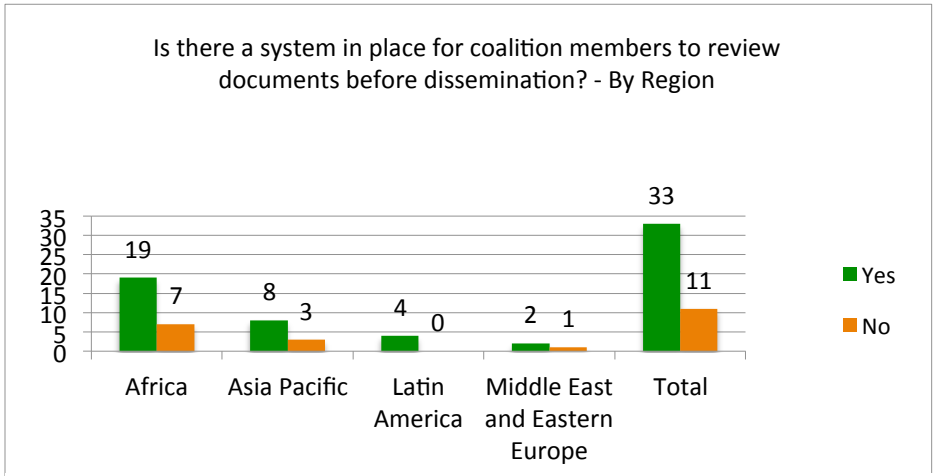
De nouvelles données indiquent que la majorité des coalitions font des efforts pour impliquer leurs membres dans les prises de positions et de décisions avant de participer à des forums. 9 (21 %) des coalitions ont déclaré « toujours » consulter les membres à l'avance et 21 (50 %) ont déclaré «souvent ». Une préoccupation de la grande majorité des coalitions était que les réunions de consultation en face-à-face, ont généralement lieu dans la capitale, empêchant souvent la participation des voix marginalisées. La raison principale étant le coût, notamment dans les pays à grande superficie ou accidentés (comme l'Inde, le Nigéria et le Nicaragua). La plupart des coalitions ont également cité les limites de temps et de ressources pour assurer la participation constante des membres aux processus politiques. Les coalitions ont également souvent mentionnées les préavis trop courts pour les forums/réunions politiques, les délais limités pour préparer les prises de position et contributions, ainsi que des ressources humaines et financières limitées pour convoquer les membres. La coalition au Timor-Leste a aussi fait état du problème de langue des documents politiques. En effet, les documents politiques sont habituellement rédigés en portugais, ce qui complique le travail du Secrétariat, en termes de ressources humaines et de temps pour partager les documents avec tous les membres de la coalition.

Pour surmonter ces problèmes, les coalitions ont renforcé l'utilisation des diverses méthodes en ligne pour maintenir la communication et partager les informations/commentaires avec les membres (email, chat, forums, bulletins électroniques - de la part des coalitions et des membres des coalitions), mais aussi du téléphone (avec notamment les SMS et les médias sociaux). La majorité des coalitions ont indiqué utiliser les deux méthodes, internet et téléphone, notamment lorsqu'une consultation rapide est nécessaire (comme par exemple les courts délais des forums politiques). De plus, un certain nombre de coalitions (par exemple le Sénégal, la Zambie, la Bolivie, la République Dominicaine, le Honduras, le Bangladesh, le Cambodge, le Népal et les îles Salomon) a indiqué que le

travail/réflexion thématique et/ou les groupes éditoriaux pour la préparation de document, sont des moyens efficaces pour réduire les contraintes de ressources et de temps, ainsi que pour s'assurer que les voix de secteur spécifiques et des groupes sont entendues et représentées.

De plus, la majorité des coalitions (67 %) ont indiqué, et ont pu décrire, un système qu'elles ont mis en place pour permettre aux membres des coalitions d'examiner les documents avant leurs diffusions, voir la figure ci-dessous. Les coalitions restantes ont indiqué qu'elles étudient (étude en cours ou menée pendant le premier trimestre 2014) les solutions pour développer un système.

L'illustration ci-dessous présente des exemples de système en place qui assurent l'intégration des perspectives des membres dans les documents publiés avant leur diffusion :



Données provenant de 44 coalitions

Kenya: Pour les réunions mensuelles, le calendrier est établi en ligne avant la réunion. Si la révision d'un document est prévue, la coalition réunit un comité technique pour examiner le document et faire des commentaires. Cette approche a été utilisée, par exemple, pour préparer les contributions de la coalition dans le cadre du plan sectoriel d'éducation nationale (NESSEP).

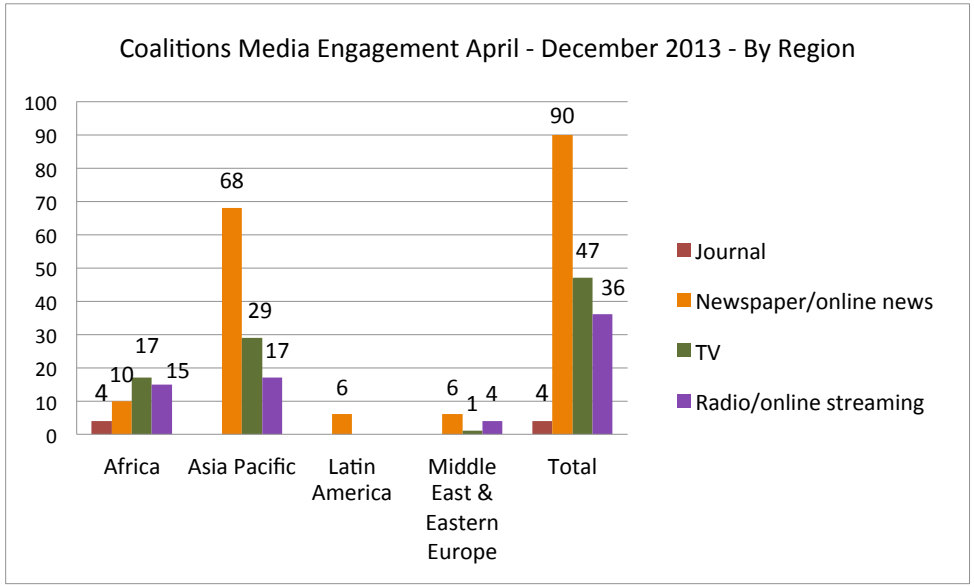
- **Népal:** Le système comprend une équipe éditoriale et de publication, qui est composée de quatre membres dont le conseil de NCE-Népal et les membres du comité de direction. Lors de l'élaboration d'un document, toutes les contributions des membres sont reçues par le Secrétariat et sont ensuite envoyées à l'équipe éditoriale de NCE-Népal pour être ajoutées au document avant publication.
- **Vanuatu:** Les ébauches de synthèses politiques et de présentations sont distribuées aux membres du Conseil, au personnel et aux autres personnes clés ayant des compétences et/ou des intérêts spécifiques par rapport au sujet. Cela permet de comprendre leurs points de vue et recueillir leurs commentaires sur les documents, avant qu'ils soient finalisés et distribués en dehors de la coalition. Toutes déclarations politiques ou rapports analytiques doivent être distribués aux membres du Conseil, à l'ASPBAE Canberra, au personnel de gestion et à d'autres intervenants clés afin recueillir leurs observations sur les rapports avant leurs distribution.
- **République Dominicaine:** Pour l'analyse critique du Pacte pour l'Éducation, par exemple, trois comités de travail ont été créés. Ces comités ont préparé les propositions des trois composantes du Pacte : l'éducation pré-universitaire, l'enseignement supérieur et formation technique et professionnelle. Pendant ce temps, un autre membre a travaillé sur le contexte du Pacte pour l'Éducation. Les comités ont

développé leurs idées et des propositions ont été partagées avec les autres comités pour être discutées. Le 9 décembre 2013, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du forum, la décision a été prise de maintenir les comités de travail et d'élaborer la proposition du Forum sur le Pacte pour l'Éducation.

Les coalitions ont ajouté des activités et des initiatives supplémentaires pour améliorer l'intégration et la participation des membres de la coalition dans les processus politiques. Ces dernières ont été réalisées via les médias, la diffusion des matériaux, des évènements et des activités de soutien technique. Ce thème est abordé dans la section ci-dessous.

RA 2.3: Toutes les coalitions cherchent à renforcer et à maintenir la sensibilisation du public sur les questions critiques concernant l'éducation. Pour ce faire, elles proposent des débats, des événements, des médias et des campagnes. Parmi les problèmes identifiés : les droits à l'éducation, les objectifs de l'EPT et/ou la politique en matière d'éducation et les dépenses.

Les coalitions ont donné des détails au sujet de leurs diverses interventions médiatiques, entre avril et décembre 2013, qui consistaient à défendre la politique de l'éducation et les difficultés de mise en œuvre. Ces détails révèlent qu'au moins ***interventions médiatiques ont été lancées***. La région Asie-Pacifique a été particulièrement active à cet égard. En Amérique latine, l'engagement de la coalition auprès des médias est limité par les autorités qui interdisent aux organisations membres tout caractère politique (en particulier au Nicaragua, où les membres utilisent les médias sociaux pour contourner cet obstacle).



Il est important de noter que la majorité des programmes télévisés propose un débat pour sensibiliser le public aux importants problèmes de l'éducation à l'échelle locale. De plus, certaines émissions diffusées à la télévision ou à la radio peuvent également être visualisées ou écoutées sur des sites Internet populaires, comme YouTube. Ce rapport ne peut pas détailler les 177 interventions médiatiques. Une base de données (les médias, la langue et la date de publication) complète de ces interventions, est disponible sur demande auprès du Secrétariat mondial. Quelques exemples de problèmes abordés sur l'EPT sont fournis ci-dessous :

Afrique:

- RDC: *Télévision Digital Congo - talk show 26 juillet 2013 :* Un débat entre le Ministre de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel et le coordinateur de la coalition

(Conept RDC). Les thèmes débattus : l'éducation technique et professionnelle, la gratuité de l'enseignement primaire, le financement et la mise en place du budget de l'éducation au niveau national et provincial, le suivi de la gouvernance et de la planification par l'Observatoire de l'Enseignement Indépendant – Ce programme est disponible sur le site de la coalition www.coneptrdc.org.

- Guinée-Bissau: *Radio Bombolom, Radio Jovem, Televisão da Guinée-Bissau RTGB, et No Pintcha journal le 9 et 16 janvier 2014* : Sensibilisation sur l'accès à l'éducation, la scolarisation des jeunes filles et le rôle de la société civile dans le développement du secteur de l'éducation. Diffusion en portugais et en créole.
- Malawi: *Presse écrite/ Radio Joy le 28 octobre/ 21 novembre 2013 :* Faire comprendre au public comment les retards de décret de la loi sur l'éducation ont ralenti les progrès dans le secteur de l'éducation; partager les résultats du suivi des dépenses publiques effectuées par la coalition. Diffusion en chichewa et en anglais
- Sénégal: *Radio programme 'En Classe!' chaque lundi* : Programme diffusé en français et centré sur les priorités de l'éducation et la formation.
- Togo: *Togo TVT, Télévision Nationale, Télévision Privée LCF, Télévision Deuxième TV2 et TV7 27 juin 2013:* 'Carnet Scolaire' – un programme hebdomadaire présenté sous forme de débats, de documentaires et de magazines, visant à accomplir les six objectifs de l'EPT, mais aussi à résoudre les problèmes de l'efficacité interne et externe du secteur éducatif (TVT). Cinq membres de la coalition ont été invités sur le plateau de l'émission pour discuter du problème de la pénurie d'enseignants.
- Zambie: *Déclaration de la presse le 15, 23 et 31 octobre 2013 :* 'Évaluation préliminaires du budget national 2014 (secteur de l'éducation)' – 'ZANEC condamne l'assassinat brutal d'un enseignant' – 'ZANEC félicite MTN et total Zambie pour le lancement du programme de stage en partenariat avec l'université'.

Asie-Pacifique:

- Bangladesh: Bangladesh : *Six quotidiens – The Star, New Age, Alokito, Manobjomin, Somokal and Amader in Bangla, 10 décembre 2013 : Promotion des droits à l'éducation pour la journée internationale des droits de l'homme.*
- Cambodge : *Radio Free Asia (RFA) 9 mai et 11 octobre 2013 :* Promotion en faveur de l'éducation pour les filles en langue khmer.
- Inde : *Naxatra News juin et juillet 2013* : Le coordinateur du plaidoyer a participé à une discussion en direct sur les questions de MDM, la situation des écoles publiques et les enfants non-scolarisés.
- Mongolie : *Star TV novembre 2013 :* Entretien avec des participants des régions rurales qui ont mené une évaluation collective sur le milieu scolaire.
- Papouasie-Nouvelle-Guinée : *NBC Radio Nationale Septembre 2013 :* Entretien avec le représentant de la coalition sur les faibles taux d'alphabétisation des femmes en PNG, diffusé en anglais et en tok pisin.
- Timor Leste : Radio Timor-Leste - RTTL décembre 2013 : Lancement du rapport de l'enquête sur l'alphabétisation, en langue tétum et portugais.
- Vietnam : *8 media écrit, y compris 2 journaux et 6 services d'actualité en ligne décembre 2013 :* Recommandations pour la réforme de l'éducation, y compris le système éducatif, les programmes, l'évaluation/épreuves, la formation des enseignants, la gestion et le financement de l'éducation et les ressources pour l'éducation.

Amérique-latine:

- République dominicaine : Communiqués de presse portant sur les questions soulignées par les bulletins de la coalition sur la mise en œuvre du budget du Ministère de l'éducation (MINERD) en 2012 – Bulletin 5 : 'l'évaluation du budget du système éducatif public pour la petite enfance 2008-2012', Bulletin 6 : 'Vision de l'ensemble du budget de l'éducation pré-universitaire pour 2013 : Réflexions sur les priorités budgétaires pour l'allocation de 4 % du PIB', Bulletin 7 : 'Le suivi de la mise en œuvre du budget MINERD de janvier à mars 2013', Bulletin 8 : 'Le suivi de la mise en œuvre du budget MINERD de janvier à juin 2013' et Bulletin 9 : 'Le suivi de la mise en œuvre du budget MINERD de janvier à septembre 2013'. Les médias ont intégré les publications périodiques des résultats des bulletins dans leurs politiques.

Moyen-Orient et Europe de l'Est:

- Albanie : *Albania Gazeta Republika (journal république) 16 septembre 2013 :* Un document de plaidoyer destiné à interpeler le gouvernement, en albanais, sur le caractère indispensable des manuels gratuits pour les enfants dans le besoin à travers l'Albanie.
- Somalie : *Radio Danan, Radio Dalsan et Voice of Democracy Radio 27 septembre et 31 décembre 2013:* Exprimer les préoccupations clés de l'EPT et présenter l'atelier de la coalition et les priorités de l'EPT.

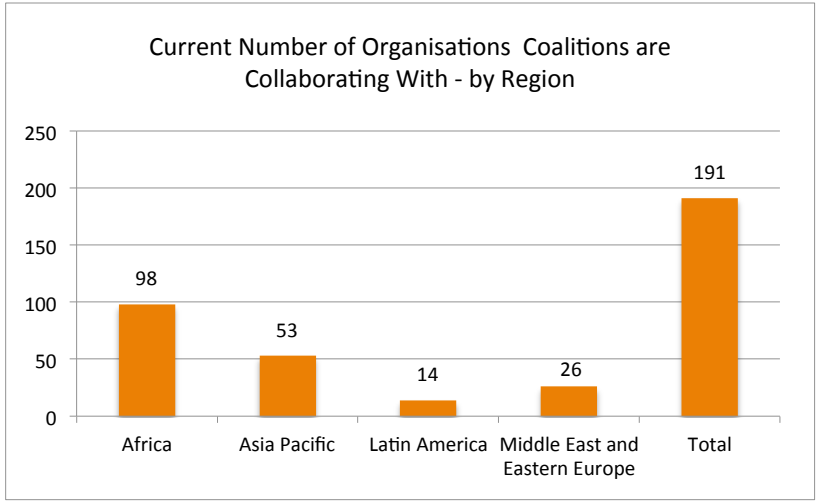
Les défis de l'engagement des medias:

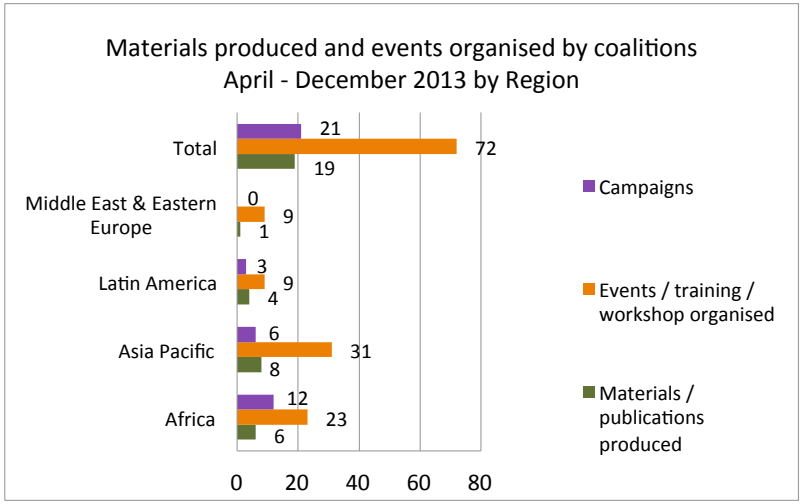
Malgré des situations difficiles auxquelles les coalitions ont dû faire face, les médias se sont largement mobilisés. Les problèmes les plus fréquemment rapportés sont les suivants:

- Le retard des fonds CSEF ont eu pour conséquence le retard de la mise en œuvre des activités prévues, notamment pour la participation du public et des activités de sensibilisation. Le retard a également réduit la qualité des évènements et des documents destinés à sensibiliser le public (la grande majorité des coalitions ont signalé cette limitation due au retard des fonds – affectant tous les résultats et les objectifs)
- Les régimes politiques restrictifs empêchant la société civile de critiquer/s'opposer/débattre publiquement sur les politiques de l'éducation – en particulier à Djibouti, au Honduras et au Nicaragua
- Les difficultés à organiser des partenariats durables avec les médias au niveau institutionnel. La cause : le manque d'intérêt pour l'EPT parmi les professionnels des médias, mais aussi les coûts et le temps requis pour maintenir l'engagement des médias (Bangladesh, Inde, Ghana, Guinée Bissau, Sénégal, Somalie, Togo, Zambie, Vanuatu, Vietnam).
- Le contrôle des médias sur le contenu, qui a pour conséquence la manipulation des déclarations et des positions de la coalition et/ou les médias choisissent de discuter de problèmes plus intéressants selon eux (Cambodge, Mongolie, Somalie).

Malgré ces limites, et en plus de ces activités médiatiques, **les coalitions collaborent et travaillent en partenariat avec au moins 191 autres parties prenantes.** Elles collaborent avec des partenaires du développement et des OINGS, par exemple, pour augmenter les niveaux de l'EPT et la sensibilisation sur des questions locales, mais aussi pour faciliter l'engagement des citoyens dans les débats sur l'éducation. De même, les

coalitions ont **préparé 19 publications** (y compris des brochures d'information, des vidéos et du matériel IEC. Elles ont aussi organisé au moins **83 campagnes et événements** (y compris les événements destinés au public, des tables rondes, des ateliers et des formations pour les groupes locaux de la société civile et les représentants des membres de la coalition). Les données réparties par région sont illustrées dans les figures ci-dessous :





Les campagnes et les événements publics, organisés par les coalitions, ont souvent été centrés sur les problèmes de l'EPT, traités au cours de la Semaine Mondiale d'Action, la Journée Internationale de la Fille, la Journée Internationale du Handicap, la Journée Internationale de 'Alphabétisation et la journée mondiale des enseignants. Ci-dessous, des exemples de campagnes et d'événements publics visant à faciliter la participation des citoyens dans les débats sur l'éducation[5] :

Afrique:

- Bénin : Événement en novembre 2013 – création de groupes d'enfants pour débattre et participer à des actions en faveur du DPE. Au final, 28 groupes d'enfants ont été créés parmi trois clubs régionaux (412 enfants)
- Burkina Faso : Des conférences publiques ont eu lieu dans 13 régions du pays, entre le 14 avril et le 9 mai 2013, sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants et des étudiants. Au total, 800 participants, y compris des enseignants, des parents, des responsables gouvernementaux, des parlementaires, des élèves et des partenaires techniques et financiers.

[5] La base de données de la CME avec les détails sur le type d'interventions, la date, le but, le groupe ciblé et le nombre de personnes impliqué - est disponible sur demande

- Gambie : Pays organisateur d'une campagne de sensibilisation du public sur les droits à l'éducation des filles, le 11 octobre 2013 (la Journée Internationale de la Fille). La coalition a aussi organisé un événement de sensibilisation sur les droits de l'éducation des personnes handicapées le 3 décembre 2013 (Journée Internationale du Handicap). Entre avril et décembre 2013, la coalition a également mené une campagne pour mettre en avant l'importance de la gratuité des frais scolaires dans les écoles primaires publiques.
- Lesotho : a organisé un atelier de formation sur le lobbying et le plaidoyer pour donner aux membres du réseau de la coalition les compétences nécessaires. Quarante représentants d'organisations membres de la coalition travaillant avec des jeunes et des personnes handicapées, ont participé à l'atelier, ainsi que des partenaires collaborant avec la coalition.
- Sierra Leone : Un événement lors de la Journée Mondiale des Enseignants le 5 octobre 2013 visant à expliquer au public les conséquences de la suppression de certains enseignants surnommés 'enseignants fantômes', particulièrement les enseignants ayant échoué à un exercice de vérification du Gouvernement. 1000 enseignants, 200 parties prenantes et OING ont travaillé ensemble pour renforcer le secteur de l'éducation.
- Zimbabwe : Pays organisateur d'une conférence publique le 18 décembre 2013 pour sensibiliser le public sur l'intérêt du DPE et la réalisation des objectifs de l'EPT. 100 parents et un large public ont participé à la conférence.

Asie-Pacifique:

- Bangladesh : Entre le 10-30 novembre 2013, la coalition a proposé des consultations locales et des campagnes dans huit lieux (Netrokona, Shirajgonj, Jamalpur, Bhola, Meherpur, Hobiganj, Khulna, and Gaibandha) qui ont été supervisées par Community Education Watch. Ces campagnes ont été organisées dans des lieux où le taux de scolarisation du primaire a augmenté mais où le taux d'abandon reste élevé. Elles se sont déroulées autour de trois événements : un salon de l'éducation, des séances locales d'interaction et un programme culturel dans chacun des huit lieux, ciblant 3 000 personnes (des élèves, des parents, des enseignants, des administrateurs locaux, des représentants des associations d'enseignants et des journalistes). Au total, plus de 28 000 personnes ont participé à ces manifestations.
- Indonésie : La coalition a organisé un séminaire (24 avril), un débat public (6 mai) et une discussion de groupe (13 décembre 2013), visant à mobiliser la participation des jeunes à la question de l'éducation et des enseignants qualifiés. L'évidence de la nécessité de proposer un enseignement de base pendant 12 ans a également été évoquée. Au total, 317 jeunes, enseignants, parents, universitaires et représentants d'ONG étaient présents.
- Népal : Une campagne de mobilisation de masse appelée « Un milieu d'apprentissage de rêve » a été organisée entre le 26 août et le 30 septembre 2013 pour préparer la Journée Internationale de la Fille. Pour cette campagne, NCE-Népal a coopéré avec l'UNICEF dans plus de 35 districts à travers le pays. C'était une initiative conjointe du gouvernement, des ONG nationales et internationales, des médias et d'autres acteurs de l'éducation. L'objectif était d'offrir un lieu de parole aux élèves (filles et garçons), tout particulièrement les adolescents, dont les adolescents étudiant dans les Centres d'apprentissage communautaire (CTC) et ceux non-scolarisés, pour qu'ils s'expriment sur l'idée qu'ils se font d'un milieu d'apprentissage de qualité, ainsi que sur les défis auxquels ils auront à faire face pour réaliser leurs rêves. Plus de 50 000 adolescents de 35 districts ont participé à une enquête de perception Milieu d'apprentissage de rêve

(DLE). Les résultats de l'enquête ont été partagés pendant la Journée internationale de la fille, avec les décideurs politiques et autre parties prenantes. Les résultats ont été qualifiés de « révélation pour tous les intéressés ».

- Papouasie-Nouvelle-Guinée : Au cours du mois de novembre 2013, la coalition a élaboré des documents d'information, d'éducation et de communication sur les objectifs de l'EPT dans le contexte local. Les documents ont été conçus avec les populations locales pour recueillir leurs anecdotes concernant l'éducation et les présenter. Les documents seront publiés et distribués lorsque le financement sera garanti.
- Iles Salomon : La coalition a organisé un forum de discussion publique en août 2013, en collaboration avec une école secondaire de deuxième cycle à Honiara. Le but de ce forum était de discuter avec les élèves des problèmes d'alphabétisation des jeunes, de l'emploi, du chômage et des qualifications. Il était aussi question de leur présenter une étude comparative présentant le niveau d'alphabétisation des jeunes qui restent à l'école et de ceux qui ont abandonné l'école. Quatre-vingts élèves ont participé activement au forum.

Amérique latine :

- Nicaragua : La coalition a organisé des événements autours des problèmes des enseignants en avril et mai 2013, en lien avec la Semaine mondiale d'action. Ces événements ont attiré l'attention des médias (dont 10 radios nationales, 10 radios communautaires, 5 chaînes de télévision, 4 journaux et 3 médias numériques).

Moyen-Orient et l'Europe de l'Est :

- Albanie : La coalition a organisé un événement public le 24 avril 2013, au cours duquel les membres du Parlement albanais se sont réunis avec les enfants pour discuter des problèmes de l'éducation. Ce forum a eu lieu à l'école Fishta Gjergi à Tirana. L'objectif de cet événement était de réunir les politiciens et les enfants pour échanger leurs idées et préoccupations, ainsi que de discuter des opportunités pour garantir le droit de tout enfant à l'éducation. Environ 120 personnes ont participé, y compris des enfants, des parents, des représentants du gouvernement et des politiciens.
- Somalie : La coalition a organisé un atelier inclusif sur l'éducation pour sensibiliser le public en décembre 2013. Des organisations faîtières, qui ont participé à cet atelier et gèrent au moins 50 écoles, se sont engagées à fournir un enseignement gratuit de l'éducation primaire pour tous les enfants d'handicapés qui souhaitent retourner à l'école.

Le tableau ci-dessous donne quelques exemples des coalitions ayant vu des changements suite à l'engagement avec les médias et les interventions publiques. Les exemples apportent une indication sur les **progrès de l'objectif d'apprentissage 1** *: les membres CSEF étudient (par le partage) des stratégies efficaces pour renforcer la participation politique et 'influencer la politique et le dialogue au niveau national.* Des repères sont également utiles pour **l'objectif d'apprentissage 2** : *les membres CSEF étudient (par le partage) les problèmes sur lesquels les activités de l'objectif 1 ont eu le plus d'influence, par exemple, le droit à l'éducation, le financement, la responsabilité sociale) au niveau national*, ainsi que **l'objectif d'apprentissage 5** : *CNEs et les régions suivent l'efficacité des activités de sensibilisation et de mobilisation du public, notamment les thèmes de l'EPT qui suscitent et dynamisent la participation des principales parties prenantes et sont mis en évidence dans les propositions politiques de la société civile.*

Région	Pays	Exemples illustrant comment l'engagement avec les médias et les interventions publiques entraînent le changement
Afrique	RDC	La sensibilisation sur l'éducation de la petite enfance a contribué à de vrais changements qui ont poussé le gouverneur de la province du Bas-Congo à prendre la décision de contribuer à l'extension de l'éducation de la petite enfance dans la province ; la loi sur l'organisation de l'éducation nationale, qui actuellement révisée par le parlement, oblige l'éducation préscolaire.
	Ghana	Les plateformes de média ont renforcé la campagne de GNECC sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, en particulier sur le déploiement/rationalisation des enseignants. La campagne a contribué, de manière non-négligeable, à une forte reconnaissance du problème de déploiement et un soutien du public pour mettre pression sur le gouvernement afin de résoudre les problèmes liés à la disponibilité et à l'absentéisme des enseignants dans les écoles publiques élémentaires.
	Lesotho	Les activités de la SMA, facilitées par la coalition CEF, ont contribué au rassemblement des trois syndicats d'enseignant. Les syndicats ont travaillé ensemble afin de défendre les enseignants du pays. Dans les discussions qui ont suivi, les syndicats ont aussi abordé le thème du programme scolaire et de l'intégration. Ces discussions ont par la suite donné lieu à un Comité Thématique appelé 'Groupe du Programme Scolaire'.
	Sénégal	Les activités et les résultats de la coalition sont diffusés par les médias et rendus publiques, avec un accent mis sur les objectifs de la campagne. Cela a entraîné des débats publics réguliers qui permettent aux participants d'avoir accès à des informations correctes sur la politique de l'éducation. En outre, les médias sociaux (Facebook, YouTube, et www.cosydep.org) ont généré une forte mobilisation des citoyens pour améliorer les politiques et les pratiques dans l'enseignement.
	Sierra Léone	Un programme médiatique a attiré de nombreux appels. Les personnes se sont exprimées par rapport à leur point de vue par rapport aux enseignants et à l'éducation de leurs enfants. Les commentaires du public lors de la discussion à la radio du soir ont étaient positifs. Le public a apprécié la liberté de s'exprimer et partager leurs opinions. Ceci indique que le public soutien les enseignants et valorisent leurs services.
	Togo	L'engagement des médias a permis au public général d'être informé par rapport aux objectifs de l'EPT ainsi que leur rôle et leurs responsabilités d'assurer la mise en œuvre de l'EPT. De plus, les médias et le public sont de plus en plus conscients des bénéfices de la coalition. Lors de la révision du plan sectoriel de l'éducation 2014-2016, la coalition a montré sa connaissance approfondie sur les problèmes de l'éducation. Leurs propositions ont été prises en compte dans le document final, validé le 27 décembre 2013.
	Zambie	L'engagement des médias a assuré la diffusion des positions de la coalition ZANEC et de son travail. Par conséquent, ZANEC a été reconnu comme un acteur majeur dans le secteur de l'éducation. ZANEC est maintenant plus souvent invité par le gouvernement à participer à des processus et des discussions importantes. Les enfants des communautés dans les provinces visitées pendant la campagne (les provinces de l'Est, du Nord-Ouest, du Nord et de l'Ouest) peuvent maintenant être accueillis à des centres d'apprentissage grâce à la reconnaissance de l'Education et le Développement de la Petite Enfance (ECCDE). Les communautés sont également capables d'engager leurs dirigeants locaux. De plus, la sensibilisation sur la loi de la profession de l'enseignant, plus particulièrement sur l'hébergement dans les établissements de l'enseignement supérieur, a abouti à une prise de parole publique sur ce problème. Par conséquence, le gouvernement a accéléré ces actions pour augmenter le nombre de logements.

Asie-Pacifique	Bangladesh	Le dialogue et les actions stimulés par les medias sur les problèmes de l'éducation, ont contribué aux résultats suivants : augmentation des inscriptions, des horaires de travail plus efficace pour les enseignants, une amélioration de la nationalisation du service des enseignants et une augmentation des discussions sur le 'eve teasing' et le mariage précoce.
	Cambodge	Le public a indiqué qu'il était très intéressé par les sujets présentés par les programmes de radio organisés par la coalition

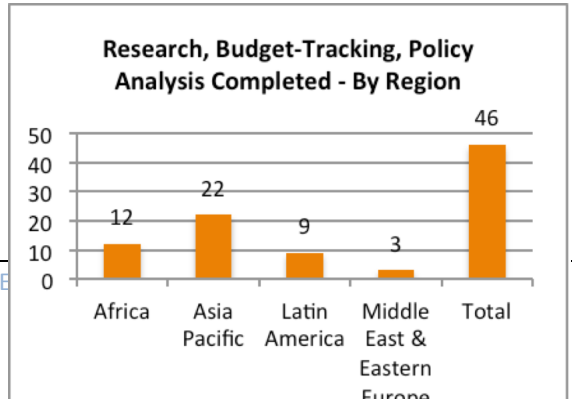
		(NEP). Les séances d'appel au cours de ce programme, ont stimulé beaucoup de discussions et l'audience a beaucoup appris par rapport aux problèmes de l'éducation. Nous avons contribué à la sensibilisation des salaires des enseignants. Les personnes sur Facebook ont indiqué ne pas savoir que les salaires étaient si bas. Depuis, nous avons commencé notre propre page Facebook et le public est devenu plus favorable à l'augmentation des salaires des enseignants. Le public est également devenu plus impliqué dans les protestations à ce sujet.
	Inde	La sensibilisation des médias sur les questions de l'éducation a augmenté. Certaines maisons de presse ont continué cette sensibilisation à travers leurs chaînes de télévision/journaux. Les nouvelles sur l'éducation sont maintenant plus accessibles par la presse écrite et aussi les médias électroniques. La coalition (CNE) a également augmenté la sensibilisation sur les droits de l'enfant lors d'une discussion à la télévision. Après une audience publique, le Département de l'éducation a élaboré un processus pour recenser les enfants non-scolarisés. Les communautés ont également exigé l'identification des enfants qui n'ont pas reçu de service de santé prévu par les programmes de santé de l'état. Les autorités ont pris en compte ces remarques. Les communautés se sont également élevées pour la mise en œuvre de la loi sur le droit à l'éducation dans les lieux où la coalition est intervenue.
	Mongolie	Une augmentation de la reconnaissance de la coalition : par exemple, la coalition a été invitée à partager des articles sur l'éducation via le bulletin des Ecoles Ouvertes et le site Gogo.mn. Les médias ont interviewé les participants des provinces du forum sur l'éducation, augmentant l'attention des communautés locales sur les problèmes de l'éducation auxquels ils sont confrontés. Nous engageons les jeunes dans notre travail analytique et dans la facilitation des forums. Les membres des centres de la jeunesse démocratique ont beaucoup participé, facilitant les séances du forum de l'éducation organisé par la coalition. Par conséquent, les participants des provinces nous ont invités à organiser des formations, notamment pour les employés des ONG et les enseignants. Ils voulaient que plus de personnes soient au courant des problèmes de l'éducation. Les participants de l'atelier sur le suivi et l'analyse budgétaire ont indiqué leur souhait de faire un suivi du budget de la cantine et de l'uniforme des élèves.
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	La relation entre PEAN et le Département de l'Education s'est améliorée. Depuis nous avons été fortement sollicités par les membres supérieurs du Ministère pour les questions non-couvertes par les institutions formelles.
	Iles Salomon	Les campagnes de sensibilisation via les médias ont permis le partage d'information au niveau local. La coalition a utilisé la radio nationale pour une émission sur l'EPPE qui a été diffusée dans tout le pays. Des personnes de différentes provinces ont téléphoné pour participer aux discussions de l'émission.
	Timor Leste	Grâce aux journaux locaux, le Ministère de l'éducation et le Parlement National ont été informés de la position de la collation TLCE sur les questions clés de l'éducation. L'utilisation de la vidéo pour le plaidoyer a été appréciée par le Ministère de l'éducation et par d'autres parties prenantes.
	Vanuatu	Les émissions de radio hebdomadaires ont un impact positif à travers le pays. Plus de personnes soutiennent le Ministère de l'éducation afin d'atteindre les objectifs de l'éducation.
Amérique Latine	République Dominicaine	Les médias publient régulièrement un document présentant les résultats des bulletins sur nos problèmes d'éducation.

	Nicaragua	Depuis l'engagement des médias, la coalition (FEDH-IPN) est systématiquement consultée pour les discussions sur les questions éducatives. Nous avons développé une alliance permanente avec les journalistes couvrant le secteur de l'éducation. En effet, les médias liés au gouvernement ne diffusent pas nos activités. Cependant, les journalistes de ces médias nous contactent pour récupérer des informations sur nos activités et nos documents de promotion. Nous mobilisons plus de journalistes et de médias pour documenter la campagne de la Semaine Mondiale d'Action pour l'éducation.
Moyen-Orient et l'Europe de l'Est	Albanie	Grâce aux médias, certaines organisations locales ont pris conscience de la mission et du travail de la Coalition albanaise. Ces organisations ont demandé plus de renseignement et ont fait une demande pour devenir des collaborateurs de la coalition dans leurs régions respectives. La publication de nos initiatives médiatiques a également attiré l'attention du Ministère de l'Education ainsi que d'autres Ministères. Ces Ministères ont rassemblé autant d'informations que possible afin d'optimiser leurs propres initiatives éducatives.
	Yémen	L'engagement des médias est important pour sensibiliser à grande échelle. Les succès médiatiques ont été les discussions sur les enfants qui ont abandonné l'école, le droit des filles à l'éducation et l'alphabétisation (éducation des adultes).
	Somalie	Depuis, le public est mieux informé. Nous pouvons atteindre plus de bénéficiaires indirects par les médias. Nous utilisons les sites d'actualités, tels que hiiraanonline et radio Dalsan ou allafrica.com, pour diffuser nos informations. Le public et le gouvernement sont déjà bien informés de nos actions de sensibilisation grâce aux médias.

Objectif 3: Initiatives de recherche, de suivi et d'analyse de haute qualité:

RA 3.1: La recherche et les exercices de suivi de toutes les coalitions de la société civile de l'éducation dans un des thèmes suivant : (i) le budget, les finances, les dépenses, (ii) la gouvernance, la transparence, la responsabilité sociale, ou (iii) une politique auto-choisie relative à l'EPT. Exercices de suivi peuvent surveiller les dépenses, la mise en œuvre des politiques ou un autre service de l'éducation, tels que l'équité ou la qualité.

Au cours de la période sous revue, les coalitions ont lancé et/ou complété 46 études (beaucoup sont en cours). Le tableau ci-dessous présente ces études ordonnées par région ; une liste complète est disponible au Secrétariat de la CME, avec les détails sur les titres, les thèmes et les partenaires qui ont collaboré.



NB: le tableau ci-dessous, dans la partie RA 3.2, présente de nombreuses études réalisées avant décembre 2013, y compris leur fonction dans le plaidoyer et les résultats émergents.

RA 3.2: Les preuves du RA 3.1 sont utilisées pour le plaidoyer, la participation politique et la mobilisation de la coalition. Les coalitions nationales créent du changement spécifique en politique, législation ou en pratique via le plaidoyer et les activités de suivi.

Compte tenu du fait que le programme officiel a commencé il y a 6 mois et que de nombreuses activités ont été retardées, la plupart des études et des exercices de suivi ne sont pas terminés et ne peuvent donc pas être utilisés pour la mobilisation et le plaidoyer. Cependant, certaines études ont eu des débuts très impressionnants. Le tableau ci-dessous liste les 12 études qui ont été réalisées et utilisées dans le plaidoyer avant décembre 2013, y compris les détails de leur fonction dans le plaidoyer et les résultats émergents (le cas échéant) en terme de changement dans la législation, la politique ou la pratique.

Coalition	Thème de la recherche	Fonction pour le plaidoyer, la politique et la mobilisation	Résultats émergeants (le cas échéant)
GNECC -Ghana	Pénurie d'enseignants dans les écoles élémentaires publique du Ghana	La recherche sur la pénurie d'enseignants a été utilisée par la coalition pour ses documents de position, ses communiqués de presse et ses commentaires médiatiques sur le budget national 2014	Ghana Education Service a pris des mesures pour combler les manques d'enseignants dans les quartiers défavorisés. Arrêts des indemnités pour les enseignants stagiaires afin d'augmenter la capacité des collèges formateurs pour les enseignants (Augmentation de 9000 en 2012 à 15000 en 2013)
CSEC-Malawi	Le coût caché de l'enseignement gratuit du primaire	Partagé avec le gouvernement	Le gouvernement a assuré prendre en compte les questions (conclusions) soulevées.
ZANEC – Zambia	L'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie commune pour l'égalité des sexes. Exercice de suivi	L'analyse de l'étude ZANEC a été utilisée pour développer la position de la coalition sur le budget. ZANEC a le sentiment qu'une augmentation d'allocation de 17,5% en 2013 à 20,2% en 2014 est plausible. ZANEC a profité de cette occasion, pour	Le gouvernement a remis en place le comité thématique sur le genre ; renforcement de la politique de réintégration.

	budgétaire	souligner la nécessité d'augmenter le financement des programmes d'éducation, tels que les matériaux d'apprentissage, le recrutement des enseignants et l'infrastructure, plutôt que les salaires. Les conclusions tirées de l'étude sur le système de bourses et de prêts, ont été utilisées pour engager le gouvernement dans les mécanismes du programme de prêts afin d'assurer l'équité et un meilleur accès à l'éducation pour tous les élèves qui le méritent.	
NEP -Cambodia	Suivi des dépenses publiques dans l'éducation primaire	NEP Cambodia a utilisé ses recherches sur la pénurie d'enseignant et les salaires pour la campagne SMA	Le Ministère de l'éducation, des jeunes et du sport a accepté la proposition NEP sur le renforcement des capacités du personnel de l'éducation, en termes d'outils Excel conçus par NEP pour assurer une répartition équitable du budget des écoles.
NCE - India	Rapport sur la mise en œuvre de la loi sur le droit à l'éducation dans le district de Boondi au Rajasthan	NCE-Inde utilise leur rapport sur la mise en œuvre de la loi sur les droits à l'éducation pour renforcer l'engagement des décideurs politiques et des Ministères.	Une audience publique a eu lieu dans le district de Boondi au Rajasthan. Toutes les études de cas de la recherche ont été présentées. Il y a eu des débats sur les stratégies pour intégrer les enfants non-scolarisés à l'école.
PEAN - Papua New Guinea	Impactes et meilleures pratiques pour les fournisseurs de service d'alphabétisation des adultes	Présenté au gouvernement	Le département de l'éducation a recommandé que l'alphabétisation des adultes soit une stratégie pour le Développement Humain Intégral ; le département a demandé à PEAN de présenter un document sur les stratégies alternatives pour l'alphabétisation des adultes.
Foro Socioeducativo - Dominican Republic	Le suivi du budget du Ministère de l'éducation – bulletins par l'initiative Watch	'Education Watch' est devenu un outil de contrôle social très répandu, utilisé pour le plaidoyer. 'Education Watch' est pour de meilleurs investissements et une allocation de 4% du PIB pour le budget de l'éducation. C'est devenu un outil incontournable pour fournir des informations clés à d'autres mouvements. Le positionnement du cadre du Forum sur Education Watch est indépendant et autonome du Ministère de l'Education ; Cependant, cet outil stratégique a amélioré les relations entre la coalition et l'Etat.	Le MINERD a adapté ses pratiques d'inscription et le contrôle budgétaire. Le bureau de la planification de l'éducation a amélioré sa procédure de collecte de données et de documentation.
FEDH-IPN - Nicaragua	L'éducation inclusive	FEDH-IPN a utilisé sa recherche, particulièrement les recommandations, pour sa position publique sur divers thèmes de l'éducation nationale, y compris le budget, l'intégration, l'éducation interculturelle et la formation des enseignants, entre autres.	Les études de cas d'adolescentes enceintes, des enfants qui travaillent (filles, garçons, adolescents) et les personnes à risque de faire partie du trafic des êtres humains, ont permis à la communauté éducative de s'intéresser à la réintégration de ces garçons, filles et adolescents dans le système scolaire.
ACCE - Albania	Rapport d'évaluation sur	L'ACCE a utilisé leur rapport d'évaluation pour les	Le Ministère de l'éducation a utilisé certaines de nos

	l'éducation pré-universitaire en Albanie	nouvelles réformes éducatives mises en œuvre par le Ministère de l'éducation.	recommandations pour élaborer le Code de conduite des enseignants et des élèves.

Objective 4: Apprentissage et collaboration transfrontalier

RA 4.1: Les Secrétariats régionaux et le Secrétariat mondial assure que les connaissances et les expériences des coalitions nationales sont collectées, documentées et partagées à l'ensemble de la coalition ; par exemple CSEF surveillera le progrès des 'objectifs d'apprentissages' et diffusera les résultats tous les six mois.

Travail mondial sur l'apprentissage: Une importante contribution au développement du cadre et du système de l'apprentissage, du suivi et de l'évaluation (LMEF) fut le vaste processus de consultation. Ce cadre a été développé grâce aux contributions des CNEs, des Secrétariats régionaux, du Secrétariat mondial ainsi que de l'UNESO et du GPE. Ce rapport met en avant le travail de LMEF qui consiste à générer et à soutenir la mise en œuvre d'un apprentissage basée sur des preuves et sur la création de connaissances. Des leçons émergent du processus de la collecte de données (la saisie, l'analyse, la documentation et les rapports) et optimisent le cadre. A cet égard, les coalitions et les Secrétariats régionaux, ainsi que l'UNESCO ont été sollicités pour leurs expériences, ainsi que pour les perspectives de mise en œuvre du cadre et du système de cette première période du programme. Pour la prochaine période, les données recueillies par ce système, seront partagées et utilisées pour l'élaboration d'outils et de documents d'apprentissage sur les meilleures pratiques et les défis communs.

En plus du cadre LMEF, un élément clé du travail mondial pour faciliter le partage a été le forum multilinguistique (dont les phases initiales de développement ont été financées par une autre subvention). Comme il s'agit d'un nouvel outil pour les coalitions CSEF, et est assez complexe (discussions ont lieu dans le forum plutôt que par mail, avec traduction automatique et un code d'accès pour chaque participant), nous avons décidé de commencer par un projet pilot, avec de petits groupes. L'objectif est de rendre l'utilisation de l'outil très facile. Deux groupes de discussion ont été initialement lancés avec la participation des représentants de la Gambie, le Vietnam, ACEA, ANCEFA et ASPBAE. Suite au projet pilot, un certain nombre d'ajustements ont été faits. Toutes les coalitions auront accès au forum début 2014.

Entre temps, les Secrétariats régionaux ont facilité le partage d'expériences/publications/leçons entre coalitions grâce aux initiatives suivantes :

Afrique: Le Secrétariat régional recueille les expériences des coalitions par des réunions en face-à-face, ainsi que par les forums tels que la réunion du Big Push tenue à Dakar. Il utilise les services en ligne (comme les mails électroniques et le site web d'ANCEFA) et examine les

rapports des coalitions, sollicitant parfois des informations supplémentaires. Le Secrétariat documente également les bonnes pratiques. Il a mis en valeur, par exemple, le progrès de la coalition du Malawi par rapport au travail de plaidoyer avec les Réseaux District de l'Education (DEN). Le Secrétariat organise également des réunions et des plateformes d'apprentissage et de partage, comme l'atelier régional DPE avec le soutien d'OSISA. De plus, L'ANCEFA établit un forum annuel pour avoir un impact sur l'apprentissage et la politique. Avec ce forum, les coalitions, coordinateurs, les officiers du plaidoyer et les partenaires pourront partager leurs expériences sur la mise en œuvre de leur projet sur une année entière. Le Secrétariat a également facilité les programmes d'apprentissages transfrontaliers, tel que le soutien de la Zambie pour la Namibie. Le Secrétariat a également créé un forum mondial pour le partage des mails électroniques appelé 'bwalo-la-ANCEFA'. Ce forum a été conçu pour partager des informations récentes à partir de débats politiques régionaux et mondiaux sur l'éducation.

Asie-Pacifique: L'ASPBAE rassemble les expériences et l'apprentissage des coalitions par: des ateliers et des consultations régionaux et sous régionaux, des rapports d'évènement et des rapports exigés par CSEF. En 2012, l'ASPBAE a également produit un rapport et un dvd intitulé 'persuader les puissances', mettant en valeur les bonnes pratiques et les leçons tirées des coalitions. Ces outils ont été utilisés pour promouvoir à la fois le travail des coalitions et le travail du CSEF. Un rapport de suivi de 2013 était presque terminé à la fin de l'année. L'ASPBAE encourage régulièrement les coalitions via des vidéos, photos, rapports et par la distribution d'échantillons à des événements régionaux. L'ASPBAE informe les coalitions de la disponibilité de rapports et publication. Le bulletin mensuel d'ASPBAE et le site web fournissent également des informations sur les activités des coalitions, la recherche et autres publications.

Amérique latine: Pour recueillir les expériences et l'apprentissage des coalitions, le Secrétariat régional, CLADE, met en place une Mémoire Système et Processus d'Apprentissage www.campanaderechoeducacion.or/fresce. CLADE utilise également ses bulletins, les services en ligne, les réunions et les forums régionaux. Le Secrétariat recueille également les rapports partagés par les coalitions.

Moyen-Orient et Europe de l'Est: Le Secrétariat régional (ACEA) a développé divers outils pour faciliter le partage d'expériences entre coalitions, y compris le site web de l'ACEA qui présente le travail de toutes les coalitions, l'actualité, des photos, des vidéos, la recherche, des histoires de réussite, etc. Le site est constitué d'un espace qui met en valeur les activités et les réalisations de chacune des coalitions. Il y a également un espace pour les publications éditées par l'ACEA ou par des parties internationales ; les coalitions sont alertées par courriel pour les nouvelles publications. Le site comprend également un portail de ressources. L'ACEA a une page Facebook, qu'elle considère être un moyen pratique pour faciliter l'interaction entre les coalitions et pour partager les meilleures pratiques sur le renforcement des efforts de plaidoyer. L'ACEA encourage également l'interaction entre les coalitions aux événements tels que les conférences et les ateliers. Les membres peuvent ainsi partager leurs expériences directement et distribuer leurs publications.

Exemples de documents/publications basés sur les expériences et les leçons des coalitions afin d'améliorer le partage des connaissances entre les coalitions (Ces documents ont été élaborés ou sont en cours d'élaboration par les Secrétariats) :

Afrique	• Un document d'**étude** de cas préparé à partir des **expériences de 12 pays**, avec la CME
Asie-pacifique	• L'ASPBAE a élaboré une deuxième version de la publication 'persuader les puissances' 2012, en utilisant des études de cas et des leçons des coalitions d'Asie-Pacifique
Asie-pacifique	• L'ASPBAE a contribué à deux études de cas dans la publication ACFID (à paraître en Mars 2014) intitulée 'la portée, les relations et les résultats ; les

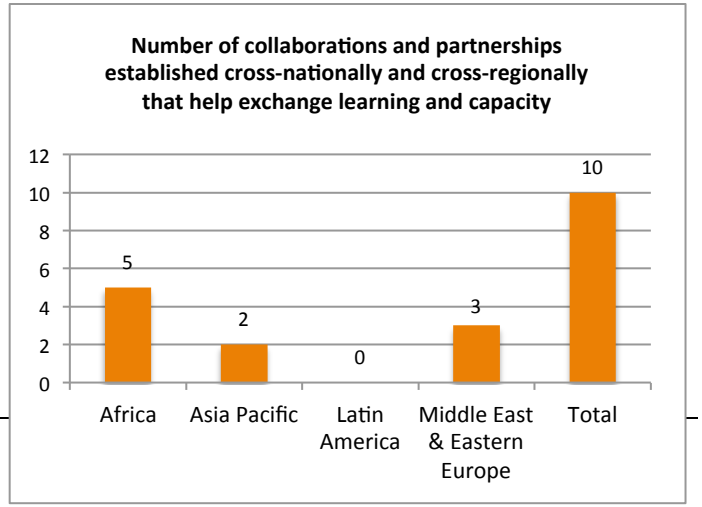
	résultats éducatifs des ONG australiennes'
Amérique-latine	• **Publication de plaidoyer** de la société civile (novembre 2013) sur le droit à l'éducation et l'apprentissage– Histoires d'Amérique latine et des Caraïbes, Volume 2 (www.campanaderechoeducacion.org/v2/es/publicaciones/clade/publicaciones-tematicas.html) - qui regroupe les expériences et l'apprentissage des coalitions nationales (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Haiti, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou et République dominicaine).
Amérique-latine	• **Le system mémoire et apprentissage** (www.campanaderechoeducacion.org/fresce), présente des études de cas, leçons et expériences des coalitions CSEF sur le renforcement des capacités, le plaidoyer pour le droit à l'éducation, la participation au forum politique sur les droits.
Moyen-Orient et Europe de l'Est	• **Le bilan des récoltes pour 2009-2013** récapitule les efforts des coalitions pendant ces quatre années. Le travail et les réussites des coalitions sont présentés afin d'encourager les coalitions à poursuivre leurs efforts. Ce rapport sera donc un bon outil pour obtenir le soutien national, régional et international. Une version en arabe a été distribuée aux membres de l'ACEA pour qu'ils commentent au sujet de leur travail. Une version en anglais est en cours de traduction. Une version complète en anglais et en arabe sera publiée bientôt.
Moyen-Orient et Europe de l'Est	• **Six histoires de réussites** provenant de deux coalitions CSEF (le Yémen et le Soudan) ainsi que quatre coalitions non-CSEF (Jordanie, Liban, Egypte et Palestine) ont été partagées avec les membres afin de motiver d'autres coalitions à partager leurs expériences et leurs meilleurs pratiques. Ces histoires seront aussi incluses dans le bilan des récoltes pour soutenir les efforts d'ACEA en termes de plaidoyer.
Global	• **Etude de cas de bonnes pratiques :** La CME a collaboré avec les coalitions CSEF pour recueillir les histoires de bonne pratique pour une brochure d'étude de cas africaine. L'accent est mis sur l'engagement de la coalition du Burkina Faso dans les processus de planification du secteur de l'éducation et l'engagement de COSYDEP (Sénégal) à abolir le système négatif de recrutement des enseignants. Ce document a été partagé à toutes les coalitions CSEF et est disponible en ligne. • **Le travail des coalitions sur la responsabilité sociale:** Un premier document a été élaboré pour présenter de bons exemples de travail sur la responsabilité sociale (y compris les enquêtes de suivi des dépenses publiques au Malawi ; le suivi et l'analyse du budget communautaire au Nicaragua ; L'utilisation des médias pour mettre en évidence les incohérences dans les dépenses au Bangladesh ; et une nouvelle initiative Education Watch au Kenya). Ce document provisoire va être remplacé par un/des document(s) d'apprentissage complet(s) au cours de l'année 2014.

Au cours de cette période, au moins **10 collaborations et partenariat ont étaient établie entre les pays et les régions** pour faciliter l'échange d'apprentissage et de capacité. Il est important de noter que de nombreux ateliers et événements régionaux ont également contribué à renforcer et à étendre l'apprentissage, la collaboration et le développement de partenariat. Ces activités sont présentées après dans la partie objectif 4. La figure et les notes ci-dessous font référence aux initiatives de collaboration volontaire et de développement de partenariats :

ANCEFA:

- A lié la coalition de Malawi à la coalition de Botswana pour encadrer et soutenir
- A lié la coalition de Zambie à la Coalition de la Namibie pour encadrer
- A lié la coalition du Lesotho à la coalition de la Zambie pour les opérations des Comités thématiques
- A lié la coalition du Sénégal à la coalition de Mauritanie pour le soutien
- A lié la coalition de Burkina Faso à la coalition de Djibouti pour le soutien

ASPBAE:



- A facilité les réunions entre les OING, membre du comité de financement régional (CFR), et les représentants des coalitions. Deux réunions ont eu lieu dans cette période – à la consultation régionale de Manille en juillet et à la consultation régionale de Jakarta en décembre 2013 au cours desquelles les membres du CFR de Plan, Save the Children, ActionAid et Open Society Foundations ont discuté avec les représentants des coalitions. Ces OING ont depuis acquis une meilleure idée du travail et du personnel des coalitions et pourront donc influencer positivement les décisions du CFR, ainsi qu'avisé leur propre organisation.

- A réuni un représentant de deux OING, Plan et ChildFund, au Sri Lanka en octobre 2013, pour reconstruire la coalition du développement de l'éducation (CED). Les deux représentants étaient motivés pour soutenir cette action dans le futur.

ACEA:

- Tous les membres d'ACEA ont participé pour la réforme de l'enseignement à la Conférence du Monde Arabe menée par l'ACEA le 27-30 avril 2013. Cette conférence a permis aux coalitions de créer des réseaux avec les organisations internationales présentent (par exemple, Foundation for Future, la CME, DVV international, Oxfa Novib et l'Internationale de l'Education).

- Pendant la visite du Secrétariat ACEA au Yémen le 13-16 juillet 2013, ACEA a facilité la collaboration entre la coalition de Somalie, Soudan et Yémen afin de finaliser et renforcer leurs propositions, en prenant en compte évidemment les commentaires du Comité de financement régional.

- Le Secrétariat mondial de CSEF et l'ACEA ont profité des ateliers sur la gestion financière et le plaidoyer en octobre 2013 au Yémen, afin d'organiser une réunion pour partager leurs expériences (22 octobre). 6 coalitions étaient présentes (Albanie, Géorgie, Moldova, Somalie, Soudan et Yémen). Le but de la réunion était d'établir une structure cohérente pour partager et communiquer entre pays et région.

RA 4.2: Les Secrétariats régionaux et le Secrétariat mondial assurent que les coalitions nationales reçoivent un soutien technique et un soutien de gestion en fonction des besoins exprimés et évalués. NB : Les coalitions seront intéressées par l'application des propositions à rendre aux Secrétariats régionaux.

Une des priorités du CSEF est de fournir un soutien de capacité et faciliter l'apprentissage. Les entités régionales et mondiales ont organisé des activités de renforcement et d'apprentissage en accord avec les besoins identifiés (y compris par auto-évaluation) lors du développement des propositions nationales. Les quatre Secrétariats régionaux ont mis en place un plan de renforcement des capacités en accord avec les intérêts exprimés par les coalitions dans leur proposition. Chaque Secrétariat régional a recueilli des données sur les thèmes de l'éducation, les compétences techniques et le type de support de capacité sollicité par les coalitions nationales. Le tableau ci-dessous indique qu'à partir d'avril 2013, il y a eu une demande de renforcer les capacités pour 17 thèmes/sujets ainsi que 12 compétences techniques :

Thèmes éducatifs	Compétence technique
1. L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP)	1. Gouvernance
2. Privatisation de l'éducation	2. Renforcement des capacités, réseautage, renforcement des alliances et la gestion des intervenants
3. Qualité de l'enseignement, les réalisations – le suivi et la mesure des indicateurs	3. Stratégie de campagne et de plaidoyer – y compris technique de communication stratégique et engagement avec les médias
4. Rétention et transition	4. Améliorer les systèmes de gestion de financement, l'utilisation de logiciels et le suivi budgétaire
5. Processus politiques de l'éducation mondiale – GPE et GLE	5. Gestion du cycle de projet, y compris planification et les rapports
6. L'institutionnalisation du droit à l'éducation par législation et la révision de la constitution. Par exemple, loi sur l'éducation/approches	6. Recherche (collecte de données, analyse, rédaction)
7. L'analyse et le suivi du budget national de l'éducation	7. Planification stratégique
8. Les problèmes des enseignants	8. mobilisation des ressources, collecte de fonds (rédaction de proposition et la gestion des partenariats) et la viabilité financière
9. Le financement de l'éducation	9. Le rôle de coordination du Secrétariat
10. La responsabilité dans la gestion des ressources de l'éducation	10. Planification, gestion et le suivi/évaluation en fonction des résultats
11. L'éducation des filles et l'équité entre les genres	11. rédaction de rapport
12. Le handicap et l'intégration	12. Analyse politique et compétence d'engagement
13. Processus pour ajouter l'engagement politique au nouveau calendrier de l'éducation et du développement post-2015	
14. Alternatives d'enseignement par rapport à l'éducation formelle	
15. L'éducation secondaire	
16. L'éducation non-discriminatoire	
17. L'éducation laïque	

Le Secrétariat mondial s'est appuyé sur ce recensement des besoins afin de développer un plan du renforcement des capacités et de l'apprentissage (Voir annexe 4).

Les partenaires mondiaux et régionaux du CSEF ont utilisé de nombreuses approches pour le soutien technique et le soutien de gestion :

- Soutien technique adapté et accompagnement
- Evénements de renforcement des capacités
- Elaboration d'outils et le partage des informations

- Facilitation du partage en ligne
- Coordination du soutien technique avec d'autres partenaires

Soutien technique adapté et accompagnement:
Tout au long de la période de ce rapport, les Secrétariats régionaux, et quand nécessaire les agences de gestion financière, ont fourni un appui technique adapté et ciblé aux coalitions nationales. Les régions les plus vastes, soit l'Afrique et l'Asie, opèrent par l'intermédiaire d'un Officier de Programmes (OP, Afrique) ou Conseiller du renforcement des capacités (Asie-pacifique). Durant cette période, ils ont accompagné entre trois à six coalitions chacun. L'allocation du personnel régional vers les coalitions nationales a été essentiellement déterminée géographiquement. Cependant, en Afrique, l'allocation des OP s'est déterminée par l'emplacement et les langues parlées. En Amérique-latine et au Moyen-Orient, les plus petites régions, le personnel de coordination de chaque Secrétariat régional surveille le renforcement des capacités, en s'appuyant sur les experts de leur propre organisation quand nécessaire.

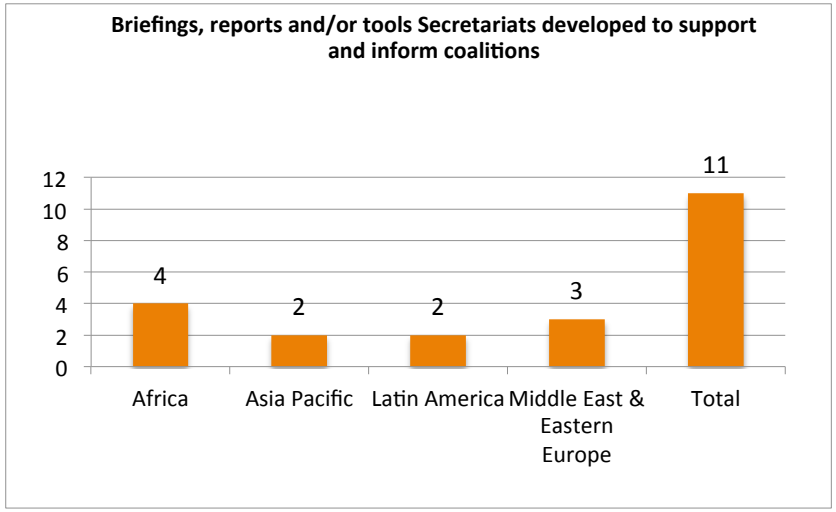
L'accompagnement régional est, selon les besoins des coalitions, différent. Il a cependant proposé tous les aspects du travail des coalitions et de la mise en œuvre du CSEF (de la gestion interne à la planification de plaidoyer à la mise en œuvre). Une importante partie du soutien s'est fait par courriels, par appel téléphonique et par Skype. Des visites de soutien ont également été un élément clé. Vingt-six coalitions ont reçu des visites pendant ces 6 mois, en plus des visites lors de la phase de la planification (cela soutient l'idée que chaque coalition reçoit au moins une visite par an). En accord avec cette étape du cycle du programme, la majorité des visites ont porté sur la finalisation des propositions CSEF ainsi que sur les plans de mise en œuvre. Cependant, les objectifs de soutien ont varié : le soutien au développement des coalitions (par exemple, le soutien pour une nouvelle coalition en Albanie, l'exploration des possibilités du renforcement de la coalition au Myanmar) ; le soutien à la révision des propositions (par exemple, la révision de la proposition au Cap-Vert, un atelier avec les membres de la coalition pour réviser la proposition au Soudan) ; le soutien technique pour le plaidoyer ou le travail opérationnel (par exemple, soutien de gestion financière au Rwanda ; soutien au recrutement au Vanuatu ; discussion sur les soins et l'éducation à la petite enfance (ECCE) entre les membres de la coalition en Tanzanie ; participation à un événement ministériel au Vietnam). Une liste complète des visites des coalitions est en Annexe 2 'Rapport des visites'.

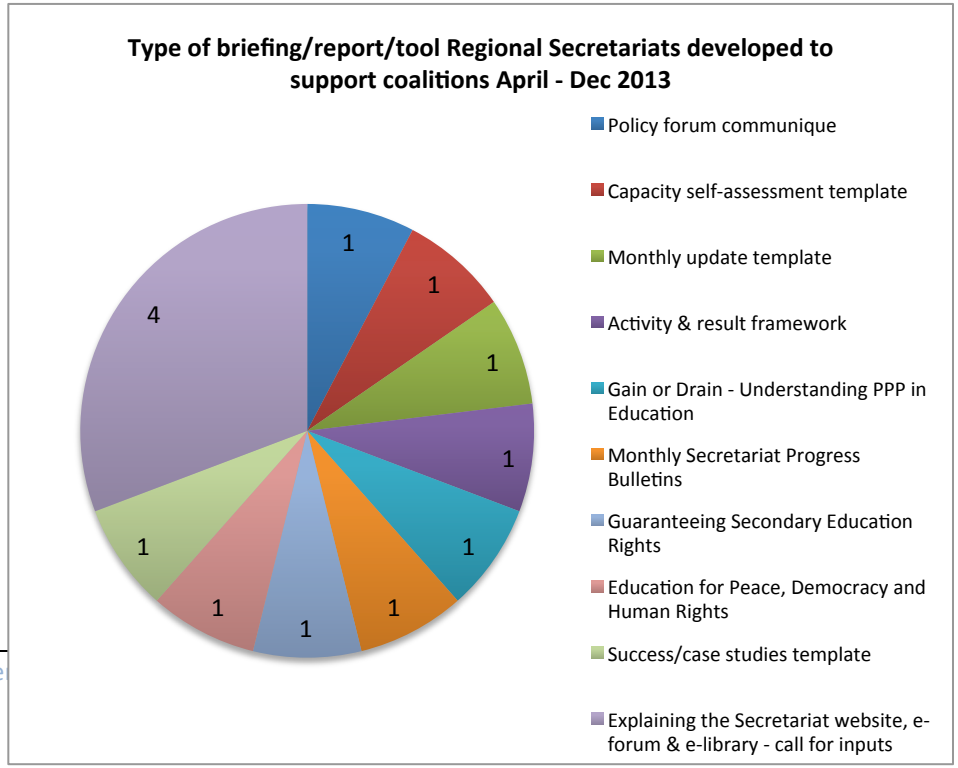
Evénements de renforcement des capacités et de l'apprentissage :
Toutes les régions ont organisé des événements durant cette période pour renforcer les capacités et partager leur apprentissage. Au total dix événements ont été organisés. La CME a participé a presque tous les événements, tandis que l'UNESCO et les membres du GPE ont participé à certains. En plus des événements régionaux CSEF, un certain nombre de coalition nationales ont participé à des événements organisés par des réseaux régionaux (ou des organismes externes) dans le cadre d'autres projets. Par exemple, l'atelier sur l'enseignement secondaire organisé par CLADE en coopération avec UNESCO ou l'atelier sur les partenariats public-privé organisé par la CME, l'ASPBAE avec OSF et l'université autonome de Barcelone. Il y a eu évidemment d'autres opportunités d'apprentissage, mais seuls les événements régionaux organisés et financés par le programme CSEF sont listés dans le tableau ci-dessous.

Evénement	Hôte & participants	Lieu et date	Résultats
Consultation de la société civile sur le développement du CSEF et décisions du comité de financement régional	ASPBAE/ coalitions Asie-Pacifique	Manille, juillet 2013	10 coalitions de la région Asie-Pacifique ont été mises à jour sur les problèmes CSEF et sur les plateformes/processus du plaidoyer international
Ateliers subrégionaux de formation sur la gestion financière en trois langues différentes.	Africa FMA, OXFAM-GB, / Personnel et coordinateur de finance des coalitions Afrique	Dakar, juillet 2013 (une série de trois ateliers en différentes langues)	Le personnel des coalitions et d'ANCEFA staff ont été formé en gestion financière et en procédure de responsabilité
Atelier sur la gestion financière du CSEF	CME et ACEA; Personnel de gestion et de finance des coalitions	Amman, octobre 2013	Les coordinateurs et gestionnaires financiers de toutes les coalitions (CSEF) dans la région Moyen-Orient/Europe de l'Est ont été formés sur la gestion financière et le processus de communication du CSEF
Atelier sur les campagnes et le plaidoyer	ACEA, CME et personnes externes ressources, Personnel de gestion et de plaidoyer des coalitions	Amman, octobre 2013	Les coordinateurs et gestionnaires financiers de toutes les coalitions (CSEF) dans la région Moyen-Orient/Europe de l'Est ont acquis des compétences en planification et sur la mise en œuvre du plaidoyer, et ont été rappelés des activités de plaidoyer des plans CSEF
Séminaire régional sur l'EPT Big Push	Officier de programme ANCEFA en coopération avec UNESCO et FAWE; coalitions Afrique	Accra Ghana, 26-27 novembre 2013	Les participants ont discuté des différents moyens d'accélérer la réalisation des objectifs de l'éducation avant et après 2015, y compris en intensifiant les évaluations nationales de l'EPT
Forum régional africain sur l'apprentissage et la politique	ANCEFA / coalition Afrique, CME, UNESCO, GPE, partenaires internationaux	Mombasa Kenya, décembre 2013	Les coalitions ont discuté de l'engagement de la société civile dans les processus de suivi et de politique, et des moyens pour améliorer le plaidoyer aux forums régionaux comme UA.
Conférence régionale Asie-Pacifique sur les CNE 'renforcement du plaidoyer de la société civile sur l'éducation'	Secrétariat régional ASPBAE, UNESCO, CME, Coalitions Asie-pacifique	Jakarta Indonésie, décembre 2013	15 CNE de la région et d'autres représentants d'OSC d'Indonésie, ont discuté par rapport à la mise en œuvre du CSEF et des politiques clés, y compris les scénarii 2015, PPP dans le secteur de l'éducation, la jeunesse, les compétences

			de base, l'apprentissage continu et comment mieux s'intégrer dans les GLE.
Atelier sur le droit à l'éducation dans l'agenda post-2015 en Amérique-latine et aux Caraïbes	Secrétariat Régional CLADE, coalitions Amérique-Latin, GPE Secrétariat, COSYDEP Sénégal	La Paz, Bolivie, novembre 2013	Les participants d'OSC de 12 pays d'Amérique-latine ont partagé leur apprentissage par rapport à la mise en œuvre du CSEF, et ont reçu une mise à jours des processus GPE et CSEF, et ont débattu les politiques clés post-2015.

L'élaboration d'outil régional et mondial et le partage d'information pour soutenir l'engagement de plaidoyer:
Un élément essentiel du travail mondial conduit par CSEF sur le renforcement des capacités est l'approvisionnement d'outils et la documentation afin de soutenir l'apprentissage et la mise en œuvre des activités. Les Secrétariats régionaux ont développé au moins 11 briefings, rapports et/ou outils (y compris les outils en ligne) pour renforcer le travail des coalitions. Les figures ci-dessous présentent les données organisées par région ainsi que le type d'outil/rapport/briefing.





La création d'outils est un élément clé pour soutenir le renforcement des capacités des coalitions. Par conséquent, le Secrétariat mondial du CSEF a développé un outil d'apprentissage : la mise à jour du document 'Etudes de cas Meilleures pratiques'. Une première version du document a été développée par le Secrétariat mondial en novembre 2013 Ce document présente des exemples de meilleures pratiques de 'responsabilité sociale', sous forme de suivi et de surveillance citoyenne du budget et/ou de prestation de service. Un certain nombre de coalitions est concerné par ce type de travail. Ce premier document sera la base du guide d'apprentissage prévu pour 2014/2015. En outre, la CME a produit quatre documents politiques clés, disponible dans les cinq langues du CSEF. Ces documents sont une ressource politique et de plaidoyer pour les coalitions : *Imposer l'équité : financer l'éducation pour tous avec des ressources domestiques ; L'éducation en langue maternelle : leçons politiques sur la qualité et l'intégration ; Egalité des droits, égalité des chances: l'éducation inclusive pour les enfants en situation de handicap; et Le droit à l'éducation post-2015.*

Tous ces documents se sont appuyés sur les données des coalitions, en accord avec les résultats attendus du CSEF (voir RA 1.3 dans la section 4). Ces outils sont évoqués dans ce rapport à cause de leur rôle important dans la réalisation des objectifs du CSEF. Ces documents ont été presque entièrement financés par d'autres fonds, avec un peu de cofinancement de la part de CSEF pour les coûts de production de deux de ces documents (Imposer l'équité et l'éducation en langue maternelle). Un autre outil politique sur les dons a été développé : Education Aid Watch 2014. Ce document a également été financé par des fonds non-CSEF.

Ce travail a aussi inclus la distribution régulière d'information aux coalitions à propos de processus politiques clés; un mail électronique a été envoyé en moyenne toutes les deux semaines, à toutes les coalitions dans les cinq langues du CSEF (14 mails en 6 mois).

Coordination mondiale du soutien technique avec d'autres partenaires

L'engagement du Group International des Partenaires a été très important pour le programme CSEF, évidant lors de la phase de planification. La CME a organisé une réunion du Groupe International des Partenaires, en invitant également les Secrétariats régionaux et RFMA, en juillet à Londres. Le but de cette réunion était de commencer les discussions sur la collaboration et les moyens de soutenir le travail du CSEF. La CME a ensuite élaboré un document de suivi pour recueillir les informations suivantes : la présence des OING, leurs projets et expertise. Depuis ce recensement a été mis à jour régulièrement grâce au partage continuel d'information et à la communication.

Durant ces six mois, nous avons identifié plusieurs opportunités d'engagement et de collaboration. Par exemple, les projets éventuels du renforcement des capacités en rapport avec la recherche des coalitions sur le plaidoyer. La recherche se pourrait être menées avec des outils produits par VSO et par le biais de discussions avec OSF, expert sur l'organisation de cercle d'apprentissage de la théorie du changement. Ces idées vont être développées en 2014 pour le plan d'apprentissage et de capacité. Nous sommes également engagés avec RESULTS par rapport à leur idée d'établir un index pays par pays sur la mise en œuvre du droit à l'éducation : une réunion a eu lieu au Nigeria pour en discuter de

manière plus approfondie. RESULTS a également décidé d'organiser des visites aux Etats-Unis pour un représentant d'une coalition CSEF, afin de plaidoyer pour le soutien du GPE : Le coordinateur d'EYC Kenya a été choisi. Il a partagé ses expériences politiques à différent public. Par conséquent, la coalition a établi de nouveaux réseaux et le coordinateur a acquis des compétences en termes de présentation.

RA 4.3: Les Secrétariats régionaux et le Secrétariat mondial assurent que toutes les coalitions participent et ont l'opportunité de participer dans le plaidoyer régional et mondial pour les priorités locales et nationales

Le tableau ci-dessous donne un aperçu du type de dialogue politique (régional et mondial) et des processus de plaidoyer encouragés par les Secrétariats. NB Il y a un chevauchement avec les activités nationales pour le plaidoyer régional et mondial de RA 1.3. Les exemples suivants complète ces informations précédentes :

Type de dialogue politique régional/mondial et processus de plaidoyer encouragé par les Secrétariats

Evaluation EPT & Agenda post-2015 – de multiple processus mondiaux et nationaux[6]	14
Semaine Mondiale d'Action (toutes les régions).	4
ONU Décennie de l'alphabétisation: Réunion internationale, UNESCO (Paris) et réunions régionales (Bangkok) pour la décennie de l'alphabétisation	2
GPE Agenda – Partage/dialogue avant et après Réunion du Conseil GPE	2
Atelier sur le suivi des plans sectoriels de l'éducation organisé par GPE Asie-Pacifique	1
Forum d'évaluation régional GPE (Afrique-les délégués des pays)	1
Initiative Big Push (UNESCO et dialogue du gouvernement national-Atelier régional Accra)	1
Regroupement d'Education Pour Tous (focus sur le financement du plan sectoriel de l'éducation par GPE en Haïti)	1
Le droit à l'éducation – engagement avec la cour constitutionnelle de la République Dominicaine (les agences multilatérales et les ambassades à Saint-Domingue étaient un lieu de proteste pour des centaines d'activistes en désaccord avec la décision de la cour constitutionnelle. La pétition en ligne a été signée par plus de 6000 personnes).	1
Apprentissage pour toutes les réunions ministérielles (focus sur le Pakistan et Timor-Leste) organisé autour des réunions AGNU par l'envoyé spécial de l'ONU sur l'éducation	1
IALLA VII (ICAE Académie du plaidoyer pour l'apprentissage tout au long de la vie)	1
Forum politique international sur l'alphabétisation et compétences de base pour des jeunes vulnérable via des centres d'apprentissage communautaires (Région Asie-Pacifique avec UIL)	1
Réforme de l'éducation dans le monde arabe (Conférence régionale et dialogue politique)	1
Résultats US – événements médiatiques pour populariser le travail de GPE e Afrique et engager le gouvernement américain à contribuer au processus de réapprovisionnement GPE)	1
CONFINTEA VI Réunion régionale de suivi (Asie-Pacifique)	1
Conférence régionale sur l'alphabétisation des femmes (Asie-Pacifique)	1
Réunion d'expert UNESCO à Bangkok sur le post-2015, l'enseignement et l'apprentissage	1
ePPP – Forum régional asiatique sur les PPP dans l'éducation et l'impact sur les droits et le salaire des enseignants; Atelier International de la CME sur la privatisation, PPP et le droit à l'éducation	1
15ème Congrès du Conseil mondial des associations d'éducation comparée	1
UNESCO-KEDI Séminaire politique régionale sur le développement de l'éducation et la coopération en Asie-Pacifique	1

[6] ***Evaluation EPT & Processus de l'Agenda Post-2015comprend:*** briefings sur le Groupe de Travail Ouvert sur les SDG; Table ronde ministérielle sur l'apprentissage pour tous; Sommet de l'Union Africaine ; Dialogue autour du rapport du comité de personnalités de haut niveau sur le post-2015 ; Atelier technique sur l'évaluation de l'EPT national 2015 en Asie-Pacifique ; Le droit à l'éducation dans l'agenda post-2015 en Amérique-latine et les Caraïbes ; Lancement du livre et petit-déjeuner de travail avec le Ministère de l'éducation de l'état plurinational de Bolivie ; Sommet des Nations Unies ; Réunion Mondiale de l'UNESCO sur l'éducation ; Réunion UNESCO d'expert sur le post-2015 sur l'enseignement et l'apprentissage ; Atelier d'évaluation de l'EPT UNESCO Asie du sud ; Groupe de coordination de l'UNSECO CCONG EPT ; Forum des OSCs de haut niveau sur le droit à l'éducation autour de l'AGNU ; L'institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) ; réunion de réflexion sur le positionnement dans l'agenda de l'éducation post-2015.

ANCEFA :

- ANCEFA a fait la promotion régionale du livre « **Accountability in Use of Education Resources** » à Abuja au Nigéria en octobre 2013. ANCEFA a demandé à la coalition du Nigéria, CSACEFA, de participer à cette promotion.

- Événements médiatiques aux États-Unis – RESULTS US a voulu présenter le travail des coalitions sur les **processus GPE en Afrique**. ANCEFA a sélectionné la coalition du Kenya, Elimu Yetu, qui représente selon eux la meilleure coalition pour soutenir le processus. La coalition a participé avec RESULTS US à une série d'événements médiatiques à Washington DC et dans d'autres villes pour présenter le travail de GPE au public en Afrique et engager le gouvernement américain à contribuer au processus de réapprovisionnement GPE

- **GPE** a mené des **forums régionaux d'évaluation** à Durban (Afrique du Sud) et à Dakar (Sénégal) et a encouragé la participation de la société civile. ANEFA a partagé des informations avec les coalitions nationales sur l'intérêt d'une participation aux forums régionaux GPE d'évaluation. Dix coalitions ont assisté à ces forums dont trois en tant que délégations gouvernementales (Kenya, Gambie et Sénégal).

- Via un portail Web, le réseau 'bwalo-la-ANCEFA' a facilité l'échange d'idée sur des problèmes également traités au cours des forums internationaux. ANCEFA compte largement sur cette plateforme pour contribuer à un plus grand partage des idées au cours des débats **post-2015**.

ASPBAE :

- Engagement dans les débats ePPP : ASPBAE a consulté en grand nombre de coalitions pour savoir si elles souhaitaient entreprendre des recherches ou des études de cas sur les PPP et la privatisation de l'éducation. Huit coalitions étaient intéressées. Les études de cas seront présentées dans une publication régionale. ASPBAE a réuni les coalitions pour s'assurer que les questions de base étaient bien comprises. ASPBAE a ensuite travaillé avec chacune des coalitions pour mettre au point leur étude de cas.

- S'est engagé avec les coalitions lors de la réunion régionale de suivi de CNFINTEA VI en Corée en octobre 2013, notamment par exemple, pour le lancement du deuxième rapport GRALE (rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes) de 2013 lors du Forum politique International de UIL sur **l'alphabétisation et les compétences de base pour les jeunes vulnérables via des Centres d'apprentissage communautaires** (Jakarta, août 2013). ASPBAE a profité de sa présence pour commenter les résultats du rapport GRALE et plaider pour que l'alphabétisation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie soient des éléments clé du calendrier post-2015. Le travail de PEAN (Papouasie-Nouvelle-Guinée), COESI (îles Salomon), VEPAC (Vanuatu), et TLCE (Timor-Leste) s'est basé sur la recherche fondamentale concernant l'expérience d'éducation des jeunes et des adultes âgés de 15 à 64 ans dans les provinces de chacun des quatre pays. Les niveaux d'alphabétisation ont notamment été évalués et utilisés pour le plaidoyer. Ce travail a révélé que les niveaux d'alphabétisation, dans chaque province, sont beaucoup plus bas que les statistiques provenant du **recensement national**. Cependant, les gouvernements et les organisations internationales comme l'UNESCO se reposent sur ces statistiques.

- ASPBAE a maintenu, tout au long de la période considérée, une campagne d'information avec les CNE sur les **processus d'établissement du calendrier post-2015** – via le bulletin ASPBAE, le site web et les visites par le personnel de soutien du CSEF. ASPBAE a continué à encourager les coalitions et les autres membres à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils soient plus proactifs dans le débat public à venir.

CLADE :

- CLADE a travaillé étroitement avec les coalitions afin d'influencer la Communauté d'Amérique-Latine et des Caraïbes (CELAC). Ce travail a été effectué en faisant appel à la **participation citoyenne** institutionnalisée.

- Pour la période **post-2015**, CLADE a proposé aux membres de participer aux débats internationaux et régionaux, tout en précisant les délais pour présenter des commentaires sur les documents clés (complément à la consultation des membres sur ses positions et ses données, comme l'indique l'Objectif 1).

ACEA :

- ACEA a organisé une conférence entre le 27 et le 30 avril 2013 à Amman, Jordanie, intitulée La réforme de l'éducation dans le monde arabe. Cette conférence était une plateforme pour les institutions de l'éducation formelle arabe ainsi que la société civile arabe, régionale et mondiale. Le thème était **la réforme de l'éducation dans le monde arabe** ainsi que ses objectifs, les stratégies et les mécanismes. Les participants sont venus de tous les pays concernés et ont représenté tous les secteurs principaux, y compris les ONG, les Ministères de l'éducation, les syndicats des enseignants, des universitaires, des enseignants et les médias professionnels. La conférence a réussi à mettre en relation les coalitions, les institutions influentes et les décideurs comme les Ministères et les syndicats. Ces nouvelles relations sont très importantes pour réaliser les réformes de l'éducation. Ce forum a lancé le processus du développement des réformes éducatives dans le monde arabe. La conférence servira de référence.

- ACEA a désigné un représentant de la coalition nationale pour participer au rassemblement mondial : le cours d'IALLA VII (ICAE Académie du **plaidoyer pour l'apprentissage tout au long de la vie**) organisé par DVV International et ICAE à Madaba, Jordanie entre le 1er et le 12 septembre 2013. C'était la première fois que cette réunion se déroulait dans la région. Le coordinateur de la coalition de Somalie a été désigné par ACEA et a participé à ce cours.

- ACEA a coopéré avec d'autres réseaux (ANHRE, ANPE et ANLAE) pour créer des synergies afin de mieux promouvoir **l'éducation inclusive et innovante.** ACEA va coopérer particulièrement au prochain atelier IALLA qui comprendra 50 % de participants arabes, ainsi qu'à la SMA. Le groupe thématique sur le plaidoyer de l'éducation pour les adultes s'est réuni à Amman entre le 29 et le 30 novembre 2013. Au cours de cette réunion, le Plan d'Action Conjoint 2014 a été convenu par ICAE et DVV International.

GCE:

- **Plaidoyer avec GPE :** La CME partage les informations régulièrement avec les coalitions via une liste d'emails. Le partage augmente avant et après les réunions de Conseil. Ce partage permet aux coalitions de faire des commentaires et avoir des débats sur certains thèmes de

l'agenda GPE. Cela inclus des discussions sur la gouvernance GPE, comme l'établissement et l'inclusion des sociétés civiles dans les comités décisionnels, les modèles de financement et les processus démocratiques et participatifs au niveau national.

- **L'engagement de la société civile aux réunions du Conseil GPE :** Le secrétariat mondial a soutenu les représentants des OSC au Conseil GPE. Il a aussi encouragé les autres participants à s'engager dans les débats, comme à la réunion du Conseil GPE à Addis-Abeba en novembre. Cela inclus la facilitation des appels de la circonscription, la traduction de l'information partagée et le soutien de capacité avant et durant les réunions du Conseil. Le Secrétariat a également permis à d'autres représentants de la société civile de participer à la réunion à Addis-Abeba, tels qu'Elimu Yetu Kenya et BEN Éthiopie.

- **S'engager dans les réunions multipartenaires à New-York :** Le Secrétariat de la CME a soutenu l'engagement national aux réunions ministérielles sur l'apprentissage pour tous, visant le Pakistan et le Timor-Leste. Ces réunions étaient organisées par l'envoyé spécial de l'ONU sur l'éducation autour des AGNU en septembre 2013. La CME a partagé tous les documents nécessaires avec les coalitions avant les réunions. La CME a récupéré les commentaires des coalitions et a présenté les diverses positions lors des réunions. La CME a également partagé les commentaires faits lors des réunions. Cette méthode a permis à la coalition de Timor-Leste de faire des commentaires avant la réunion (qui ont été explicitement mentionnés par le ministre lors de son introduction).

- **La période post-2015** : Le Secrétariat de la CME a régulièrement donné des informations sur les processus post-2015. En décembre 2013, le Secrétariat a produit un briefing sur le Groupe de Travail Ouvert avec les groupes de décision stratégique (SDG) afin de soutenir l'engagement des coalitions dans les débats internationaux.

RA 4.4: La contribution des Secrétariats régionaux et du Secrétariat mondial aux dialogues politiques sur l'éducation (via GPE, UNESCO et autres cadres/institutions) a pour résultat l'inclusion des priorités et des perspectives de la société civile dans la politique mondiale, les stratégies et les documents pour préparer l'agenda.

Ce résultat attendu est l'impact d'RA précédents. Il est donc trop tôt dans le cycle du programme pour mesurer véritablement les réalisations à cet égard. Ce résultat sera présenté dans les rapports ultérieurs.

5. Conclusion et prochaines étapes

Globalement, nous avons des preuves solides pour conclure que les objectifs du programme vont pouvoir être finalisés. L'objectif 1 a considérablement avancé grâce aux nombreux forums politiques et aux diverses contributions des coalitions sur les processus politiques. Sous l'objectif 2, il y a eu d'importantes activités qui ont permis aux citoyens de mieux comprendre les problèmes du secteur de l'éducation et de participer aux débats par le biais de campagnes publiques, du travail médiatique et du renforcement des capacités. Nous voulons augmenter le nombre de consultations sur les processus politiques avec les membres des coalitions. En effet, ces dernières sont actuellement trop souvent entravées par le très court délai accordé par le gouvernement/bailleurs de fonds. En ce qui concerne l'objectif 3, 46 recherches ont été lancées, dont certaines ont déjà obtenues des résultats. Ces recherches seront présentées plus en détails dans les rapports ultérieurs. L'objectif 4, l'apprentissage régional et les initiatives de capacité, progresse aussi largement. Nous aimerions aller plus loin pour favoriser le partage des leçons d'apprentissage entre les régions.

Le programme a bien progressé avec de solides réalisations malgré d'importants défis, notamment le retard de financement et de la signature de la subvention. C'est la raison pour laquelle la mise en œuvre des activités a pris du retard ce qui a eu un véritable impact sur le personnel des coalitions. La réalisation des résultats attendus est un autre défi, aussi bien régional que mondial, qui demande l'implication des coalitions nationales aux processus de plaidoyer régionaux et mondiaux. L'engagement des coalitions doit être également facilité, même si le plaidoyer régional et mondial n'est pas financé par le CSEF. Le programme repose donc en partie son succès pour obtenir d'autres financements. Les restrictions imposées par les gouvernements sont également sources de difficultés. Un certain nombre de coalitions ont signalé ce problème dans leurs rapports. Pour surmonter ce défi, la CME va élaborer des outils d'apprentissage permettant de travailler dans des contextes politiques différents.

Désormais, la priorité reste la poursuite des activités décrites dans le plan de mise en œuvre 2014 (ainsi que les activités en retard de 2013). Compte tenu de l'accord signé récemment avec l'UNESCO, cela inclus la réorganisation des phases et du budget qui permettra de continuer la mise en œuvre jusqu'en 2015 : la CME et les partenaires régionaux ont travaillé avec les coalitions sur ce point début 2014. De plus, la CME développe une proposition avec tous les partenaires pour la prochaine phase du CSEF afin d'obtenir des financements en 2014. La poursuite de l'élaboration du cadre d'apprentissage, du suivi et de l'évaluation représente également une priorité (y compris les révisions concernant ces rapports, la possibilité de développer un système en ligne et l'utilisation des données déjà obtenues). Nous explorons également d'autres moyens d'évaluer l'impact des activités des coalitions, autre que l'auto-évaluation des coalitions, notamment la collaboration potentielle avec le GPE. Et plus que tout, la CME souhaite mettre l'accent sur le partage de l'apprentissage entre les entités régionales, et non seulement parmi les coalitions nationales. Ceci permettra à terme d'obtenir les meilleures pratiques pour renforcer les capacités et le soutien technique.

Enfin, nous voulons trouver des moyens pour que les activités des coalitions, y compris celles présentées dans ce rapport, soient plus efficacement communiquées et partagées avec un grand public, et pas uniquement auprès des partenaires CSEF et des entités de supervision. Ce rapport montre que le programme CSEF soutient des travaux d'envergure, variés, impressionnants et souvent innovants dans une douzaine de pays à travers le monde. L'étendue et la variété de ces travaux peuvent parfois rendre le partage des informations difficile. Cependant, nous pensons que l'accès aux informations (y compris, les analyses de défis, les approches et les réalisations des coalitions) serait très bénéfique pour

les parties prenantes du secteur de l'éducation et d'autres secteurs. Par conséquent, nous nous engageons à faire que la documentation, la compréhension et le partage soient considérés comme essentiels au cours de l'année 2014, mais aussi par la suite.

Annexes

Annexe 1 – plan de mise en œuvre avec une mise à jour du statut
Annexe 2 – les visites de soutien
Annexes 3a-d – rapports des ateliers régionaux de la période considérée (*NB que ceux non-partagés dans les rapports précédents)*
Annexe 3 – Plan de renforcement des capacités et d'apprentissage